LA VIE NTELLECTUELLE

AVRIL 1956

ÉDITORIAL
Joie pascale et passion du Monde

E. BORNE
Sens et non-sens de la souffrance

L. GUINCHARD
Pierre Hervé ou les provocations de l'esprit

L.-P. AUJOULAT
Le Cameroun bouge

R. WINTZEN
Nouvelle littérature allemande

ES ÉDITIONS DU CERF

Sommaire

V. I. : *La joie pascale et la passion du monde*.....

ÉGLISE ET CHRÉTIENTÉ

E. BORNE : Sens et non-sens de la souffrance.....
J. CALLEWAERT : La situation religieuse en Allemagne orientale .....
D. DUBARLE : Le clergé espagnol et les tâches à venir .....
Mgr Kiong, évêque de Shanghaï (A.-M. H.) .....
Excommunication du racisme (A. V.) .....
La Chine aujourd'hui : pour un dialogue véritable (A. SOHIER) .....
A propos d'une *Histoire de la démocratie chrétienne* (E. BAUSSART) .....

TRAVAIL ET POLITIQUE

L. GUINCHARD : Pierre Hervé ou les provocations de l'esprit.....
L.-P. AUJOULAT : Le Cameroun bouge.....
P.-A. MARTEL : Interdépendances et intersensibilités nord-africaines... .....
Activité sur tous les fronts sociaux (F. SELLIER) .....
Que de soucis pour Sir Anthony Eden (M. NIVEAU) .....
L'évolution politique allemande (A. FRISCH) .....
Les multiples variations du Sarrois moyen (A. F.) .....
L'esprit de Karachi (A. VIATTE) .....
Les élections de Saïgon ou le dictateur malgré lui (P. Do DINH) .....
Sous le masque de Lénine (J. ROUNAULT) .....
Petite suite moyen-orientale (P. RONDOT, J. NANTET).....
Eisenhower candidat (A. VIATTE) .....

SCIENCE ET POÉSIE

R. WINTZEN : Regards sur la nouvelle littérature allemande .....
Évelyn Waugh en uniforme (N. BRAYBROOKE) .....
Essais, romans et poésie (I. LEPP, M. CHAVARDÈS).....
Étrange et admirable Moyen-Age (R. VRINAT) .....
Théâtre (H. GOUHIER) .....

La Vie Intellectuelle

VINGT-SEPTIÈME ANNÉE. — AVRIL 1956

La joie pascale et la passion du monde

La rencontre des célébrations pascales et d'un atroce printemps de guerre africaine fait pour des chrétiens nés Français un partage de l'esprit, que le devoir religieux et humain du moment présent est de subir dans la patience et d'approfondir dans l'angoisse.

L'Église en ce premier dimanche, générateur de tous les dimanches de chrétienté, annonce plus haut et plus clair que jamais cette Bonne Nouvelle si grande qu'il n'y aura jamais d'annonce plus excellente, si pathétique que pour ne pas éclater nos cœurs ne peuvent la recevoir que dans l'obscurité de la foi et à l'abri du mystère. Dieu n'est pas mort, le Christ est ressuscité et il sera éternellement avec nous. Aucun triomphe temporel, même celui d'une évidente justice humaine n'atteindra à l'éclat de cette victoire de l'esprit sur la mort et le péché, et aucun bonheur même celui que peuvent bâtir, lucide et ardent, des mains raisonnables, n'est une image valable de cette joie unique qui est l'allégresse du salut.

Cependant la carrière historique du Seigneur avait abouti à une catastrophe, elle aussi unique, et telle qu'il

ne saurait jamais y avoir dans la suite des temps de désastre plus total et en un sens aussi irrémédiable. Le plus grand génie religieux avait échoué parmi un peuple dont la vocation était principalement et exclusivement religieuse : vue humaine, trop humaine qui ne dit rien encore. Dieu lui-même avait été renié, persécuté dans sa propre création et par une nation de prédestinés qu'il avait lui-même élue par la décision sacrée de la Promesse. Échec qui n'est pas d'apparence puisqu'il retentit dans l'éternité et que la passion s'inscrit pour toujours dans l'énigmatique nature du Principe, celui que les Sages de la terre ne savaient désigner que comme l'Acte Pur. Il fallait que le Seigneur souffrît, que la douleur devînt comme un attribut divin. La vérité sans rature du Vendredi saint nous garantit la vérité pareillement ineffaçable du jour pascal.

La tentation est alors inévitable et peut-être invincible de chercher dans la méditation de nos mystères une sagesse moindre et à la mesure de nos embarras humains et de nos difficultés temporelles.

Quelques-uns se sentiront invités au détachement et même à une manière d'indifférence à l'égard du train du monde. Qu'importe la décadence ou même la chute de notre patrie et de nos cultures ? Même au plus épais de ce qui nous paraît une avancée de la barbarie, l'Église trouvera bien quelque moyen d'ingéniosité ou de martyre pour annoncer encore le Christ ressuscité. La ruine d'un espoir humain et par exemple la faillite africaine de la France n'abolirait pas l'espérance absolue, pas plus qu'un succès de nos armes ou même de notre esprit ne feraient véritablement progresser par lui-même l'œuvre propre du Royaume. La joie pascale, sentiment de l'unique nécessaire, évite le partage de l'esprit en relativisant la peine et le labeur de l'histoire jusqu'à les réduire à des figures sans substance.

D'autres, à vrai dire plus nombreux, ne pourront

s'empêcher de chercher et donc de trouver dans les affaires humaines quelque analogie avec le drame sacré de la Passion et de la Résurrection; ils refuseront de désespérer d'une situation en apparence sans issue comme paraît l'être la tragédie algérienne, se forçant à attendre du génie politique ou de la générosité morale des uns et des autres (et par exemple d'une certaine communauté spirituelle entre les adversaires tous issus de la vocation d'Abraham), un éclatant renversement du pour au contre; ou encore combattants, d'une patrie qui mérite de vivre et de rayonner, les mêmes chrétiens ne perdront pas cœur en déchiffrant dans leur cause comme Péguy « l'image et le commencement » de l'œuvre propre de Dieu dans l'histoire et eux aussi surmonteront le partage de l'esprit en lisant dans le danger, la défaite ou l'humiliation de leurs valeurs, une passion et donc la promesse d'une résurrection, à la manière de ces chrétiens résistants qui luttèrent dans la nuit de l'occupation en se persuadant qu'ils se tenaient entre un Vendredi saint et un matin pascal.

Ces deux sortes de chrétiens tentent de penser en vérité leur christianisme et il n'est pas question de leur infliger la lourde inopportunité des apologies ou des réquisitoires. Toutefois ce labeur, pour dissoudre ou plutôt pour éluder d'une manière ou de l'autre la division de l'esprit paraît bien voué à l'échec. Les chrétiens de l'eschatologie et de la pure transcendance ne pourront pas vivre leur engagement temporel comme pur exercice de leur patience et de leur foi; ils existeront aussi chrétiennement dans le temps. Les chrétiens de chrétienté ne seront jamais certains parmi les combats douteux de l'histoire que les correspondances qu'ils s'efforcent de maintenir entre le spirituel et le temporel n'apparaîtront pas un jour comme des similitudes abusives et ils doivent exister chrétiennement au-dessus de l'histoire. Le partage de l'esprit alors est insurmontable et les drames africains s'ils ne sont pas pensables en

dehors de l'inspiration chrétienne ne peuvent recevoir de solution proprement chrétienne.

La division est le destin de l'homme chrétien. Mais après tout, Dieu ne nous a pas promis de nous réconcilier avec nous-mêmes mais plus profondément de nous sauver, et sa grâce n'est pas incapable de nous sauver partagés dans la passion et dans la joie.

Mystère du salut que célèbre la liturgie de la nuit pascale et qu'il faut vivre dans cet esprit le retour aux sources que nous propose aujourd'hui l'Église. Nietzsche raillait : « Les chrétiens n'ont pas l'air sauvés. » On ne réfute pas la terrible sentence accablante pour nos longues figures. Mais on peut se souvenir de ce temps dont témoigne saint Augustin où les païens eux-mêmes restaient éveillés dans leurs maisons pendant la célébration nocturne de la vigile pascale pour au matin, à la sortie des basiliques, contempler sur le visage des nouveaux baptisés, des « renés », un reflet de la lumière du Christ. Ces temps où les chrétiens avaient de notoriété publique l'air sauvé, nous instruisent peu sur le contingent et nous disent tout sur l'essentiel. Les empires et les cultures y croulaient, les semailles étaient faites d'une civilisation moins païenne ; des chrétiens y vivaient partagés comme nous, plus proches que nous de la grande joie pascale. Car l'histoire est énigme mal déchiffrable, mais le salut est mystère et certitude.

V. I.

Église et chrétienté

Sens et non-sens de la souffrance

Le problème du mal, sous ses différentes formes, tend à devenir une préoccupation majeure de la pensée contemporaine. La philosophie chrétienne ne peut pas ne pas partager cette angoisse qui va s'approfondissant et se renouvelant. La Paroisse universitaire réunie à Rennes dans les jours mêmes où paraît le présent cahier étudie la question de la souffrance. La Semaine des Intellectuels Catholiques traitera en novembre prochain « le sens du péché et le monde moderne ». En accord avec cette ligne d'inquiétude, on propose ici une suite discontinue de réflexions dont l'objet est de chercher s'il n'y aurait pas dans la souffrance des hommes quelque opacité tragique, difficile à réduire par des ressources seulement rationnelles. Il s'agit simplement d'une esquisse de « problématique » : on voudra bien tolérer une présentation fragmentaire et inachevée.

ÉT. B.

Deux types de douleur.

LA douleur n'est pas une donnée immédiate de la conscience humaine; elle n'a pas la simplicité, pourtant déjà théorique de la sensation ou du plaisir; aussitôt née, elle devient question provoquant du dedans de l'être qui la subit et la nourrit de sa substance ce dédoublement qui est le propre de l'esprit dans l'homme; aussi aucune

douleur n'est-elle seulement physique et sensible; elle suscite négation, effort pour l'oublier, l'éluder, ou la vaincre par la connaissance de ses causes. Selon cette première perspective, le problème de la souffrance porterait en lui-même sa propre solution, et la douleur serait aisément justifiée puisqu'elle crée cette distance entre l'homme et lui-même, qui est une première dimension d'intériorité, puisqu'elle est à l'origine de la technique intelligente et de l'action proprement humaine. Dès qu'elle est moyen pour une fin valable, la souffrance a un sens, elle est orientée vers son propre dépassement. Une telle douleur pourrait être nommée labeur (pour retrouver l'heureuse ambiguïté du latin *labor*). La peine de la route ne peut être ôtée; elle se confond avec le mouvement de la marche et elle trouve sa raison d'être dans la clarté du terme et le bonheur du but. Tous les lieux communs de la littérature morale sur la souffrance éducatrice de l'homme développent dans des styles différents, laïque ou religieux, rationaliste ou mystique, une même dialectique de l'ascèse qui découvre dans le négatif de la douleur la positivité d'un accomplissement humain. La souffrance devenue médiation est illuminée d'une vérité apaisante. Elle reste une épreuve, capable de faire peur aux courages médiocres, éveillant cette sorte d'anxiété qui est le doute de la volonté sur sa propre force — mais son sens ne fait pas question.

Cette première figure de la douleur ne pose pas cependant le plus profond problème, car il est des souffrances qui sont en même temps angoisse, et si, contre la peur ou l'anxiété, des vertus morales sont mobilisables, l'angoisse a quelque chose d'insurmontable et d'indépassable, au moins selon les ressources de la raison naturelle, théorique ou pratique. Une deuxième figure de la douleur

naît lorsque l'homme entre dans ce qu'on pourrait appeler l'absolu du malheur, où il s'agit alors de supporter l'insupportable. La mort d'un être aimé ou la faillite d'une pensée qui étaient d'irremplaçables raisons de vivre, la contradiction crucifiante entre des valeurs existentiellement vécues comme pareillement valables, la persécution triomphant avec grand éclat de l'innocence ou de la justice, autant de manifestations du malheur absolu, autant de souffrances pour lesquelles on n'aperçoit pas naturellement de techniques de médiation. Elles devraient, ces douleurs, avoir un sens et elles nous infligent si l'on peut ainsi parler l'évidence opaque de leur non-sens. De ces situations tragiques les Anciens disaient qu'elles appellent la pitié et l'horreur, on pourrait comprendre pitié pour la victime qui comme le Job de la Bible souffre sans avoir jamais été criminelle, horreur devant ce plus affreux de tous les néants qu'est l'absence de sens. La souffrance n'est plus alors l'exercice laborieux qu'on décrivait d'abord, elle est exactement tragédie.

La souffrance de la faute peut également prendre l'un ou l'autre des deux visages qui ont été distingués. Tantôt une action morale et intelligente est possible qui médiatise la douleur ; je répare par bienveillance ou bienfaisance le mal que j'ai fait à autrui, et ce mal qui me fait mal je le change au-dedans en repentir qui purifie et élève; un projet optimiste de compensation découvre les significations libératrices. Tantôt, au contraire, le mal est irréparable et le remords inguérissable devient angoisse; l'incompréhensible faute participe au mystère du péché que le courage et la lucidité de l'homme sont impuissants à ôter et à éclairer, comme l'ont dit dans la langue de la poésie tous les grands tragiques de Sophocle à Shakespeare. Ici encore se montre une an-

goisse invincible à ce qui nous est humainement possible d'héroïsme et de sagesse. Une seule douleur inutile est une barbarie qui gâte pour toujours la nature. Une seule injustice heureuse est un mystère d'iniquité qui gâte éternellement l'humanité.

La douleur relative et médiatisable, la douleur absolue et non médiatisable ne sont pas étrangères l'une à l'autre. L'expérience de la douleur relative, dans laquelle la recherche du sens aboutit, ajoute à l'angoisse de la douleur absolue pour laquelle le sens se dérobe; et surtout la douleur absolue contamine la douleur relative; entre l'une et l'autre s'étendent des régions équivoques, où l'espoir du sens se mêle à l'effroi du non-sens; et même là où le bon usage de la douleur est clairement possible, donc humainement nécessaire, la souffrance garde quelque chose d'opaque, montre toujours de sombres fantaisies, détruit au passage du bien et du vrai, si bien que son irrationalité n'est soumise à la raison que par une manière de contrainte et de violence, facile à apercevoir dans les raideurs stoïques. La thèse n'est pas aisément démontrable : mais on soupçonne que dans toute douleur, et même dans celle qui est matière pour une sagesse plus haute, il se trouve quelque signe prophétique de la mort. Si bien que la peur humaine devant la douleur, même la plus tentée de lâcheté, ne serait pas sans liens avec une angoisse passablement profonde, et, au terme, la douleur et la mort seraient semblablement impossibles à médiatiser.

Quelle que soit la forme qu'elle prend, la douleur serait donc une passion pour l'homme, et par ce mot de passion il faut entendre une épreuve subie par destin ou par condition, que la volonté et la raison ne peuvent jamais complètement dominer et vaincre, qui introduit

au-dedans de l'homme un mélange équivoque d'exaltation et de détresse, d'aveuglement et d'énigmatique lumière. L'opposition de la pensée et de la passion est un préjugé rationaliste dont un Kierkegaard a eu raison de faire bonne et rude justice. Dire que la conscience angoissée de la douleur est passion, c'est donc dévoiler du même coup ce qu'elle contient de pensée, mais cette pensée est captive de sa propre interrogation, son angoisse vient du sentiment qu'elle a de se perdre au-dedans d'elle-même en exigeant le sens et en rencontrant l'absence de sens. D'où cette immobilité de stupeur et de silence qui est le destin commun de la passion, de l'angoisse et de la douleur.

Il resterait à se demander aussi si la pensée qui médite sur la douleur, et plus généralement sur les situations-limite de la condition humaine ne doit pas se faire passion pour échapper à la rhétorique et au bavardage. Tenter de penser l'homme concret c'est être également attentif à des vérités discordantes mais irrécusables, dont il faut supporter et approfondir les contrariétés sans apercevoir le lien synthétique qui de leur dissonance même ferait une plus vraie harmonie : ainsi la douleur de mon corps me montre d'un côté combien j'existe dans une objectivité vulnérable, offerte à l'hostilité du monde, et de l'autre côté combien ce corps est ma réalité même, participe à mon intimité secrète ; je ne me savais pas à la fois si projeté au dehors, si rejeté au dedans ; la pensée de la douleur me découvre la tension de mon intériorité et de mon extériorité, la manière énigmatique dont je me trouve partagé entre la nature et l'esprit, et mon unité substantielle devient obscure jusqu'au mystère. La pensée a pour objet le paradoxe, disait Kierkegaard. La pensée qui est passion.

Éclatement et pérennité des sagesses.

L'itinéraire dont on vient d'esquisser les premiers mouvements ne coïncide guère avec la méthode traditionnelle des sagesses humaines dont l'objet est au contraire de délier la pensée et la passion et de philosopher contre l'angoisse. L'absolu du malheur ou plus généralement du mal ne serait-il pas, en effet, une illusion de la passion, et dépasser ou dissoudre la passion et ses phantasmes n'est-ce pas la fonction de ce vaste optimisme rationaliste qui a engendré tant de théodicées ou plutôt de cosmodicées ? Abandonner la douleur à l'épreuve existentielle et subjective, n'est-ce pas la vouer au non-sens, abdiquer l'universalisme de la raison, et livrer la philosophie à quelque Protagoras tragique ? Mais Protagoras doit être réfuté par Socrate et si la douleur vécue nous induit en tentation de désespoir, la pensée de la douleur nous permettra de retrouver les voies de la sagesse, celle qui a accompli sa tâche non pas seulement quand elle a nié l'absolu du néant dans la lumière de l'être, mais surtout quand elle a refusé le néant du non-sens dans la clarté d'un sens universellement enveloppant. Si les sagesses avaient raison, notre démarche précédente aurait péché par précipitation.

La sagesse est multiple et elle se montre sous des formes imprévues et inédites aux différents moments de l'histoire de l'esprit ; mais sa technique de dissolution du non-sens obéit à chaque fois aux mêmes lois : elle usera toujours, pour démontrer l'illusion du malheur absolu, de trois catégories fondamentales, totalité, nécessité et beauté : la douleur que nous avions le tort de penser tragiquement dans une perspective partielle et

individualiste, perd son pathétique si nous embrassons la totalité logiquement liée de l'existence dans l'espace et dans le temps, l'inévitable malheur ne pouvant interrompre la cohérence universelle ; une totalité harmonieuse surabondante de nécessités immanentes et de finalités internes est chose de beauté, et la beauté n'est-elle pas la manifestation du sens ? « Le mal, dit Plotin, pris dans les liens de la beauté, est semblable à un esclave couvert de chaînes d'or. » La passion faisait de la mort un malheur absolu ; la sagesse sera plus forte que la passion en montrant que la disparition de l'être fini et particulier est le sacrifice raisonnable et nécessaire que consent la partie à la réalité plus divine du tout, et que le renouvellement des individus parmi la permanence des grandes structures, la constance des types et des lois rend plus vivante la Beauté universelle, capable ainsi de se mouvoir au dedans de son immobilité.

Le style hellénique qu'on est enclin à donner aux thèmes précédents ne doit pas faire oublier à quel point les trois catégories de totalité, de nécessité et de beauté tiennent à la raison humaine et combien la recherche du sens tend à se fixer dans cette sorte de schématisme éternel.

Lorsque Hegel dans l'Introduction à ses *Leçons sur la philosophie de l'histoire* veut justifier le sacrifice des grands hommes de l'histoire universelle, victimes comme César ou Napoléon de leur grandeur et de leur apparente démesure, il explique que leur passion (dans les deux sens de fanatisme et de malheur tragique) n'était que le moyen dont s'est servi la raison à l'œuvre dans l'histoire ; la souffrance du grand homme est médiatisée au sein d'une totalité nécessaire et qui s'accomplit selon la

beauté, si bien que ces héros sont des sages sans le savoir, « agents d'affaire du génie de l'univers », parce qu'ils sont les instruments inconscients d'une sagesse impersonnelle et belle.

Le marxisme est aussi une sagesse de style hégélien, qui elle aussi prolonge en leur donnant un accent nouveau les grandes sagesses païennes : la dialectique, nécessité totalisante de l'histoire, apporte une absolution aux formes en apparence intolérables du malheur ; le désespoir devant la souffrance des humanités aliénées et exploitées vient de notre ignorance, car nous ne connaissons que la mauvaise moitié de l'histoire des hommes ; dans une préhistoire qui n'est que la partie abusivement séparée du tout, il y a plus d'ombres que de lumières ; mais l'extrême de la douleur, qui est ici non pas la passion d'une homme privilégié, qu'évoquait Hegel, détaché sur le devant de la scène comme un héros tragique, mais la passion collective et massive d'une classe tout entière ; le prolétariat, aliéné et frustré d'un accomplissement humain, est la condition nécessaire d'une mise en ordre de l'histoire ; la classe la plus déshumanisée fera l'Humanité une et réconciliée. Ici encore la nécessité et la totalité sont belles et génératrices de sens.

La sagesse est prétention au savoir absolu, mais de ce savoir nous savons mal s'il est l'accomplissement de toute philosophie — ou plutôt s'il ne serait pas antérieur à cette mise en question des sécurités rationnelles ou mythiques qui est le premier moment de la philosophie ; la sagesse alors serait rétrospective, objet de réminiscence ou de nostalgie, mais elle ne résisterait guère à

la découverte de la conscience personnelle qui introduit d'abord rupture et dissonance dans l'univers et qui n'aurait ni réalité ni valeur si elle était réduite au rôle de moyen ou de moment pour que soient composés un beau spectacle ou un discours harmonieusement enchaîné. Si ma passion est action non pour moi, mais pour l'esprit architecte du monde et de l'histoire, je ne suis plus une personne, mais le personnage d'une tragédie de théâtre, c'est-à-dire d'une comédie. La pluralité des personnes, l'absolu de chaque liberté, la divergence des destinées font éclater l'idée d'une totalité nécessaire et belle. L'angoisse des douleurs non médiatisables et injustifiables dans une métaphysique d'immanence ne pourrait être apaisée par la sérénité des sagesses que si elle était une émotion aveugle et partiale, précaire et subjective — mais non, l'angoisse est une passion proprement métaphysique, elle connaît par l'épreuve ce qu'il y a dans l'homme, elle se fait l'iconoclaste d'une Beauté qui n'est que sens de l'apparence et apparence de sens ; elle aspire dans le tourment et la nuit du non-sens à la révélation d'un Sens encore indéchiffrable ; elle est le vieil homme Job travaillé par Dieu et persécuté en vain par les professeurs de philosophie et les maîtres de sagesse. C'est pourquoi Pascal et Kierkegaard n'ont pas, comme on les en accuse, refait Protagoras au bénéfice d'une apologétique sollicitée, ils se sont seulement gardés de perdre leur passion dans la vanité des sagesses et ils ont assumé le risque de se perdre dans leur passion. Car, suivant le mot de Kierkegaard, celui qui perd sa passion a plus perdu que celui qui se perd dans sa passion.

Passion que le destin de toute pensée est quelque jour d'épouser. Un Bergson occupé d'atteindre la joie par la

philosophie avait, lui aussi, renouvelé les thèmes de la sagesse classique maintenant leurs grandes lignes maîtresses tout en transposant leur rationalisme en vitalisme ; *L'Évolution créatrice* gardait la structure d'une théodicée ou encore une fois d'une cosmodicée ; et dans *Les Deux sources* l'expérience spirituelle de l'humanité, accomplissait les promesses de l'évolution biologique, le héros moral célébrant au terme la gloire de la Vie. Et c'est pourtant le moment où le philosophe qui avait dénoncé comme mystificatrice l'inquiétude métaphysique se heurte brusquement à l'angoisse et la couvre aussitôt d'un symbole ; platonisant par mégarde ou selon une inspiration profonde, Bergson nous propose un mythe à l'état naissant, et il imagine qu'une humanité jusque-là heureuse sans scrupule apprenne un jour que le dieu, ou plutôt le malin génie créateur des mondes a posé à l'existence des humains cette condition affreuse que dans quelque astre lointain un être innocent soit torturé et que cette iniquité se poursuive aussi longtemps que dureront la vie et le bonheur de l'humanité. Bonne parabole de ce qu'on a appelé plus haut l'absolu du malheur ou de la douleur non médiatisable. L'injustice subie par un seul, même si elle est le moyen du bonheur de tous, rend injustifiable l'existence universelle et, conclut Bergson, les consciences les plus éveillées préféreraient le néant (le néant qu'ailleurs le même Bergson disait impensable et impossible) à une existence démoniaquement dévalorisée.

Le moment le plus sage dans l'histoire des sagesses est donc celui de leur éclatement — mais le paradoxe est que la sagesse survit à son propre éclatement et qu'elle ne cesse de hanter comme un idéal ou une exigence la pensée qui l'a convaincue d'illusion. Nous percevons en

nous et hors de nous une absence de sagesse ou plutôt un nœud assez embrouillé de sens et de non-sens ; les rigueurs d'un discours cohérent se mêlent à l'histoire racontée par un idiot dont parle Hamlet, nous craignons alors que le non-sens soit le mot dérisoire de la fausse énigme universelle; cependant l'angoisse du non-sens ne peut être vécue que par une pensée qui se voue à la quête du sens et portant en elle l'idée d'une totalité nécessaire et belle qui pourrait être la patrie aussi des consciences libres et au sein de laquelle le malheur absolu lui aussi pourrait être transfiguré sans que soient aliénées les personnes. Idée au sens kantien ou platonicien du mot, idée que le monde réel tantôt symbolise et tantôt contredit, idée qui n'est pas objet de l'esprit, qui ne peut être regardée en face, dont même la possibilité intellectuelle se dérobe, qui nous paraît se situer en arrière de nous sans que nous puissions nous retourner pour la considérer, idée pourtant qui contient en elle une mystérieuse puissance de réalisation et à laquelle nous empruntons ce qu'il nous faut de force pour penser et de courage pour vivre — de même que tout à l'heure l'homme du mythe bergsonien avait besoin de se persuader, pour tolérer l'existence, que Dieu n'était pas un malin génie et que l'injustice ne pouvait être un irréductible absolu métaphysique.

Il importe donc de garder fidélité à la sagesse parmi le crépuscule des sagesses, c'est-à-dire de penser, dans la passion de l'esprit, cette double vérité de l'éclatement et de la pérennité de la sagesse.

A suivre : opportunités de l'argument ontologique

Le présent essai, on n'a pas manqué d'y prendre garde, conclurait s'il était plus rigoureusement justifié

à l'impossibilité d'un Dieu immanent et poserait le problème de la transcendance divine. Il faudrait ici, mais l'effort ne sera pas tenté, confronter avec l'angoisse du non-sens le célèbre argument ontologique trop communément séparé d'une expérience humaine totale. Faire se rejoindre dans une intuition qui nous fuit et qui reste à l'état d'exigence l'Absolu de la perfection et l'infinité de l'existence, et prouver ainsi Dieu, c'est avancer qu'il doit y avoir proportionnalité entre la valeur et l'être à tel point que, portée à l'Absolu, la valeur ne saurait être idéale. L'angoisse du non-sens n'est intolérable à l'esprit que parce qu'elle contredit l'argument ontologique qui coïncide avec la réclamation fondamentale de la raison. D'où une tension qui introduit encore la passion dans la pensée. Si bien que l'aventure humaine se heurte comme à une dernière alternative à une option entre l'hypothèse du malin génie cartésien ou bergsonien, qui signifierait le néant du non-sens, ou l'obscure clarté de la preuve ontologique, qui exprime la foi fondamentale de la raison dans la raison.

ÉTIENNE BORNE.

La situation religieuse en Allemagne orientale

Les communistes qui veillent en Allemagne orientale à « l'édification du socialisme dans l'État ouvrier et paysan » se sentent assez forts désormais pour attaquer de front les confessions chrétiennes. Les signes ne trompent pas. L'arrestation de quatorze collaborateurs de la *Bahnhofsmission* (Mission des gares) à Berlin-Est, Magdebourg, Dresde, Potsdam et Chemnitz, la réquisition de la plupart des locaux de cette organisation ne sont que des faits divers à ajouter à la liste des chicanes dressées par le régime contre les Églises. Ils entrent dans le cadre de la lutte qui se joue dans tous les domaines de la vie individuelle et sociale de l'Allemagne orientale.

La situation a la fin de 1955

La jeunesse est obligée de prendre part aux cours préparatoires à la *Jugendweihe* (initiation de la jeunesse) et les pressions sont grandes pour amener les jeunes à participer à cette cérémonie athée d'initiation civique et idéologique.

La F.D.J. (*Freie Deutsche Jugend*), organisation de jeunesse communiste, la seule autorisée officiellement, ne cache pas que dans le domaine religieux elle exige de ses membres l'abandon de toute pratique religieuse. Le S.E.D. (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*, parti d'unité socialiste) va plus loin encore. Il attend de ses adhérents l'apostasie pure et simple. Et il est significatif que ces derniers temps les formalités pour se radier d'une organisation religieuse aient été réduites à presque rien. Dans les usines, on encourage en ce moment les ouvriers à profiter largement de ces facilités. On sait que même en Allemagne orientale, l'inscription à une confession (catholique ou évangélique) fait partie de l'état civil, de même que la mention « sans religion » qui se multiplie ainsi à l'Est.

Certes, il existe un parti démocrate-chrétien (C.D.U., *Christlich-Demokratische Union*), qui veut mener une politique s'inspirant des principes chrétiens. En fait, il en est réduit à entériner toutes les décisions gouvernementales, quitte à protester de temps en temps — avec l'approbation du S.E.D. — contre telle ou telle mesure.

La politique religieuse du parti communiste a d'ailleurs jusqu'ici été assez habile. Elle soutient tous les éléments « progressistes » qui professent que la coexistence est possible entre le christianisme et le marxisme-léninisme. Il est bien entendu qu'en cela elle ne renie en aucune manière ses idées athées. De plus, elle exige des dignitaires ecclésiastiques la reconnaissance de la République Démocratique Allemande. Elle leur demande même de « démontrer » théologiquement le bien fondé des thèses du socialisme. Les milieux bien informés pensent que le S.E.D. mène de très sérieux préparatifs pour la fondation d'une « communauté chrétienne progres-

siste » adaptée aux exigences du socialisme scientifique. Le secrétaire du Comité central du S.E.D., Paul Wandel, aurait déjà effectué des sondages en diverses directions et contracté certaines personnalités de l'Église évangélique pour les amener à jurer fidélité (*Treuebekenntnis*) à la D.D.R. (*Deutsche Demokratische Republik*, République Démocratique Allemande).

Ces efforts semblent n'avoir guère été couronnés de succès. C'est sans doute la raison pour laquelle, au cours des dernières semaines, le comité central du Parti a décidé de renforcer son activité antireligieuse. On utilise, dans ce but, la méthode éprouvée des « résolutions spontanées ». Une conférence est organisée dans une usine socialisée par la société pour la propagande scientifico-athéiste où il est démontré dans le pur style scientiste du siècle dernier que la religion et la morale chrétiennes sont les produits d'un vieux monde qui se meurt. A la suite de la conférence une motion « spontanée » est votée par l'unanimité des assistants demandant plus d'initiative dans la propagande athée. Il va sans dire que cédant à la volonté du peuple si clairement exprimée, le parti S.E.D. se déclare prêt à s'y conformer.

L'exposition « L'humanité à travers les âges », les films « scientifico-populaires » de la société cinématographique D.E.F.A. de Berlin-Est, la publication d'ouvrages antireligieux sont l'expression de cette volonté d'éradication totale du sentiment religieux. « Il faut mettre fin, — lit-on dans le *Neues Deutschland*, quotidien du parti — à l'esprit de dénigrement à l'égard de la propagande athéiste, sans quoi une grande part de notre héritage culturel progressiste sera perdu. »

L'éducation progressiste dans les écoles et les lycées, ainsi qu'aux universités, a pour tâche de mener sans

répit la lutte contre les croyances religieuses et de les extirper totalement de la conscience des jeunes. Cette détermination se retrouve dans le numéro de Noël de l'hebdomadaire pour étudiants *Forum*. L'arme proposée pour ce « combat sans merci » est l'ouvrage des auteurs soviétiques Trochine et Kogan. Les étudiants qui ne se sont pas encore adonnés aux « Sciences progressistes » sont qualifiés, dans ce même numéro, de « défenseurs d'un ordre social en décomposition ». Les étudiants membres d'une confession chrétienne sont accusés de « mener le combat contre la réalité objective ». Leur sort d'ailleurs est très précaire, car aucune bourse ne leur sera allouée, et la plupart sont peu fortunés.

Jusqu'ici le S.E.D. avait essayé de battre en brèche le front uni des chrétiens de zone orientale en utilisant le thème de la coexistence. Le masque est tombé. A la suite d'une conférence antireligieuse un membre important de la F.D.J. a invité ses auditeurs à tirer des « conclusions personnelles » des enseignements qu'ils venaient d'entendre. Walter Ulbricht lui-même, secrétaire du parti, a déclaré récemment que l'attitude intransigeante des Églises à l'égard de l' « initiation de la jeunesse » (*Jugendweihe*) était une des raisons principales des nombreuses apostasies. Ce qui signifie en d'autres termes : l'Église doit permettre au parti communiste d'exercer librement sa propagande athée sinon le S.E.D. obligera ses membres à la quitter.

La nouvelle offensive

Telle était la situation à la fin de 1955. Depuis, elle n'a fait qu'empirer et a pris une tournure nouvelle à la

suite de la prise de position du ministre de l'Intérieur Karl Maron. Celui-ci a convoqué, le 10 février dernier, des dignitaires de l'Église évangélique. Il leur a reproché « d'abuser des institutions religieuses au profit des plans bellicistes des partisans de l'O.T.A.N. ». En même temps l'agence d'informations A.D.N. (*Allgemeiner Deutscher Nachrichtendienst*) de zone soviétique publiait des extraits d'une lettre du président de la Chambre du Peuple Dieckmann. Celle-ci, adressée à « un ami protestant d'Allemagne occidentale », formulait les mêmes reproches à l'égard de l'Église évangélique. Sous prétexte que l'Église pratique une politique d'obstructions systématique à l'égard de l'État et que, ce faisant, elle s'écarte de ses devoirs, les dirigeants communistes ont entamé une nouvelle offensive qui est, à l'heure actuelle, en plein développement.

Le *Kirchenkampf* : c'est ainsi que les Églises désignent l'ensemble des mesures prises par le régime communiste contre la religion. Karl Maron emploie la même expression dans sa déclaration, mais, pour lui, l'Église est l'agresseur et l'État de zone orientale la victime. « Les milieux dirigeants de l'Église évangélique, dit-il, par des méthodes de *Kirchenkampf* veulent entraver la politique de paix de la D.D.R. » Et pour que chacun soit bien persuadé de l'influence nocive des Églises, Maron donne quelques exemples qui justifient les mesures de défense prises par le gouvernement. Des ecclésiastiques auraient invité des paysans à entendre des conférences organisées à l'exposition agricole de Berlin-Ouest. Des brochures y auraient été distribuées calomniant les communautés de production agricole de la zone soviétique. Maron critique surtout l'Église évangélique de Brandebourg, dont les services sont installés à Berlin-Ouest. Il signale

que des jeunes gens sont invités à Berlin-Ouest, où ils assistent à la projection des films de gangsters. De plus, ils sont soumis à une pression intense de la part des centres d'espionnage occidentaux. L'Église a bien d'autres fautes à se reprocher, poursuit Maron. Les propos tenus contre la République démocratique au cours des *Kirchenversammlungen* dans les arrondissements de Dresde et de Leipzig, le 29 janvier dernier, peuvent avoir de graves conséquences.

Que ces arguments nous fassent sourire ou nous émeuvent, une chose est certaine : les menaces du ministre de l'Intérieur ne sont pas paroles en l'air. Il possède une arme contre « les alliés des instigateurs de guerre de l'Ouest ». Il existe, en effet, une « loi pour la protection de la paix ». Et comme en République démocratique allemande est belliciste quiconque ne se déclare pas partisan du communisme, les Églises sont actuellement les institutions les plus dangereuses pour la paix et la sécurité de l'État. Déjà des pasteurs se sont ralliés à la politique de paix du gouvernement. Ils ont été couverts d'éloges par le régime et même promus à de plus hautes charges grâce à l'appui des autorités orientales.

La « Science » est également mise au service de la propagande antireligieuse. Au micro du *Deutschlandsender*, station émettrice de la D.D.R., quatre hommes de science ont récemment discuté entre eux sur le thème : « Un homme de science peut-il être croyant? » La réponse conforme à la .thèse officielle du parti ne fait aucun doute : « La Science aura bientôt tellement progressé qu'il ne restera plus guère de possibilité de croire en Dieu. Nous sommes pour les faits constatés, bien établis, tandis que le christianisme n'a qu'un mythe à

nous opposer, un mythe de toute beauté auquel on pouvait croire autrefois mais qui, de nos jours, avec le progrès de la science, ne peut plus être accepté. »

Malgré une vitalité indéniable la situation n'a jamais été aussi grave pour les chrétiens de l'Allemagne de l'Est. Lentement, des couches importantes de la population échappent à leur influence. Les jeunes surtout par la formation athée reçue dans les écoles subissent de plus en plus l'emprise du matérialisme. La semence de l'Évangile trouvera-t-elle encore parmi eux un terrain propice pour germer et porter des fruits ?

Quant au catholicisme, il fait encore figure aujourd'hui de parent pauvre en zone soviétique. Le catholicisme compte actuellement en D.D.R. un peu plus de deux millions de fidèles alors que l'Église Évangélique en a plus de seize millions. A cause de cette pauvreté, il a jusqu'à maintenant évité les coups d'épingle un peu vifs que l'Église Évangélique a reçus plus abondamment. Néanmoins, à en croire des informations directes, l'heure est venue aussi pour lui de craindre que la persécution devienne plus pressante et plus rigoureuse. Jamais il n'a été plus urgent de compter sur cette ferveur des chrétiens et sur leur foi — dont la qualité frappe tellement les observateurs — pour garder l'espoir que l'Église reste vivante malgré tout. L'État fait tout pour s'attacher les jeunes et il réussit à tel point qu'on voit fondre l'effectif des chrétiens pratiquants au-dessous de trente ans. Mais ceux qui restent savent que sur eux repose la responsabilité d'un témoignage chrétien qu'ils sont prêts à porter coûte que coûte.

JEAN CALLEWAERT.

Le Clergé espagnol et son avenir

Seconde partie : Taches a venir

Le jeune clergé espagnol va, dans les années qui viennent, avoir à affronter des situations concrètes qui lui poseront des problèmes considérables. Nous n'avons pas ici la prétention de les énumérer tous, et nous laisserons délibérément de côté tout ce qui n'a pas de liaison essentielle avec les tâches de l'Église et tout ce qui dépend de contingences historiques dont on ne saurait faire à l'avance une analyse assurée. Ces réserves faites, il semble que l'on doive signaler au moins trois groupes de ces problèmes comme destinés à jouer normalement un assez grand rôle dans le proche futur.

1. Le problème missionnaire

Le nombre de prêtres espagnols missionnaires à l'étranger n'est pas extrêmement élevé pour le moment : il était officiellement de sept cent soixante-dix-neuf l'an dernier[1]. Il apparaît cependant de plus en plus

1. Chiffres donnés dans un numéro de la revue *Illuminare* de 1954 et repris dans divers articles de la presse espagnole, par exemple, *Juan Angel Onate : Hacia una mejor distribucion del clero,* Incunable, octobre 1955, p. 6.

que presque tous les pays d'Amérique latine manquent, de façon grave, de prêtres. A l'occasion du Congrès eucharistique de cet été, une conférence des évêques représentants de tous les pays d'Amérique latine s'est réunie à Rio de Janeiro, du 25 juillet au 5 août, avec une participation de délégués espagnols, philippins, portugais, canadiens et américains. Son objet était l'étude du problème missionnaire et pastoral dans les diverses régions de l'Amérique latine. Problème presque partout urgent : le clergé d'origine locale n'est pas capable de suffire à lui seul à toute l'ampleur de la tâche et souffre en outre, en d'assez nombreux cas, d'une insuffisance de formation à laquelle on ne peut remédier sur-le-champ. De sorte que le maintien et l'approfondissement de l'implantation catholique dans tous ces pays est actuellement une préoccupation majeure du Saint-Siège. C'est, en même temps, un réel intérêt pour toute la culture espagnole, si intimement mêlée au fond de la pensée et de l'attitude catholiques en Amérique latine.

De sorte qu'en Espagne même, l'attention à ce problème des missions d'Amérique latine est très fortement éveillée. Les Institutions missionnaires voient affluer les vocations nouvelles. Un bon nombre de maisons de formation se sont ouvertes, destinées au jeune clergé appelé à travailler qui au Pérou, qui en Equateur, qui en Colombie ou en Argentine, et accueillent d'assez nombreux séminaristes venus de ces régions. Même, en certains cas, de nouvelles formules missionnaires ont été trouvées, comme l'est l'adoption, par les trois diocèses de Vitoria, de Bilbao et de Saint-Sébastien, des territoires de missions « de Los Rios » et « del Oro ». Les prêtres qui travaillent dans ces territoires sont des prêtres dio-

césains de ces trois diocèses basques, qui forment le groupe « Maximo Guisasola ». Pour assurer la permanence du statut diocésain de ce groupe missionnaire, le territoire de mission qui lui a été attribué a été récemment érigé en « prélature *nullius* » par le Saint-Siège. Ce qui a pour effet de donner aux diocèses un sens tout nouveau de leurs responsabilités missionnaires, face à une charge qui leur incombe directement.

Finalement, au terme des expériences déjà faites et comme conclusion des entretiens qui eurent lieu lors de la réunion de Rio de Janeiro, l'archevêque de Saragosse (précédemment évêque de Bilbao), Mgr Morcillo, vient de formuler, d'une façon encore officieuse mais déjà publique, une proposition d'une extrême importance. Voici les principaux articles de celle-ci :

1° Tous les prêtres espagnols qui, à partir de maintenant, seront nouvellement ordonnés, s'engageront à travailler pendant cinq ans dans les diocèses déshérités d'Espagne ou d'Amérique où l'Église les enverrait, exception faite de quelques prêtres destinés par les évêques au professorat ou à certaines œuvres d'Action catholique.

2° En 1956, le cinquième des nouveaux ordinands serait destiné aux diocèses espagnols qui manquent le plus de prêtres, un autre cinquième à l'Amérique; de 1957 à 1959 inclus, un cinquième aux diocèses espagnols manquant de prêtres et deux cinquièmes à l'Amérique; en 1960 et 1961, un cinquième aux diocèses espagnols et trois cinquièmes à l'Amérique; à partir de 1962, tous les jeunes prêtres iraient aux territoires américains cependant que les premiers envoyés commenceraient de rentrer en Espagne.

Si ce plan était accepté, ce serait, au bout de dix ans,

une moyenne de quelque huit mille prêtres supplémentaires en Amérique latine et la création d'un courant très intense d'échanges catholiques entre le clergé espagnol et les nations hispaniques. Si l'expérience réussit, ses conséquences peuvent être d'une immense importance, à la fois pour le clergé espagnol lui-même, enrichi par des contacts et des entreprises qui peuvent être très fécondants pour des prêtres encore tout jeunes et au début de leur carrière apostolique et, à son tour, pour l'avenir de la culture hispanique. Il ne faut certes pas se cacher que c'est une expérience difficile à bien réussir, car tout n'est pas aisé pour un jeune prêtre espagnol en Amérique latine. Mais c'est du moins un signe de puissante vitalité et de rénovation du génie inventif de la catholicité espagnole que d'être capable de concevoir et de proposer publiquement, avec déjà la réaction favorable d'un bon nombre, des solutions aussi hardies que celle formulée par Mgr Morcillo.

2. Le problème des contacts populaires et de l'enseignement religieux

L'Église espagnole du lendemain de la guerre civile est restée très préoccupée du problème social et ouvrier, consciente de ce fait que l'explosion des violences qui ensanglantèrent l'Espagne de 1936 à 1939 n'avait pu se produire sans un appui réel fourni par la condition des masses travailleuses. Or le problème demeure posé. Le niveau de vie d'une grande partie des travailleurs n'est pas élevé. Les espérances que le temps de la République et de la guerre civile avaient fait naître dans la

masse de ceux-ci se sont évanouies. L'industrialisation de l'Espagne, qui certainement progresse, n'a pas encore fait sentir suffisamment ses conséquences sur le relèvement matériel de la condition ouvrière. Certaines régions, comme en particulier l'Andalousie, posent des problèmes d'exploitation agricole et d'équilibre économique assez aigus. Il résulte de tout ceci qu'une partie du peuple espagnol doit se résigner pour le moment à subir une situation peu satisfaisante et la subit dans une disposition d'esprit qui ne facilite pas la perméabilité de ces masses à l'action religieuse de l'Église. Le message chrétien rencontre là des conditions qui ne lui permettent pas de toucher, de s'implanter dans les âmes : comme dirait Péguy, l'action pastorale traditionnelle de l'Église *ne mouille* plus un milieu ainsi disposé.

Un effort très sérieux a été fait, non seulement sur le plan des études théoriques du problème socio-religieux, comme avec l'Institut Léon-XIII, mais sur le plan pratique. Des évêques ont d'eux-mêmes commencé à construire d'admirables cités ouvrières, comme celle de Cordoue, où Mgr A. Gonzalez Meinendez-Reigada a fait les plans d'un ensemble de plus de dix mille maisons ouvrières et en a déjà réalisé un bon nombre de milliers. L'an dernier, la mission du Nervion, entreprise par Mgr Morcillo dans le diocèse de Bilbao, a été conjuguée avec une campagne patronnée par lui et aboutissant à un substantiel relèvement des salaires. L'Église favorise la modernisation de l'agriculture, la création des universités du travail, etc. L'effort des aînés sert d'exemple et de leçon aux jeunes et il est certain qu'un peu partout les séminaires sont fort attentifs à cet aspect du futur labeur apostolique qui attend le clergé. Beaucoup de jeunes pensent que l'effort déjà

accompli n'est qu'un commencement et que, sur les traces des aînés, il faut aller hardiment de l'avant.

Mais il apparaît en même temps que le problème des œuvres sociales doit être conjugué avec celui de l'enseignement religieux et des formes à donner à la proposition du message évangélique.

Enseignement religieux

Il y a beaucoup à faire. Là où le prêtre est présent, son action sur la pratique religieuse est encore très forte. La pratique n'est pourtant pas unanime. Les quelques enquêtes sérieuses faites à ce sujet révèlent des faits dont il convient de se préoccuper[2]. Mais surtout la connaissance religieuse qui devrait être à la base de cette pratique apparaît souvent déficiente, en tout cas demandant plus de solidité dans une population progressivement envahie, même au niveau populaire, par les formes modernes de la vie et ce qu'elles véhiculent

2. Deux enquêtes officielles ont été faites au cours des dernières années, dans les diocèses de Ciudad-Rodrigo (1951) et de Bilbao (1951-1952) sur l'accomplissement du précepte dominical et du devoir pascal (ce dernier Bilbao seulement). Les deux diocèses appartiennent à l'ensemble des régions considérées comme la partie la plus foncièrement religieuse d'Espagne.

Dans le diocèse de Ciudad-Rodrigo, il apparaît qu'en moyenne 58 % des hommes manquent à la messe le dimanche, et 45 % des femmes. L'enquête a été faite paroisse par paroisse et archiprêtré par archiprêtré. Dans le meilleur archiprêtré (Barruecopardo) il y y a 30 % d'absences d'hommes et 20 % d'absences de femmes. Dans le moins bon, 75 % d'absences d'hommes, 59 % de femmes.

A Bilbao, l'assistance moyenne, hommes et femmes, est de 50 % dans tout le diocèse et au cours de toute l'année où l'enquête a été faite. La moyenne d'assistance la plus élevée est dans l'archiprêtré de Durango (84 % du chiffre total de la population; la plus faible à Portugalete, 32,5 %).

Quant à la moyenne d'accomplissement du devoir pascal, elle

de culture. Il est des régions où, faute de prêtres, ainsi en Andalousie et en Estrémadure, des jeunes gens arrivent à vingt ans sans avoir aucune notion religieuse et sans même avoir fait leur première communion, qu'il arrive aux hommes de faire au régiment et aux femmes quand elles vont se placer en ville. Ce n'est pas là l'effet d'une mauvaise disposition des milieux, mais bien de la difficulté qu'il y a de mettre un enseignement chrétien suffisant à leur disposition[3].

Pour le reste on peut noter qu'une certaine anarchie subsiste dans l'enseignement catéchistique, en partie faute d'un texte de base suffisamment unifié à travers tous les diocèses. On peut noter encore que l'enseignement religieux de type « secondaire », destiné aux enfants qui fréquentent les collèges et préparent le baccalauréat, reste pour une large part à créer et à différencier de l'enseignement « primaire » de la religion. La même

est de 75 % de la population totale du diocèse. Quelques détails de chiffres peuvent être intéressants.

Maximum : Guernica (19.000 habitants). 89 % des hommes en âge et 95,5 % des femmes ont accompli le devoir pascal.
Bilbao-ville (225.000 habitants). 46,7 % des hommes, 59,1 % des femmes satisfont au précepte.

Minimum : Portugalete (112.000 habitants). 32 % des hommes, 45 % des femmes satisfont au précepte.

En gros, la campagne est presque intégralement pratiquante dans le diocèse de Bilbao; les milieux urbains posent d'évidents problèmes d'action pastorale et apostolique.

3. A titre d'indice du besoin de prêtres en nombre suffisant. L'étude, déjà mentionnée à plusieurs reprises, de S. Aznar évalue (p. 185) à 2.016 le nombre des paroisses sans prêtres en 1934 et à 5.261 ce nombre en 1947. Ce dernier chiffre signifie qu'à la date de 1947 à peu près 25 % des paroisses d'Espagne étaient sans desservant sur place.

chose devrait être dite, avec des nuances, car déjà des efforts intéressants existent, de l'enseignement religieux supérieur.

Tout ceci est précisément la tâche de la jeune génération sacerdotale qui achève en ce moment sa formation dans les séminaires. Signe intéressant dès maintenant : par instinct et par formation, les jeunes prêtres apparaissent déjà bien adaptés à certaines de ces questions; beaucoup savent tout de suite proposer un enseignement religieux convenant, non seulement au peuple fidèle qui n'a besoin que d'être entretenu dans ses bonnes pratiques, mais à ces milieux « secondaires » qui requièrent un minimum de formation religieuse plus cultivée et plus personnelle.

La proposition du message évangélique aux masses travailleuses

Le problème est probablement plus épineux encore que le précédent. Car il suppose, non seulement la constitution d'un enseignement adapté, mais la liquidation d'obstacles sociaux et psychologiques graves et profonds. Les formes d'apostolat traditionnelles, telles les missions populaires, agissent encore dans une certaine mesure. On ne saurait cependant se cacher qu'elles ne résoudront pas le problème de la rechristianisation globale de milieux globalement éloignés de la religion. Que faire ? Le jeune clergé suit avec attention ce qui se tente à l'étranger, en Italie et en France en particulier. Initiatives et échecs sont largement commentés, d'une façon qui, parfois, ne correspond pas tout à fait à la réalité, mais d'ordinaire avec compréhension et intérêt. Le sentiment commun est, qu'en ce domaine, le problème n'a pas encore trouvé de solution et que l'avenir

reste passablement incertain. De fait, bien des chances vont se jouer dans le quart de siècle qui vient. Comment s'inclineront-elles finalement ? Je ne me hasarderai pas à en décider. Mais ce qu'il me semble, c'est que beaucoup de membres de ce jeune clergé espagnol donneront le meilleur d'eux-mêmes pour faire favorables les chances de ce proche avenir.

3. Le problème du dialogue avec le monde intellectuel et de l'articulation avec les responsabilités d'ensemble de la nation

Ce troisième groupe de problèmes est, lui aussi, considérable, commandant peut-être l'issue de tous les autres problèmes. L'Espagne actuelle est travaillée par des forces assez puissantes sur le plan intellectuel et il apparaît, dix ans après la fin de la guerre civile, que ce dont les esprits furent imprégnés depuis le début de « la génération *del noventa y ocho* » jusqu'en 1936 est tout de même un acquis irréversible, qui aura sans doute à composer avec ce qui est survenu depuis, mais avec lequel, réciproquement, ce qui est survenu depuis aura obligatoirement à composer. S'il m'est permis de porter un jugement personnel sur tout ceci : je craindrais un peu qu'un certain nombre d'initiatives qui pointent ici ou là, parfois en vive réaction contre l'ambiance, ne tendent pas à plus qu'à la recréation, aux environs de 1960, d'une nouvelle « génération *del noventa y ocho* », en méconnaissant un certain nombre de facteurs actuellement décisifs de l'avenir de la nation espagnole. Il faut souhaiter qu'à travers toute la nation l'intelligentzia espagnole se convainque de l'urgence qu'il y a

à faire l'acclimatation étendue d'une haute culture scientifique et technologique (en particulier dans le domaine mathématique et physique, avec le réseau des applications industrielles que suppose le monde moderne), reconnaisse plus avant l'obligation de comprendre ce qu'est le monde que les nations de culture européenne vont avoir à créer dans les cent cinquante années à venir, et, pour finir, entreprendre la culture d'une liberté engagée *comme liberté* à des responsabilités civiques de première importance, au lieu de s'en tenir à l'antinomie de la liberté individuelle et du civisme. Mais quoi qu'il en soit de cette opinion, le problème est en train d'émerger dans la nation, et, à certains frémissements du présent, on a l'impression qu'il se détermine sensiblement plus vite qu'on ne pouvait s'y attendre il y a quelques années.

Or, de soi et vu la situation particulière faite à l'Église au sein du présent de la nation espagnole, ceci fait un problème d'une grande importance pour tout le clergé espagnol, dans ses couches jeunes comme pour les aînés qui ont aujourd'hui la charge de l'Église d'Espagne. Le problème posé est, en effet, de savoir quelle substance intellectuelle la pensée du catholicisme va pouvoir apporter à ce mouvement de la pensée qui se cherche au sein de la nation tout entière. Tout laisse supposer que, même fait le mieux du monde, l'apport brut du capital traditionnel de la pensée catholique, de sa théologie, de sa philosophie scolastique, de ses instincts politico-culturels — tout cela qu'il faut considérer comme essentiel et indispensable — cependant *ne sera pas suffisant* ni pour contenter ni pour contenir ce à quoi le monde intellectuel espagnol aspire aujourd'hui. Devant ce que la culture porte désormais en elle, devant les forces agis-

santes de la civilisation matérielle et sociale qui nous entoure, le catholicisme, en vertu même de ses traditions et de la foi qui l'anime, se doit de paraître avec éclat, bien plus qu'un fait établi, une puissance vivante de compréhension et d'initiative libératrice — cette puissance dont les esprits les plus conscients et les plus adultes ressentent avec acuité le besoin. Aussi bien, le rêve, que peut-être certains ont eu, d'un établissement de la pensée nationale dans le paradis de la tradition catholique et de ses acquis séculaires, déjà risque de se révéler simple rêve, en fait irréalisable, si cette tradition catholique se contente de ce qu'elle a été sans entreprendre d'elle-même un nouvel épanouissement de sa sève. Il faut donc définir autrement et le rapport de la pensée catholique dont le clergé porte largement la charge avec la pensée qui s'actualisera au sein de la nation, et le rapport entre la participation du clergé aux responsabilités nationales et l'ensemble des responsabilités nationales dont l'Espagne sera consciente au cours du quart de siècle à venir.

Au niveau du clergé, ce problème est encore à peine en train d'émerger. Il pointe néanmoins, parfois avec beaucoup de lucidité, dans un certain nombre de têtes individuelles. Que le problème ne soit pas mûr pour le moment, il n'y a là rien qui doive surprendre. Les quinze années qui se sont écoulées depuis 1940 ont été un temps consacré à la réparation du tissu organique de l'Église espagnole. Cette réparation a été, en substance profonde, admirable de vitalité, et tout ce que nous voyons aujourd'hui témoigne fortement de la réalité de cette reprise de vie. Mais, dans le même moment, il a fallu se contenter de vues simples, capables de soutenir efficacement cette montée de sève vivante, de

l'orienter vers le principal de ses objectifs : donner à l'Église d'Espagne le jeune clergé qu'appelait, devant Dieu, le sacrifice des aînés. Aujourd'hui que la floraison de la vie est venue couronner de succès l'effort commencé dans la douleur et la difficulté il y a vingt ans, les choses sont prêtes pour un mûrissement de l'esprit dont on ne voit pas de raisons pour qu'il ne se produise pas. Il est fort possible que les relations entre le clergé responsable de la pensée de l'Église et le monde intellectuel espagnol ne soient point, à l'avenir, tout idylliques et faciles. Mais cela même, si la chose est bien prise, peut être une très grande chance pour les catholiques et les prêtres qui auront, au cours des années à venir, dans la nation et dans l'Église, des responsabilités de pensée et d'intelligence. Limitons-nous, pour l'instant, à cette brève indication.

Que conclure de tout ceci ? Pour nous catholiques français, deux choses, qui peuvent tenir en peu de lignes. D'abord l'urgence de reconnaître ce fait de vitalité intrinsèque puissante d'une Église dont nous ignorons trop la substance et voyons souvent seulement ce qui est finalement inessentiel ou tout au moins second, affaire de circonstances. Sans doute, au cours de ces quinze dernières années, la vie a-t-elle passé avant les questions de la maturation intellectuelle des choses religieuses, ces questions dont le monde catholique français est beaucoup plus coutumièrement préoccupé. Mais il s'agit bien de vie et non du tout de stagnation, de sève agissante et non pas de restauration statique d'un passé de privilèges ou de souvenirs. Nous sommes maintenant sur le seuil des conséquences pratiques de cette très belle éclosion de vitalité.

D'autre part, il est certain que les catholicismes des deux pays voisins peuvent utilement coopérer. Nous avons quelque chose à apporter et nous en sommes conscients, parfois exagérément, mais certainement point sans vérité. Mais nous avons peut-être aussi à recevoir, et beaucoup, et avec générosité, une fois certaines décharges de mauvaise humeur passées, que nous devrions avoir la sagesse d'accepter avec bonne grâce. La présente étude a été faite pour avertir de tout ceci notre milieu religieux français et, si possible, fomenter entre nos deux nations chrétiennes, un esprit d'échanges plus véritablement catholiques.

DOMINIQUE DUBARLE, O. P.

Mgr KIONG, ÉVÊQUE DE SHANGHAI

Plusieurs informations de l'agence Fides (de Rome) nous renseignent sur l'arrestation et le procès de Mgr Kiong, évêque de Shanghaï. On sait que Mgr Kiong, arrêté dans la grande rafle de la nuit du 8 au 9 septembre 1955 à Shanghaï, puis incarcéré, fut amené à la fin de septembre au collège de Zi Ka Wei pour y être publiquement jugé et y faire son auto-critique devant une foule estimée à plus de quatre mille personnes, pour la plupart des chrétiens de Zi Ka Wei et des étudiants catholiques.

On fit monter l'évêque sur une estrade. Il était vêtu de sous-vêtements chinois, sans robe ou soutane, les mains liées derrière le dos. Debout, il dut écouter d'interminables accusations portées contre lui par les commissaires du peuple. Puis on le poussa contre un microphone. Il devait, évidemment, à la face de tous ces chrétiens, reconnaître *ses crimes* et s'humilier. Le courageux évêque n'eut qu'un cri, qu'il répéta trois fois et qui retentit dans la vaste cour du collège : *Vive le Christ Roi !* La foule électrisée lui répondit une première et une seconde fois : *Vive notre évêque !* Elle n'eut pas le temps de pousser une troisième acclamation : les gardes s'étaient précipités sur le prisonnier en lui tordant les bras et le poussaient vers la voiture cellulaire qui le ramena dans son cachot. (*Fides,* 28 janvier 1956.)

Toutes précautions furent prises pour que ces incidents ne se reproduisent pas. Nous apprenons que Mgr Kiong dut paraître une seconde fois en public pour un nouveau jugement, convenablement préparé, au début de janvier. Un témoin oculaire anonyme écrit dans une lettre reçue à Hong-Kong :

Je me porte bien, mais le cœur n'est pas solide. Ainsi j'ai failli m'évanouir, il y a quelques jours, après avoir contemplé le Christ dans la personne d'un de ses amis fidèles pendant sa passion durant trois heures au milieu des cris de la foule hurlant : *Tolle, tolle.* J'ai contemplé la douceur du patient : pas un mot n'est sorti de

sa bouche. Vers la fin, j'ai vu qu'il a posé la main sur son cœur. A ce moment mon cœur battait tellement fort... Et tout mon corps tremblait. Je priais de toute mon âme disant : Mon Dieu, force et lumière et courage ! Et il est resté fidèle jusqu'au bout. Cest un séminariste qui lisait et, à côté de celui-ci, quatre autres. Et aussi trois religieuses. Ces malheureux, après la prison, ont l'esprit changé, et ont parlé devant la foule assemblée de choses que les oreilles n'ont jamais entendues et ne voudraient jamais entendre. Oh ! ce jugement, c'est quelque chose de terrible.

Ainsi savons-nous que dans le déferlement d'accusations provoqué contre l'évêque, cinq séminaristes et trois religieuses ont pris part, séminaristes et religieux préparés, semble-t-il, par des tortures. Selon toute apparence, Mgr Kiong n'était pas enchaîné puisqu'il a pu porter la main à son cœur.

Ces jugements publics font partie du processus psychologique ordinaire. Il faut donner à la victime la sensation d'une solitude complète et que le monde entier se dresse contre elle pour l'accuser, la condamner et l'engloutir. Il arrive, dit l'agence Fides (4 février 1956), que des gens, après quelques heures de cet effroyable tourment moral, perdent la raison.

Il faut rapprocher de la persécution de Shanghaï celle qui a commencé à Swatow, port de mer situé à l'est de la province de Kwangtung, dont Canton est le chef-lieu. On reproche au P. Wong, administrateur du diocèse, de s'être rendu à Canton pour rencontrer son évêque, et à Shanghaï pour y voir la belle conduite du clergé et des fidèles...

Il est difficile de connaître actuellement le nombre exact des prêtres victimes de cette persécution. En ce qui concerne la Compagnie de Jésus, la feuille d'informations de l'agence Fides du 3 mars, en signalant l'arrestation du P. Matthias Hsieh, S.J., de la mission de Shiuhing, indique qu'il est le quarante-sixième jésuite actuellement sous les verrous en Chine. Mais « ce nombre devra un jour être majoré de ceux dont depuis longtemps aucune nouvelle n'a été reçue et qui, au moins temporairement, sont portés comme disparus », et des quatre jésuites américains également incarcérés à Shanghaï.

A.-M. H.

EXCOMMUNICATION DU RACISME

Intégration ? Séparation ? Pour résoudre le problème des minorités les formules varient suivant les lieux. Les États-Unis n'ont pas le choix. Lorsque deux races sont aussi emmêlées que leurs Blancs et leurs Noirs, séparation veut dire ségrégation : ils en font l'expérience amère depuis un siècle; tous leurs efforts, toutes les revendications des Noirs visent à la « déségrégation », c'est-à-dire à l'intégration.

L'archevêque de la Nouvelle-Orléans, Mgr Rummel, se signale aujourd'hui au premier rang des combattants. Nous avons dit comment il a frappé d'interdit une paroisse qui refusait un prêtre de couleur. Il vient de prendre une initiative encore plus importante. Un tribunal fédéral ayant invalidé, dans les écoles publiques, les lois louisianaises sur la ségrégation, l'Assemblée législative de l'État se disposait à leur en substituer d'autres qui régiraient aussi les écoles paroissiales. C'est alors qu'une lettre pastorale, lue en chaire le dimanche 19 février, a condamné la ségrégation comme « une faute morale et un péché ».

Le vendredi suivant, Mgr Rummel donnait son approbation à un article publié dans le bulletin officiel du diocèse et déclarant que les catholiques encourraient une « excommunication automatique », en vertu de l'article 2334 du droit canon, s'ils votaient ou soutenaient une loi de ségrégation affectant les écoles paroissiales et empiétant ainsi sur la juridiction de l'Église. Ce n'est pas à proprement parler l'excommunication du racisme en soi, mais les effets pratiques en seront les mêmes.

Les porte-parole de l'archevêché annoncent qu'un programme d'intégration est à l'étude et sera bientôt mis en pratique. Il affectera 108.000 enfants, soit à peu près le sixième de la population scolaire de l'État. Une brèche énorme s'ouvre ainsi dans la forteresse sudiste, et la Louisiane, avec ses traditions catholiques et latines, va peser d'un poids considérable sur l'issue de la bataille.

A. V.

LA CHINE AUJOURD'HUI : POUR UN DIALOGUE VÉRITABLE

Dans notre article, *La Chine d'aujourd'hui* [1], nous faisions allusion en note à un entrefilet envoyé de Belgique à un journal romain, où l'on suspectait *a priori* certains catholiques venus récemment de Chine faire un tour en Europe. Après information concrète, nous tenons à présent à déclarer que, souhaitant une vraie compréhension entre la Chine et le catholicisme, nous voulons que celle-ci parte d'un dialogue véritable, où Pékin ne commence pas par nier les problèmes qui se posent avec acuité. La délégation de *Jeunesse Chinoise*, qui a parcouru la France et la Belgique l'hiver passé, n'avait guère choisi ses deux « catholiques » d'une façon heureuse. L'un, Ku Meich'ing, apparaît à plusieurs reprises dans le livre *Shanghaï : Les Enfants dans la ville,* de J. Lefeuvre, écrit avant son passage dans nos contrées : il est du petit groupe de ceux qui ont attaqué leurs coreligionnaires, dénoncé leurs condisciples, recouru à la police pour imposer leur groupe très minoritaire et son idéologie, peu catholique, à la masse des fidèles. L'autre, Yang Tseng-nien, avait déjà là-bas célébrer la « liberté de religion remarquable » constituée par le fait de pouvoir observer le maigre du vendredi dans l'école de médecine de l'ancienne *Aurore* nationalisée. Ceux qui les ont rencontrés en France, non prévenus contre eux, ont retiré de l'entrevue la plus mauvaise impression.

A. Sohier.

1. Cf. *La Vie Intellectuelle,* mars 1956, p. 72.

A PROPOS D'UNE « HISTOIRE DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE »[1]

Tandis que la démocratie chrétienne française est fille d'une longue « élaboration contrastée », le Parti Populaire italien est une création du théoricien et de l'homme de réalisation qu'est don Sturzo, le mouvement démocrate chrétien en Belgique, comme il convient dans ce pays où l'expérience précède l'idéologie, est né de la réaction d'une minorité de chrétiens contre la politique conservatrice du parti catholique. Partout elle fut la prise de conscience par semblable minorité d'une situation sociale qui pesait sur les masses populaires (ouvrières et paysannes) auxquelles elle allait fournir un moyen d'expression et un instrument de lutte. Elle a mis du temps à se définir à côté du libéralisme économique enseigné et vécu dans les milieux dirigeants et contre le socialisme dont elle rejette l'esprit, les méthodes et les finalités, encore qu'elle soit appelée souvent à mener une lutte parallèle. Cette définition par l'histoire, M. Vaussard la poursuit à travers les tâtonnements et les vicissitudes d'un développement qui, partant de la rupture avec l'esprit conservateur des catholiques, tend à en polariser, différemment, la pensée et l'action en matière sociale et politique.

C'est une histoire aux aspects divers, selon les pays où elle se passe, que M. Vaussard retrace en observateur compréhensif dans une vue optimiste. En le suivant,

1. Maurice Vaussard, *Histoire de la Démocratie chrétienne*, France, Belgique, Italie, Paris, Éd. du Seuil, 333 pp.

j'esquisserai un raccourci qui lui doit sa documentation, mais que je veux utiliser librement, si bien que les jugements que je porte ne sont pas nécessairement les siens.

La démocratie chrétienne fut longue à se trouver en France, depuis le sursaut de l'*Ère Nouvelle* en 1848 jusqu'à la constitution du Parti Démocrate Populaire de l'entre-deux-guerres, préparée par le travail doctrinal des Semaines sociales, le bouillonnement du Sillon, la formation des premières organisations syndicales chrétiennes. Grâce à l'action conjuguée des mouvements sociaux et politiques, nés de la même inspiration, elle lutta pour réclamer et poursuivre les transformations nécessaires dans les mœurs et la législation de la société civile.

En raison du *non expedit* romain et du développement tardif de la grande industrie italienne — les grands propriétaires fonciers forment la classe dominante — ce n'est qu'après la première guerre mondiale que la démocratie chrétienne, annoncée par les travaux de Toniolo et la tentative malheureuse de l'abbé Murri, commença de compter dans la vie publique. Le Parti Populaire Italien (P.P.I.) se présenta comme un parti de centre, rassemblé sur un programme systématique de réformes sociales et politiques. Représenté au Parlement par ses cent députés, il n'eut pas l'occasion de le proposer : il n'était qu'un parti d'appoint, associé aux libéraux qu'il avait préférés aux socialistes, faute d'une autre alternative. Le fascisme triomphant mit fin à l'expérience : il subit le sort des autres partis; don Sturzo fut exilé. Dans l'entre-temps, il avait poussé de vivantes racines dans l'opinion; on avait pu le dissoudre, l'idée demeurait, ses fidèles et ses militants, fermes dans leur foi et leur espoir, attendaient... La chute de Mussolini lui permit de renaître.

En Belgique, la démocratie chrétienne se heurta au puissant parti catholique, considéré par la hiérarchie et la masse des chrétiens comme le rempart de l'Église

dans un pays où les luttes religieuses sont ataviquement mêlées aux compétitions politiques. La droite fit la vie dure à la suspecte Ligue Démocratique belge, même intégrée dans le parti; ce n'est qu'après 1918 que la Ligue des Travailleurs Chrétiens, qui lui succéda, fut admise comme représentant les intérêts ouvriers que la Confédération des Syndicats chrétiens assumait sur le terrain professionnel. L'évolution des idées, et la poussée ouvrière aidant, le parti catholique, devenu le Parti Catholique Social, souscrivit aux réformes inéluctables; il n'en demeurait pas moins lié aux structures capitalistes.

Dans quelque pays que ce fût, la démocratie chrétienne se trouvait aux prises avec deux forces, contradictoires entre elles, mais non moins hostiles. C'était le socialisme qui, la devançant, s'était largement implanté dans l'ensemble du monde ouvrier éveillé à la conscience de classe, dont le prestige demeure grand encore malgré la puissance rivale des communistes et sa décomposition intérieure. C'était la bourgeoisie terrienne et industrielle, attachée aux formes désuètes des « bonnes œuvres » et aux formes équivoques du paternalisme, jalouse de son autorité et toujours défiante à l'égard de la démocratie, et qui confond dans un même culte et une même défense la propriété, l'ordre et la religion. « Père, gardez-vous à droite, père, gardez-vous à gauche. »

Cette période d'élaboration, de pénétration lente et contestée, des premières expériences de la vie politique, M. Vaussard la restitue avec fidélité. Il la situe dans une vaste perspective où sont évoqués les problèmes que dut affronter la jeune démocratie chrétienne : problèmes économiques de l'immédiat après-guerre, sociaux des années 1930, politiques (apparition des fascismes), internationaux, religieux... C'est plus que la chronique d'un mouvement qu'il écrit : une page vivante de l'histoire de notre temps.

Vint la deuxième guerre mondiale qui, a-t-on dit[2], allait fournir à la démocratie chrétienne une chance unique qu'elle ne retrouverait plus et, ajouterai-je, dont elle n'a pas su profiter. Cette chance livra le gouvernement de l'Italie, après la période du tripartisme, au Parti Démocrate Chrétien (P.D.C.) de feu de Gasperi, appuyé sur de confortables et souples majorités[3]. Le M.R.P. a participé à presque tous les gouvernements depuis la Libération. Il partage, avec ses associés du tripartisme, le mérite des nationalisations, des comités d'entreprise, d'une généreuse législation familiale, qui pouvaient être considérés comme les prémices de la « révolution par la loi » qu'il avait annoncée. Hélas! les circonstances se dérobant parce qu'il avait laissé passer l'heure, il y renonça dès que, « dévoré d'ambitions électorales », « soucieux de collectionner les portefeuilles ministériels », la S.F.I.O. passant à l'opposition, il devint le collaborateur intrépide des gouvernements « modérés », instruments de la politique des féodalités économiques. Il faut toute l'indulgence de M. Étienne Borne au Congrès de Lille (1954) pour attribuer la faiblesse de ses réalisations « à la courbe des événements bien plus qu'à la faute des hommes ». On l'exonérerait difficilement des fautes qu'il commit dans sa politique « européenne » et à l'égard des pays d'outre-mer (Madagascar, Indochine, Afrique du Nord), « fautes lourdes de conséquences néfastes », écrit M. Vaussard. François Mauriac, qui a la dent dure, écrivait récemment dans son *Bloc-Notes* : « L'histoire du M.R.P. est celle d'une vocation trahie. »

2. M. Einaudi et F. Goguel, *Christian Democracy in Italy and France*, University of Notre Dame Press, Notre-Dame (Indiana), 229 pp. Un ouvrage qui devrait être lu parallèlement à celui de M. Vaussard.

3. Celui de l'Allemagne de l'Ouest, aux mains fermes de M. Adenauer, chef de l'Union Démocratique Chrétienne (C.D.U.).

Particulièrement au fait des choses italiennes, M. Vaussard suit attentivement la politique de P.D.C., porté et confirmé au pouvoir par une suite de retentissants succès électoraux. Il avait à faire front à une crise économique et sociale, aggravée par les séquelles de vingt ans de fascisme, qui exigeait une politique décidée, chirurgicale, s'il le fallait : capitalisme fortement concentré en mal d'investissements, chômage de millions de travailleurs, « incroyable déchéance où croupit la paysannerie méridionale ». La tâche était écrasante pour un parti composite, à l'image de sa clientèle. Trois tendances s'y disputaient l'influence : une droite (industriels, financiers, grands propriétaires); un centre, défenseur de l'ordre d'abord et qui répugne aux réformes jugées pernicieuses; à côté d'eux, la minorité de gauche. Il présenta néanmoins, lors des élections pour la Constituante, un programme « dans son ensemble assez proche de celui des marxistes », et, plus tard, fit voter une loi sur la construction d'habitations ouvrières et adopter un plan de réforme agraire, étalé sur dix ans, malheureusement doté à l'origine de moyens plutôt restreints. Mais pour que fût poursuivie une politique qui réponde aux exigences de la justice sociale dans un pays aux contrastes criants et dont l'armature, jusqu'ici à peine touchée, est foncièrement libérale, il eût fallu dans le parti, moins d'affairistes et de « ralliés » aux convictions douteuses, plus d'indépendance à l'égard des puissances d'argent. Et de se demander si un parti de centre peut réussir une entreprise qui exige les inventions, les audaces, les rigueurs d'une révolution créatrice.

Après la guerre, les démocrates chrétiens de Belgique, toujours attachés au parti catholique, s'employèrent une nouvelle fois à l'entraîner dans la voie d'une politique sociale conforme à l'enseignement des encycliques. L'occasion était propice au moment où le Parti Social Chrétien (P.S.C.) proclamait sa volonté de « réformer » et de « reconstruire » la société. Ce n'est pas moi qui

parle à ce propos d' « échec », c'est l'équipe de la *Relève* qui ambitionnerait d'être l'aile marchante du parti. L'affaire royale d'abord, la « guerre scolaire » ensuite, l'emportèrent partout sur la préoccupation sociale, de nouveau refoulée au second plan tant que durera le vieux conflit cléricalisme-anticléricalisme qui n'a cessé de fausser la position et la politique des partis de la Belgique indépendante.

A quoi pourrait-on attribuer cette défaillance de la démocratie chrétienne au cours des dix dernières années ?

Pour paradoxal que cela paraisse, à ses succès, foudroyants mais ambigus, le noyau des démochrétiens de la veille étant noyé dans une masse de nouveaux électeurs, modérés et conservateurs, les uns la jugeant le plus rassurant des mouvements de gauche, les autres, le défenseur de la liberté et des valeurs spirituelles. Par leur nombre (lorsque le R.P.F. entra, en 1951, dans la compétition électorale, le M.R.P. perdit la moitié des suffrages recueillis cinq ans plus tôt), par leur influence (argent, presse, milieu sociologique), il exercèrent une pesée qui l'infléchit dans leur sens. Ceci mériterait un sérieux examen.

En eût-il été ainsi si la démocratie chrétienne avait eu une doctrine économique plus élaborée ? Formée trop exclusivement à l'école de la théologie morale, du droit et de l'humanisme traditionnel, elle n'acquit de la « question sociale » qu'une connaissance extérieure que ne suppléait pas la générosité de ses théoriciens et de ses premiers apôtres. Il lui manque d'avoir fait, à côté du marxisme, une analyse du système capitaliste comme phénomène économique et historique qui lui eût fait découvrir le prolétariat dans toute sa réalité. Il en résulte une certaine inaptitude à cerner les problèmes économico-sociaux, que le moralisme qui lui est cher est fort loin d'embrasser complètement. D'où un certain irréalisme et des jugements qu'on a qualifiés d' « aériens ».

Ajoutons à cette faiblesse de son idéologie une timidité certaine, des hésitations dans la pensée et dans l'action qui tiennent moins de la prudence, vertu cardinale, que d'un « souci de la conservation » qu'elle partage, bien qu'à un moindre degré, avec la plupart des catholiques [4].

Quoi qu'il en soit, le chrétien qui lui avait donné sa foi et son travail, accablé par la déception, inquiet devant l'avenir, s'interroge. Si les partis qui l'incarnent, s'abandonnant aux compromis de la facilité et de l'opportunisme, se dégradent jusqu'à n'être plus que des partis de droite, en marge de l'évolution qui se précipite, faudra-t-il qu'il dise à la démocratie chrétienne un adieu qui lui laissera au cœur une cruelle blessure?

ÉLIE BAUSSART.

4. Même détérioration de l'idéal, mêmes compositions avec le régime capitaliste à la C.D.U. allemande qui, elle aussi, avait proclamé sa résolution de procéder à une réforme sociale profonde. On attend avec curiosité le deuxième volume, annoncé, de cette *Histoire de la Démocratie chrétienne : Le Catholicisme politique en Allemagne*, de M. Joseph Rovan.

Travail et politique

Pierre Hervé ou les provocations de l'esprit

Le Parti communiste français exclut Pierre Hervé ; cette décision est à coup sûr de la plus haute importance pour le Parti comme pour Pierre Hervé, mais à des titres bien différents. Pierre Hervé joue sa vie ; le Parti engage son avenir pour une période indéterminée.

Le Parti répond, en effet, à Pierre Hervé pour son livre *La Révolution et les Fétiches*, et la réponse du Parti prend la forme d'une exclusion, alors que Pierre Hervé, sans même poser une question, prenait sur lui d'exposer au grand public — mettons cultivé, ouvert, indépendant ou progressiste comme on voudra — un malaise, avec le propos sous-entendu d'amener la direction du Parti à prendre ses responsabilités devant ce malaise lui-même. Quand un homme ne peut plus se faire entendre à l'intérieur d'une organisation qui, à ses yeux, porte les promesses d'une monde meilleur, avec la force de transformer les choses à partir d'une connaissance objective, virtuellement ou « tendanciellement » exhaustive de la réalité à chacun des moments de son his-

toire, cet homme n'a plus qu'à se taire, ou, s'il a conscience de représenter un courant plus ou moins « souterrain », mais à coup sûr significatif du fait de son importance numérique ou qualitative, à mettre publiquement à jour une situation pour que son organisation se prononce par oui ou par non. Il est des heures où les problèmes personnels ne peuvent être résolus, car il ne sont encore que ceux de personnes même très nombreuses, mais où des questions diverses, diversement ressenties ou exprimées, tendent à se conjuguer ; l'important est alors de les rassembler pour leur donner un corps, une unité, pour poser dans la réalité des rapports sociologiques un fait nouveau qu'un geste sommaire comme une condamnation brutale ou bien une approbation béate ne saurait ranger au nombre des articles de musée. Or Pierre Hervé — n'est-ce pas, Comité central du Parti communiste ? — dans son livre n'exprime pas la seule tendance d'un individu, ses dégoûts, ses aspirations ou ses rancœurs, mais son livre, vaille que vaille, pose dans les faits, c'est-à-dire là où ils devaient être posés, *matérialise* les obstacles culturels, moraux, idéologiques si l'on veut, qui empêchent tant de sympathisants d'adhérer au Parti, et troublent tant de militants à l'intérieur de celui-ci. Avant *La Révolution et les Fétiches*, le malaise n'était que malaise, c'est-à-dire ambiance indéfinissable, perceptible seulement par les confidences de tel ou tel, des réticences ou des découragements ; depuis la publication de l'ouvrage, le malaise se posait comme une situation à laquelle le Parti ne pouvait pas ne pas répondre, et la réponse, sous forme d'exclusion, bien loin de résoudre la situation, lui donne une force nouvelle en la faisant passer dans le domaine des rapports entre une organisation et un courant, matérialisés par une prise de position collective et officielle. Hervé prenait position, mais quand il se faisait le porte-parole d'opinions assez généralisées, il n'exprimait que lui-même. En le condamnant, le Parti donne au livre

d'Hervé une réalité que de soi il n'avait pas. *L'antithèse est posée, la synthèse surviendra.*

Que Pierre Hervé nous pardonne, nous dirons que dans cette affaire, en regardant objectivement les choses, son évolution ultérieure ne nous intéresse pas. Hervé condamné, hérétique, sombrera-t-il dans le fractionnisme, évoluera-t-il vers les ligues ou le confort politique, peu importe. *La Révolution et les Fétiches* ne lui appartient plus. C'est devenu un temps fort, un moment historique de la prise de conscience du Parti devant sa réalité objective. Ou le Parti communiste français comprendra de lui-même, c'est-à-dire tirera librement les conséquences de l'affaire, ou, bon gré mal gré, il s'alignera sur Mikoyan, qui n'a probablement pas « lu Pierre Hervé », mais qui vient d'exprimer des idées voisines des siennes, en plein Congrès du Parti, c'est-à-dire en sachant que ses paroles ne visaient pas que le seul Parti communiste soviétique, mais bien tous les Partis communistes, malgré la diversité de leurs situations.

Car, « le fétichisme ancien est fortement ébranlé; encore faut-il que la théorie lui donne le coup de grâce » (p. 175). Oui, mais la théorie ne serait rien sans la dialectique objective, et en cette matière, la dialectique objective n'est rien d'autre que l'antagonisme entre une organisation, fatalement bureaucratique, et les revendications du « grand arbre éternellement vert de la vie » exprimées, ici, par la théorie, à condition qu'elle ne se perde pas maintenant dans l'inefficacité d'une protestation abstraite.

Tout n'est pas à prendre d'ailleurs sans bénéfice d'inventaire, dans *La Révolution et les Fétiches*. En dépit de la table des matières divisée en avant-propos, trois parties et une conclusion, le livre manifeste deux fragments essentiels, un pamphlet, précédé d'une justification théorique, ou plus exactement d'une précaution pour prévenir toute condamnation doctrinale, où Pierre Hervé s'efforce de montrer qu'il en sait autant que quiconque.

Le pamphlet, c'est le message de Pierre Hervé. Un homme parle, d'un ton alerte, attachant, avec de-ci de-là les morceaux d'une véritable éloquence.

Qu'on relise par exemple les pages 103 et 104 : « Les petits Béria font les grand Béria. »

Quand on calomnie ou laisse calomnier un camarade qu'on sait innocent des accusations portées contre lui, on est Béria.

Quand on utilise l'intrigue et les procédés de basse police pour éliminer un camarade du chemin de son ambition, on est Béria.

A plus forte raison, si on a, en connaissance de cause, déshonoré ou laissé déshonorer un camarade honnête; si on l'a provoqué sciemment à passer dans le camp de l'ennemi en le persécutant, le désespérant, le poussant à bout, on est Béria. Allons plus loin encore. Si dans les circonstances exceptionnelles, par exemple au cours de la guerre d'Espagne ou pendant la résistance, on a participé d'une façon ou d'une autre à la mise en accusation d'un camarade, qu'on savait innocent, on est Béria.

Or, les petits Béria deviennent grands s'il ne leur survient aucune mésaventure au cours de leur ascension. En raison de leur complicité, les petits Béria font les grands Béria. Nul doute que des procès retentissants ne reçoivent de l'avenir une interprétation plus ou moins différente de celle en cours jusqu'à présent. Les bureaucrates, ces théologiens de l'État, recevront assurément de nouveaux et cruels démentis.

C'est que — et tous ceux qui n'adhèrent à aucune secte, et non pas, laissez-nous le dire, Pierre Hervé, à aucune Église, en seront heureux — les hommes ont droit de se tromper.

Ceci implique que le fait de se tromper et d'exprimer des critiques fausses ne soit pas considéré comme un acte hostile envers la société et comment savoir, en effet, que des critiques sont fausses avant qu'une discussion se soit établie ?

La liberté, avons-nous entendu affirmer, est la liberté de dire la vérité. Autrement dit : la liberté serait de dire la vérité établie et consacrée. Dans ces conditions, il n'y aurait

plus de progrès des institutions et des connaissances, puisqu'il n'y aurait, en guise de liberté, que le droit de dire ce qui est officiellement proclamé.

Mais, dira-t-on, si on favorise la critique, c'est à la condition qu'elle soit honnête. On met donc l'accent sur l'intention (p. 94).

A part les bureaucrates endurcis, personne ne se plaindra de la revalorisation de l'intention : celle-ci ne serait être, en effet, exclue de la considération des rapports humains sans qu'une mécanisation impitoyable s'ensuive (p. 95).

Il n'est pas vrai que l'erreur soit un crime, ni l'esprit critique la marque irréfutable de l'hostilité à la révolution (p. 176).

Car,

si dans la maxime le combat de l'esprit contre la lettre acquiert une actualité, c'est en raison de circonstances objectives, indépendantes des intentions ou des ambitions de tel ou de tel individu. Il n'en est pas moins vrai que la forme du renouvellement inévitable dépend effectivement de chacun de nous.

La pensée, l'esprit critique, le raisonnement ont été trop humiliés. La foi du charbonnier, l'autorité et la discipline ont été trop exaltées. Qui dira le contraire ?

Il n'est pas vrai que penser soit mauvais : c'est en définitive à la pensée que dans le marxisme tout se rattache, puisque aucun résultat n'a de valeur fondamentale pour le révolutionnaire s'il n'est l'occasion d'un progrès de la conscience des travailleurs.

La condition ou l'origine sociales n'ajoutent rien à la valeur de la pensée : seuls le savoir, l'expérience et la réflexion permettent d'agir efficacement au service des intérêts et aspirations d'une classe déterminée et, s'il le faut, de dénoncer ses illusions (p. 175).

C'est qu'en effet, au delà des idéologies ou à travers elles, les hommes peuvent communiquer par l'universel dont chacun des progrès de l'histoire humaine est une approximation nouvelle et qui transparaît dans toutes

les idéologies caractéristiques des grandes périodes : la culture :

Personne n'est théoricien en tant qu'ouvrier ou paysan : on n'est théoricien qu'en tant qu'on fait de la théorie, c'est-à-dire qu'on raisonne. Dans l'univers de la théorie, n'intervient aucune condition autre que celle du vrai et du faux : c'est le lieu idéal du dialogue ou si on veut de la communication entre les hommes, puisqu'il y est interdit de faire état de la couleur de peau, de la classe ou de la nation de l'interlocuteur. On ne peut y faire usage des moyens de la violence, de l'autorité ou du prestige. On n'y connaît ni sacrilège ni lèse-majesté.

Même si cet univers n'existe que relativement, il n'en représente pas moins une conquête des hommes sur la forêt obscure de leurs entraînements inconscients — une conquête précieuse, qu'il ne convient pas de laisser envahir par la végétation insidieuse dont elle est entourée de toutes parts (pp. 159-160).

Les hommes ont tout de même beaucoup de choses en commun, bien qu'ils appartiennent à diverses classes ou à diverses nations... Si on définit la culture comme l'ensemble des valeurs matérielles et spirituelles créées par la société humaine, ou ne peut l'identifier à l'idéologie (p. 71).

Il apparaît que le progrès des sociétés libère de leurs implications idéologiques les valeurs de la connaissance et de l'art. Ce qui jadis était inextricablement mêlé à l'idéologie s'en épure pour demeurer comme culture. Ainsi peut-on pressentir que dans la société sans classes de l'avenir, les équivoques ayant été dissipées, le quiproquo, que les hommes font en maniant leurs propres idées, disparaîtra également. D'une part, chaque moment de l'histoire passée s'ordonnera dans l'ensemble, conformément à sa vérité enfin dégagée; d'autre part, le dialogue pourra s'établir sur la base d'une véritable compréhension de l'interlocuteur (p. 75).

Mais, hélas! le bureaucrate ne comprend pas ces choses, et de là vient tout le malaise, à savoir la manie de prendre la partie pour le tout, de concentrer la vérité, l'omniscience dans la personne d'un dirigeant, l'infail-

libilité dans un parti dont on oublie qu'il n'est qu'un moyen mais dont, en réalité, on fait une fin. Et tout cela, parce qu'on oublie la vie, parce que l'on s'imagine, oubliant les enseignements de Lénine, et ceux — ô ironie — de Staline, que les réussites d'un moment de l'histoire en l'un de ses aspects à jamais révolus se reproduiront toujours et partout. On tend vers l'idéologie absolue, non pas en sens qu'il s'agirait d'une quintessence d'idéologie, d'une idéologie à état pur, mais bien plutôt d'une idéologie valable à un moment donné, en des circonstances déterminées, que, pour sa réussite d'un instant ou par crainte d'une faction arrivée au pouvoir, on promeut au rang des choses efficaces en toutes occasions, détachées, *absolues*, de tout contexte particulier et pour toujours révolu.

L'extrémisme idéologique ou tendance à l'idéologie absolue... nie la nécessité historique des formes les moins frustes et les moins brutales de l'idéologie, à savoir celles de la science, de la morale et de l'art (p. 162).

L'idéologie absolue est la tentation perpétuelle des intellectuels, par tendance toujours plus ou moins doctrinaires — le mot n'est pas cité une seule fois par Hervé — et le propre des bêtes noires de tout homme d'action et d'esprit, les bureaucrates.

L'extrémisme idéologique a été mis en forme et propagé par des intellectuels qui se conduisent envers le communisme comme Pascal envers le catholicisme : leur maxime à l'intention des incrédules et des libertins est, en effet : « Agenouillez-vous et vous croirez » (p. 197).

Le bureaucrate, lui, est un intellectuel fossilisé pour qui les formes comptent plus que la réalité, la lettre plus que l'esprit.

Il appartient au bureaucrate de s'accrocher aux formes figées et il faut lui rendre cette justice qu'en cela il joue son rôle, puisqu'il n'y a pas de mouvement qui ne soit

contradictoire. Le bureaucrate est une sorte de théologien de l'État, pour qui le parti est une Église. Aussi, n'est-il pas surprenant que pour lui la révolution se confonde avec une de ses formes (p. 130), et que tout naturellement il fasse, rompant avec la science, un saut dans l'absolu en disant « les réformes sont mauvaises, en toutes circonstances, elles ne servent qu'à consolider le pouvoir capitaliste » (p. 118).

Et nous voici rendus à cette fameuse question du réformisme ou prétendu réformisme de Pierre Hervé.

Hervé n'aborde pas cette question pour le plaisir de soulever des querelles mais parce qu'il estime que vers la révolution existent des chemins divers. Étant donné l'existence d'un régime socialiste en U. R. S. S. et dans les démocraties populaires, étant donné l'immensité des marchés que représente pour les pays capitalistes la Chine populaire, Hervé se demande si les conditions ne sont pas changées par rapport à 1917, pour instaurer un régime communiste dans tel ou tel pays.

Hervé maintient bien qu'un mouvement révolutionnaire ne doit pas s'enliser dans le conformisme, il proclame que la paupérisation absolue est une loi qui recouvre la réalité, mais il proteste contre la tendance maniaque des bureaucrates de chercher la révolution en répétant ici ou là en 1955 ou en 1956 ce qui n'a été valable qu'une fois dans un pays déterminé.

Lénine a toujours mis en garde contre la tentation de déduire une tactique déterminée d'une phrase de caractère général sur la situation — par exemple : « la lutte pour l'indépendance nationale » — au lieu de se fonder sur une analyse des données concrètes qu'on peut acquérir sur les intérêts des diverses classes (p. 122). La révolution ne saurait être confondue avec une de ces formes, la révolution socialiste est un grand mouvement historique qui a pris naissance en octobre 1917 et continuera à s'étendre en empruntant les chemins les plus divers (p. 130).

On dira que nous avons traité cette question du réfor-

misme chez Hervé, d'une manière bien rapide. C'est que Hervé soulève lui-même ce problème et lui consacre trois courts chapitres sans référence concrète, avec des notations sommaires, en n'énonçant au fond que des vérités générales appuyées sur des citations de Lénine ou de Kautsky.

C'est d'ailleurs un procédé trop fréquent dans ce livre. Hervé garde un côté « scolastique » beaucoup trop accentué ; il commence par citer ses autorités, les maîtres du marxisme qui, dans le cas présent, sont aussi ses garants. Puis il énonce un certain nombre de considérations sans exemples concrets et plus encore sans lien avec tel ou tel aspect, tel ou tel événement de la lutte des classes. Hervé très justement proteste contre l'ouvriérisme des communistes et des éléments de gauche pour qui le prolétariat est le dépositaire de toutes les intuitions, de la seule connaissance objective du réel, communistes et gauchisants qui trop souvent d'ailleurs ne se rendent même pas compte qu'ils sont eux-mêmes des intellectuels. Un ouvrier, permanent syndical depuis cinq ou dix ans, est, bon gré mal gré, un intellectuel. Sur ce point Hervé a mille fois raison, mais il aurait dû lui-même se garder de ses propres défauts. Il a beau réserver plusieurs paragraphes au sens des réalités manifesté par les ouvriers (p. 149 et ss.), lui-même parle, sinon dans le vide, du moins uniquement ou presque à partir de ses intuitions, de son cheminement intellectuel, le tout habillé de références auprès des autorités marxistes. Aussi n'est-il pas étonnant qu'Hervé se laisse entraîner parfois à un invraisemblable galimatias où il semble se parodier lui-même, témoin ce pénible avant-propos qu'il faut beaucoup de courage à dépasser.

Ce côté abstrait, trop général, du livre d'Hervé est au fond sa plus grande faiblesse. Dans *La Révolution et les Fétiches*, il s'agit trop d'un homme qui fait part de ses réflexions et de ses réactions et pas assez d'un militant qui, sur des faits très déterminés, exprime les

réactions de telle ou telle couche du Parti communiste aux prises avec des problèmes en des circonstances définies. Sans doute était-il à peu près impossible à Pierre Hervé de le faire sans prêter le flanc à l'accusation de « fractionnisme », mais son livre a souffert de trop de généralités.

Il a toutefois gardé assez de force pour que l'exclusion de Pierre Hervé soit le résultat d'une manœuvre insolite puisque Hervé a été liquidé par l'intervention du Comité central sans attendre son exclusion par sa propre cellule. Preuve que tout général qu'il était, son livre avait pourtant assez de résonance concrète pour forcer l'appareil du Parti à négliger la base en prévenant ses réactions possibles.

On le voit, « l'affaire Pierre Hervé » ne sera pas terminée de sitôt. Quel que soit par ailleurs le destin d'Hervé lui-même, il a protesté avec trop de violence pour la liberté de l'esprit contre l'esclavage de la lettre, il a soulevé les grands problèmes d'une vie de l'esprit et d'une communion universelle (Hervé ne parle pas de « communion » mais de « communication »), d'une communion ouverte à tous les hommes, même s'ils sont les membres d'une organisation totalitaire. Hervé est dans la situation d'un homme pris entre les structures de sa secte pétrifiée par trop de succès et par l'indigence intellectuelle et le manque de cœur de ses dirigeants d'une part, et d'autre part un monde à pénétrer du meilleur de son idéologie. « On ne peut obtenir qu'une civilisation s'ouvre au marxisme si le marxisme agissant ne s'ouvre pas à ce qu'il y a de valable dans cette civilisation » (p. 117). Chaque fois qu'un homme au sein du Parti ressentira ces appels à l'universalisme, il y aura d'autres « affaires Pierre Hervé ».

Louis Guinchard.

Le Cameroun bouge

Est-il déjà à l'heure du choix ?

Ainsi donc, à dix ans d'intervalle, le Cameroun a connu deux émeutes : 25 septembre 1945, 25 mai 1955. Quel est celui d'entre nous qui n'aura pas d'instinct réalisé un rapprochement entre ces deux dates ?

En 1945, il ne s'agissait en effet que d'une explosion soudaine et inattendue qui répondait à des rancœurs sociales accumulées depuis des mois : elle n'aurait pas été tragique si les Européens avaient su garder leur sang-froid en évitant l'action aveugle de groupes d'auto-défense.

En 1955, au contraire, s'il convient de rendre hommage au comportement serein de la population européenne et de la population africaine (l'une comme l'autre n'ont pas hésité à faire confiance au gouvernement pour assurer leur sécurité), les manifestations ont pris, cette fois, le caractère d'une véritable émeute. Celle-ci n'a pu être réprimée qu'au prix d'un déploiement impressionnant de forces militaires rassemblées en hâte. Les incidents n'ont pas duré : ils ont laissé tout de même une trentaine de morts et cent cinquante blessés (chiffre officiel).

Les émeutes du mois de mai 1955

Faut-il parler d'incidents, d'émeute ou d'insurrection ? Il n'en reste pas moins que nous venons d'assister à une *épreuve de force* qui invite à d'amères constatations. Prodromes lointains sous forme de provocations répétées en vue de susciter une répression policière ; excitation verbale et scripturaire intense et prolongée dont le ton ne cessait de monter ; jaillissement au jour « J » de foyers multiples de manifestations de désordre ; passage instantané à l'émeute avec orientation immédiate vers les *Bastilles* locales que sont les prisons ou les commissariats ; existence d'équipes insurrectionnelles organisées et dirigées ; ampleur impressionnante des troubles, grâce à un plan évident de synchronisation savamment étudié [1].

Ce qui peut surprendre, simplement, c'est la précarité relative des moyens employés et, par conséquent, la naïveté évidente de cette folle entreprise. Peut-être tient-elle à la confiance exagérée placée par les meneurs dans une action de masse généralisée. Sûrement à une conviction aveugle que l'administration se laisserait déborder.

Il est donc difficile d'affirmer qu'il se soit agi d'un coup de force minutieusement préparé. Nous partagerions plutôt le sentiment de ce communiste métropolitain qui disait : « Ils ont agi comme des enfants. Ils se sont lancés dans la bagarre trois mois trop tôt et sans s'y être préparés. »

Par contre, il faudrait être naïf ou de mauvaise foi pour affirmer que ces événements ont été le résultat

1. Rappelons que les émeutiers mis en état d'arrestation étaient pour la plupart des militants du parti nationaliste camerounais, fondé, inspiré et soutenu par des communistes français. Ce parti s'appelle : l'Union des Populations du Cameroun. Il est dirigé par le leader Um Nyobe.

d'une explosion imprévue. Quelques faits sont en tout cas à retenir :

1° C'est à l'occasion d'une réunion du « front national anticommuniste » que les premières bagarres de Douala ont eu lieu.

2° La synchronisation des incidents d'une ville à l'autre en l'espace d'une semaine ne peut pas être l'effet du hasard.

3° Partout les manifestants sont allés de l'avant avec un plan d'attaque et, en tout cas, des objectifs précis.

4° Il semble bien néanmoins qu'un peu partout les troupes aient dépassé les intentions des chefs.

5° Il convient de souligner vigoureusement le contraste saisissant entre l'excitation des émeutiers et le calme gardé par les populations, tant autochtones qu'européennes.

6° L'absence de forces de sécurité suffisantes et suffisamment organisées a été cause de l'audace des manifestants.

Ces constatations ne font que situer la nature des incidents de mai. Elles ne les éclaireraient pas complètement si l'on ne les plaçait dans le contexte d'une genèse plus lointaine.

On a souligné que ces incidents ont éclaté en dehors de *revendications sociales aiguës* ou ayant atteint leur paroxysme. C'est vrai. Mais il n'en reste pas moins que l'agglomération de New-Bell[2] connaissait depuis des mois une situation critique : les enquêteurs de l'I.R.C.A.M. (Institut de Recherches scientifiques et sociologiques du Cameroun) avaient confirmé récemment l'alarme sonnée depuis un certain temps par des observateurs divers en soulignant l'existence à New-Bell d'une masse de jeunes hommes voués au désespoir : *taudis,*

2. New-Bell est un faubourg de Douala qui est passé en cinq ans de 20.000 à 80.000 habitants, logés pour la plupart dans des taudis.

misère, prostitution, tels sont en fait les noms de ce désespoir. Voilà dix ans que le problème est posé.

On a déclaré avec complaisance que ces événements ne représentaient nullement la manifestation d'un *malaise politique aigu*. C'est également vrai dans la mesure où ils n'avaient pas pour objectif la satisfaction immédiate de revendications précises.

Il faut reconnaître, néanmoins, que l'atmosphère politique du Cameroun s'était terriblement alourdie depuis un certain temps. Sans être grand prophète, il était loisible d'annoncer, dès 1953, que l'année 1955 serait une année difficile parce que comportant la troisième visite de la Mission de l'O. N. U. à la veille du dixième anniversaire des accords de tutelle.

Il reste que le nouveau haut-commissaire a contribué à faire mûrir l'abcès en dénonçant dès le mois de février le « péril upéciste », et en proclamant qu'il ne laisserait pas gangrener tout le pays.

Une vérité au moins émerge de tout cela : c'est que l'U.P.C. a reconnu elle-même être au centre de tous ces troubles. C'est elle qui a véritablement recherché et voulu la bagarre, brutalement, sans pétition ni revendication déclarée autre qu'un désir devenu frénétique d'indépendance immédiate. Quelle position commode que de crier ensuite à l'attentat et au meurtre!

Faut-il rappeler l'action punitive entreprise à Douala, dès le lever du rideau, contre des Camerounais qui avaient le malheur de vouloir s'organiser en face de l'U.P.C.? Faut-il souligner d'autre part la trahison lamentable de la plupart des chefs upécistes, depuis ceux qui s'étaient enfuis préventivement jusqu'au dernier, retrouvé cousu dans son matelas?

Que dire en tout cas des autres personnages qui, sans faire profession d'upécisme (tout en donnant à l'U.P.C. toutes sortes de gages et de cautions), ont intensément désiré du désordre et des troubles en vue de se débar-

rasser d'un gouverneur qui a commis le crime de se refuser à être leur esclave. Car, en définitive, l'U.P.C. a bon dos : c'est elle, il est vrai, qui a été de bout en bout, par inconscience ou par désespoir, l'élément de pointe, voire l'élément unique du combat. Mais la responsabilité n'est pas moins grande de ceux qui, depuis des mois, annoncent que des troubles succéderont aux grèves « si le gouverneur actuel n'est pas rapatrié ». Quelle satisfaction ensuite que de pouvoir crier : au feu, après avoir poussé les incendiaires en avant.

Les uns et les autres se sont trouvés dépassés : autant d'ailleurs par l'ampleur du désordre et des actes de folie que par la réaction inévitable et résolue d'une Administration qui s'est trouvée à deux doigts de l'abîme.

Je ne suis pas sûr, néanmoins, que les Camerounais ne seront pas dupes en définitive de l'inconscience de leurs leaders : même ceux qui ont commencé par dénoncer ces « apprentis sorciers de toute appartenance » en leur reprochant d'avoir fait bon marché de leur tranquillité et de leur vie. Six mois après les événements, tous en ont oublié le climat pour ne se souvenir que d'une chose : c'est que « des Camerounais ont été tués par la faute de l'Administration ». Comment, dès lors, refuserait-on de suivre ceux qui promettent son élimination ?

Évolution de la situation politique du Cameroun

C'est en février 1955 que le Bloc Démocratique Camerounais faisait sortir son manifeste sous le titre : « *Le Cameroun en marche — l'heure du choix a sonné*[3]. »

3. Ce Manifeste a provoqué des réactions diverses : récusé par l'U.P.C. sous prétexte qu'il préconise, au delà de l'autonomie, l'association avec la France, il a été inversement très critiqué dans les milieux administratifs et gouvernementaux parce que préconisant l'unification du Cameroun et son indépendance.

Jamais titre ne fut plus adapté à la réalité. Oui, l'heure du choix a sonné pour tout le monde : pour l'Administration d'abord, pour les élus ensuite, et même pour le pays lui-même. Il faut avouer, cependant, que l'explosion du mois de mai n'a pas contribué à créer pour ce choix un climat de sérénité.

En ville comme en brousse, en effet, l'inquiétude a persisté longtemps. Après les morts et les blessés, il y a eu les perquisitions et les arrestations. En dépit des promesses faites, il n'est pas sûr que celles-ci n'aient pas pris un caractère un peu général. Si bien que le malaise a mis du temps à s'apaiser en dépit des libérations massives intervenues depuis le moins de décembre. Entre temps, la mission de visite de l'O.N.U. avait pu accomplir sa tâche dans une atmosphère parfaitement détendue et qui, à elle seule, justifiait des gestes d'apaisement.

Mais la mystique de l'indépendance demeure intacte.

A cet égard, il n'y a plus de maladresse à commettre : c'en serait une de laisser croire que la répression et les poursuites visaient les aspirations nationalistes de l'U.P.C. Motivées au départ par les méthodes mêmes de l'U.P.C. : recours à la violence, provocation et rébellion, elles devaient s'éteindre avec elles.

Après quoi, il convient d'affirmer hautement que c'est le droit de tout Camerounais de souhaiter l'émancipation de son pays. Car, à quoi bon se leurrer ? Ce mot magique d'indépendance a maintenant fait le tour du pays.

Toute attitude qui semblerait remettre en cause le principe même de l'évolution du Cameroun vers son émancipation apparaît comme une source de menaces.

C'est pourquoi, après avoir dénoncé le temps que l'U.P.C. a fait perdre au Cameroun par ses outrances et ses violences, il faut encourager et guider le nationa-

lisme réaliste et sage, si l'on ne veut pas faire le jeu des extrémistes.

Il est vrai que le Togo vient d'accomplir un geste hautement démonstratif en demandant par la voix de son Assemblée territoriale unanime, la fin du régime de tutelle et son rattachement à l'Union Française. Mais le Togo est le Togo et, avant d'arriver à ce stade, il a connu bien des crises, bien des contradictions.

Par ailleurs, il ne faut tout de même pas oublier que l'entrée du Togo dans la communauté française est conditionnée par son accession préalable à une autonomie interne reconnue, considérée comme le corollaire logique de la renonciation à la tutelle. C'est le sens du vote de l'Assemblée.

Or, le Cameroun en est encore à sa crise de croissance ou d'adolescence. Il faut respecter avec toute la délicatesse possible les données de base de son évolution.

Lui proposer dès maintenant une telle option nous paraît être quelque peu prématuré : d'abord parce que le Cameroun ne se trouve pas présentement en posture de choisir ; ensuite parce qu'il convient que les structures d'une fédération réelle soient mises en place pour justifier les possibilités d'un choix. L'élite camerounaise a été jusqu'ici assez braquée contre toute menace d'intégration de son pays pour qu'on prenne soin de ménager sa susceptibilité. Profiter des événements pour forcer sa décision ou pour tenter une opération surprise était une colossale erreur, en même temps qu'une duperie. Il faut savoir attendre l'heure d'une union qui puisse être librement consentie.

Mais, dès l'instant où la structuration fédérale de l'Union Française se précisera tandis que le Cameroun marchera vers son autonomie, les conditions d'une association possible du Cameroun à l'Union Française se trouveraient du même coup satisfaites. Nous souhaitons qu'elles aboutissent au plus tôt, car il n'y a pas de temps à perdre.

En attendant,
ne manquons pas l'heure des réformes.

Que de réalisations et de réformes promises depuis dix ans! Faute de pouvoir les mettre en train, l'Administration use d'année en année son crédit et, ce qui est plus grave, celui de la France.

Si décidément l'Administration demeurait immobile après avoir dénoncé avec fracas le péril communiste et la folie upéciste, elle précipiterait le Cameroun dans le désespoir, puis dans la colère.

C'est pourquoi la sagesse commande de s'accrocher à toutes les réformes de base qui conditionnent l'autonomie. Il appartiendra ensuite à la Métropole de reconnaître qu'il vaudrait mieux ne pas attendre pour déployer le fédéralisme par surcroît.

Réformes de base? c'est-à-dire : organisation des villages, édification des communes urbaines et rurales, rénovation des chefferies, institution d'assemblées régionales et évolution des assemblées territoriales vers la formule de parlement, mise en place de conseils de gouvernement (amorce d'un véritable exécutif), africanisation des cadres et des fonctions, libération progressive de l'économie locale grâce à l'industrialisation, à la coopération, au crédit et à l'équipement, sans oublier l'évolution communautaire.

Ainsi les pays d'Outre-Mer pourront-ils regarder avec quelque sérénité et détachement les jeux subtils qui entourent la révision de la Constitution.

S'agissant du Cameroun, je pense cependant qu'il faut aller plus loin, puisque le Cameroun n'est pas seulement tributaire de la Constitution, mais de la Charte des Nations Unies et aussi des accords de tutelle.

Cette notion de délai, dont le maniement est évidemment délicat quand il s'agit de fixer la date d'une indépendance totale, il faudrait s'en servir au contraire (vis-à-vis de la France comme vis-à-vis de l'O.N.U.) pour

obtenir que la mise en place des réformes de base énumérées plus haut, loin d'être subordonnée à la fantaisie ou au bon plaisir des tuteurs, fasse l'objet d'un *calendrier des étapes* pour consacrer par avance la volonté de la puissance tutrice de conduire le Cameroun à sa majorité dans un temps raisonnable.

Les remèdes au malaise actuel.

Nous voudrions affirmer dans cet ordre d'idées que le surgissement de partis politiques — uns ou multiples — ne constitue pas la réponse la plus sûre à l'attente de la masse camerounaise. Il faudrait même dire que celle-ci, échaudée déjà à plusieurs reprises : par la Jecafra[4] naguère, par l'U.P.C. aujourd'hui, serait plutôt tentée de mettre tous les partis dans le même sac.

Si donc il y a un vide psychologique à combler et une espérance à assouvir, ce doit être dans l'immédiat par des moyens d'un autre ordre et d'une autre portée.

1° Il faut accentuer *le climat d'apaisement*, peut-être pas, comme le réclament certains, en procédant à une amnistie générale avant même que l'instruction soit close et les jugements prononcés, mais sûrement en hâtant la fin de l'instruction et l'action de la justice.

L'heure de l'amnistie viendra alors, mais il faut que la justice ait d'abord fait son œuvre de discrimination entre les innocents et les responsables, et qu'elle ait prononcé sa sentence en toute sérénité.

Que ceux-là se rassurent qui redoutent qu'un geste de clémence réalisé dans le moment présent pourrait être interprété comme signe de faiblesse ou invitation à recommencer. Le Cameroun est en fait unanime à atten-

4. La JECAFRA (Jeunesse Camerounaise Française) avait été créée en 1939 par l'Administration pour demander le rattachement du Cameroun à la France. Elle avait pour chef M. Soppo Priso, actuellement président de l'Assemblée territoriale et nationaliste modéré.

dre ce geste, dans lequel il verra surtout le signe de l'apaisement.

2° Il faut *rechercher dans le respect jaloux de la justice le meilleur fondement à l'autorité.* Nous soupçonnons, en effet, que, au lendemain des événements de mai et dans le désarroi qui a suivi, il a dû être procédé à de multiples règlements de compte entre personnes qui s'étaient affrontées depuis longtemps, même en dehors de toute considération politique. C'était normal et c'est humain. Mais aujourd'hui les délais ont été largement suffisants qui justifient le retour à un ordre total.

De temps à autre, et d'une subdivision à l'autre, on signale malheureusement encore des gestes arbitraires ou des actes « d'indigénat » qui s'abritent sous le manteau d'une action antiupéciste.

Il doit être facile d'amener les responsables à une conception plus saine d'une autorité retrouvée qui, pour être conservée, doit se montrer sereine et impartiale.

3° Enfin, il faut pousser activement *la mise en place du réseau institutionnel que le Cameroun attend.* Sans oublier cependant que les institutions politiques ne sont pas tout. Certes la loi qui vient d'être déposée sur les réformes institutionnelles aurait pu être un document capital. Bien que décriée dans sa partie relative au conseil de gouvernement, elle mérite d'être considérée de près. Pour une fois, en effet, c'est l'ensemble de l'édifice qui a été embrassé. Par ailleurs, les attributions et prérogatives de l'Assemblée ont été clarifiées et étendues dans des conditions qui marquent un réel pas en avant. Mais l'ensemble du texte s'avère timide et déjà dépassé.

Nous ajouterons simplement ceci : c'est que les timidités ou lacunes de ce texte gouvernemental ont besoin d'être compensées ou comblées, non par de bruyantes déclarations, mais tout simplement par une action parlementaire bien dirigée [5].

5. Il est à craindre cependant que la procédure parlementaire

En attendant, et sur le plan des institutions de base, il faut reconnaître l'effort sans précédent accompli par l'Administration pour multiplier les organismes essentiels qui, dès à présent, permettent aux Camerounais de participer plus largement à la gestion de leurs propres affaires (communes rurales, maires africains, comités de village, etc.). Cette organisation de base aurait dû précéder tout le reste : elle arrive cinq ans trop tard.

Au dela de la crise

L'épreuve de force qui a ébranlé le Cameroun en mai 1955 n'a pas réussi. Elle aura été, en tout état de cause, assez loin pour appeler les masses à la sagesse certes, mais sans doute aussi, hélas! pour laisser croire à quelques fanatiques que l'expérience est concluante et pourrait être renouvelée avec chance de succès, sous simple condition d'une mise au point plus poussée. Il y a aussi, il faut bien le dire, les ressentiments et la rancune que laisse toujours le sang versé, surtout lorsque des impudents n'hésitent pas à exploiter « la mémoire des martyrs tombés pour la cause nationale ».

Les nécessités immédiates.

La confiance est donc à restaurer : confiance dans la fermeté de l'Administration vis-à-vis des fauteurs de désordre et des organisations subversives; confiance aussi dans sa volonté de progrès et d'émancipation.

Car, une fois disparues les séquelles de ces heures douloureuses, la *toile de fond* se révèle inchangée. C'est d'abord le *chancre de New-Bell* à cautériser : tant qu'il n'aura pas disparu, c'est un foyer permanent d'insurrection qui demeure virulent au centre du Cameroun.

de notre IVe République ne soit trop lourde pour permettre à ces projets d'aboutir dans les délais souhaités. On risque ainsi une fois de plus d'être pris de court et d'improviser, en face d'impatiences brusquement explosives, des solutions de désespoir.

Le Fides[6] a déjà généreusement attribué un milliard à l'assainissement de ce gigantesque bidonville. Tout juste de quoi créer une infrastructure élémentaire.

C'est ensuite le problème presque tragique de *l'émigration et de l'implantation*, dans le sud, des dizaines de milliers de jeunes Bamilékés qui étouffent dans le cercle étroit de leurs montagnes insuffisamment fertiles. Il est plus que temps de les sortir de l'anarchie pour leur offrir une stabilité de vie à laquelle ils ont droit.

Ce sont enfin *les promesses qui doivent être tenues* en réponse à des aspirations maintes fois proclamées et acceptées : promesses de réorganisation économique des collectivités rurales ; promesses d'égalité, de promotion et de justice ; promesses de réformes institutionnelles audacieuses pour aller avec lucidité vers une émancipation acceptée parce que préparée et mûrie.

Perspectives plus lointaines.

Il est dommage que, même au Cameroun comme peut-être demain dans d'autres territoires d'Afrique noire, le gouvernement ait laissé s'enraciner cette conviction que la turbulence et le désordre constituent les seuls moyens d'arracher des réformes.

A partir du moment, en effet, où le gouvernement semblerait perdre l'initiative dans la conduite de l'évolution du pays, par suite de l'instabilité de l'exécutif comme des atermoiements du législatif, c'est à qui, sur place, voudra se présenter comme le principal promoteur de l'émancipation du Cameroun.

Le Cameroun ne possède-t-il pas déjà un député qui se dit nationaliste et autonomiste ? Et les élections législatives du 2 janvier 1956 ne se sont-elles pas passées sous le signe de l'éviction de la tutelle française ?

Au point où en est arrivé le Cameroun, ce n'est plus

6. Fonds d'Investissement pour le Développement Économique et Social des territoires d'outre-mer.

seulement de réformes qu'il s'agit, *c'est d'un choix politique*. Ce choix doit porter à la fois sur la fin du régime de tutelle, sur les modalités de l'autonomie qui suivra et sur la nature de l'association qui devrait unir le Cameroun à la France.

Maintenir sans faiblesse son autorité sur un pays dont la France a la tutelle, tout en opérant résolument un choix très grave et qui engage, au delà de l'avenir du Cameroun, les chances d'une communauté franco-africaine, n'est déjà pas très commode.

Ce qui risque par surcroît de compliquer la tâche de l'exécutif, c'est que ceux-là mêmes, parmi les nationalistes camerounais, qui revendiquent avec le plus de violence l'émancipation de leur pays, ne souhaitent nullement l'obtenir à l'amiable : ils préféreraient avoir à l'arracher de force afin de faire vraiment figure de libérateurs et de mériter demain les leviers de commande de la République camerounaise. Pourquoi se laisser prendre au piège ?

La France n'a plus beaucoup de temps pour se prononcer, c'est vrai. Que le gouvernement se fasse du moins donner les pleins pouvoirs pour gagner de vitesse les pêcheurs en eau trouble.

Aujourd'hui, le gouvernement peut encore agir dans la plénitude des prérogatives que lui confèrent les accords de tutelle. Demain, il risquerait de consentir, sous la pression des événements, les abandons même les moins favorables à l'intérêt bien compris du Cameroun.

Saurons-nous, pour une fois, choisir et décider avant qu'il soit trop tard ? Il est toujours trop facile et parfois douloureux de jouer au prophète. Voici bien longtemps en tout cas que j'avais fixé à 1956 l'échéance décisive pour le Cameroun. Nous y sommes, en attendant celle de l'Afrique dont nous parlerons dans un prochain article.

Dr Louis-Paul Aujoulat,
Ancien ministre.

Interdépendances et intersensibilités nord-africaines...

L'INDÉPENDANCE du Maroc, celle de la Tunisie viennent d'être affirmées ou confirmées dans le moment même où le gouvernement français, nanti des pouvoirs spéciaux, prenait de nouvelles dispositions militaires pour poursuivre la guerre en Algérie. Cette contradiction, M. Christian Pineau a entrepris de l'expliquer à New Delhi, puis au Caire. Du moins, pour expliquer les différences fondamentales qui existent entre les situations en Algérie d'une part, en Tunisie et au Maroc d'autre part, le ministre des Affaires étrangères a-t-il eu l'honnêteté de ne pas se réfugier derrière des considérations historiques. Il a essentiellement souligné l'existence en Algérie d'un peuplement européen proportionnellement beaucoup plus important que dans les deux anciens protectorats. Le poids de ce peuplement devrait d'ailleurs être apprécié non seulement suivant un critère quantitatif, mais en fonction des moyens de pression et d'intervention dont ils disposent dans l'ordre politique, administratif ou financier.

C'est surtout en métropole que l'on fait des différences quant aux situations des trois pays. Les Européens qui l'habitent définissent le Maghreb par rapport

à eux-mêmes, « race des Français d'Afrique du Nord », comme ils se considèrent et s'intitulent volontiers.

Aussi bien, ceux d'Algérie devaient-ils condamner les politiques évolutives conduites en Tunisie et au Maroc depuis le 31 juillet : *a*) parce que les « abandons » consentis atteignaient la communauté qu'ils forment de Carthage à Rabat ; *b*) parce que les concessions faites au bey ou au sultan seraient fatalement réclamées par les Algériens.

C'est à dessein que, parlant des solidarités qui existent entre les trois pays d'Afrique du Nord, j'évoque en premier lieu celle qui unit des colonies européennes. Leurs membres ont beau n'être originaires de France que pour moins de la moitié, ne pas ressentir d'instinct avec force le ciment de la religion ou de la race, leur solidarité se fonde bien dans une certaine mesure sur la nationalité française (sans exclure cependant toujours la sécession) : elle se fonde surtout sur des intérêts terriblement inégaux entre eux — quelle commune mesure entre le traminot d'Alger et M. Henri Borgeaud — mais considérés par rapport au milieu musulman, de telle sorte que les plus minimes intérêts, les plus médiocres situations font figure de privilèges, globalement attaqués ou mis en cause actuellement par la communauté musulmane.

On comprend dès lors que les réactions des Français d'Afrique du Nord en face des événements se ressemblent étonnamment, surtout dans leurs manifestations extrêmes : un même fil relie les émeutes casablancaises des 15 et 16 juillet dernier, algéroise du 6 février, tunisoise du 9 mars.

En regard, les solidarités qui unissent les populations autochtones musulmanes, également de Carthage à Rabat, apparaîtraient beaucoup moins fortes. La « présence française » n'a pas fait disparaître les particularismes quand bien même elle n'a jamais pu, autant que l'eussent voulu administrateurs ou contrôleurs, les maintenir ou les renforcer.

Et cependant, ce qui frappe de nos jours, c'est l'interpénétration des situations et des mouvements politiques nord-africains, ainsi que l'espèce de processus cumulatif qu'ils paraissent subir.

Le ciment de l'Islam donne assurément une résonance à la propagation des idées nouvelles, singulièrement de l'idée-force d'indépendance. Les appels lancés des capitales arabes, — du Caire en particulier, où s'exilaient et s'organisaient depuis longtemps les leaders du nationalisme — devaient de plus en plus ranimer les énergies, faire sortir de l'isolement psychologique dans lequel la tutelle occidentale avait plongé l'Algérie surtout.

Il n'en demeure pas moins que ce sont la présence et les enseignements français qui ont révélé aux élites, plus confusément aux masses, une personnalité et une personnalité collective, immédiatement en quête d'une expression politique.

Quoi qu'il en soit, ce ne sont pas, au cours de ces dernières années, les exemples tunisien ou marocain qui ont entraîné, encore moins déterminé, l'action nationaliste et la rébellion en Algérie. Et aujourd'hui, si les solutions à la tunisienne ou à la marocaine ne sont pas considérées comme susceptibles d'être étendues à l'Algérie, elles ne sont considérées qu'avec mépris par les Algériens du *Front de Libération*, qui ont élaboré leur stratégie, en dehors de toute liaison avec les Tunisiens ou Marocains, mais avec l'ambition de déborder les frontières algériennes et de provoquer à leur profit une solidarité musulmane, maghrébienne, et surtout une solidarité populaire.

Les Algériens n'ont, jusqu'à présent et de leur point de vue, qu'assez peu de raisons de se déclarer satisfaits de la coopération marocaine ou tunisienne.

En décembre 1954, alors que les négociations étaient loin d'être terminées, alors que la rébellion algérienne commençait, le gouvernement du bey et le néo-destour, achevaient de se prêter à l'opération de reddition des

fellagas. C'est assurément là que réside la raison première des attaques que la littérature clandestine du F.L.N.[1] allait diriger contre Habib Bourguiba.

A partir de l'automne dernier, Salah Ben Youssef s'est, il est vrai, employé à susciter une nouvelle rébellion. Il a réussi à constituer un certain nombre de groupes armés qui auraient été plus efficacement neutralisés si le gouvernement tunisien avait été mieux armé par les conventions du 3 juin 1955 pour faire face aux exigences de l'ordre public, et si les services français de sécurité n'avaient témoigné une bienveillance exagérée à l'égard du leader rebelle à l'autorité tunisienne. Néanmoins, la rébellion algérienne n'a pu bénéficier de très sérieux points d'appui dans la Régence, autres, bien entendu, que ceux qu'elle s'assure dans les zones frontalières.

Elle disposait en revanche, au Maroc, du point d'appui que lui procurait la dissidence rifaine et sans laquelle l'organisation des maquis de l'ouest-oranais eût été fortement ralentie. Cette situation ne risque pas moins d'être renversée à la suite des tractations effectuées par les émissaires du gouvernement de Rabat, et surtout du parti de l'Istiqlal, Si Allal el Fassi montrant à cette occasion qu'il ne jouerait pas les Salah ben Youssef. Le F.L.N. algérien n'avait d'ailleurs pas attendu ce moment pour stigmatiser dans un de ses derniers tracts le goût pour la conciliation (avec les Français) « des Mohammed V ou des Maître Bouabid ».

Les hommes politiques marocains ou tunisiens, une fois l'indépendance (ou même l'autonomie pour les seconds) reconnue, s'attachent à construire l'État, ce qui ne peut se faire qu'en assurant un ordre public que tant de facteurs divers, dans une période de transition révolutionnaire, ne peuvent pas ne pas affecter.

Les dirigeants de la rébellion algérienne, eux, conser-

1. Front de Libération Nationale.

vent pour objectif essentiel la « libération » de l'Algérie. Ils n'écartent pas pour autant la nécessité de construire le futur État algérien, mais c'est dans un style viet-minh, qu'ils installent, dans l'ombre de la clandestinité, des cadres politiques, administratifs, judiciaires même, formés et confirmés à l'épreuve du combat.

La stratégie des seconds est difficilement compatible avec la politique des premiers. Mais il ne fait aucun doute que ce sont les politiques de Tunis et de Rabat qui apparaissent comme les plus menacées par la situation qui se prolonge et s'aggrave en Algérie. Les solutions marocaine et tunisienne n'ont aucunement détendu la situation algérienne. Mais la contamination algérienne n'a pas cessé de menacer la Tunisie et le Maroc.

C'est que les divergences, pour le moins de méthode, qui peuvent opposer les responsables ne sont pas nécessairement perçues dans les masses. Les frontières algéro-tunisienne, plus encore algéro-marocaine, sont théoriques pour la population. Oujda est une ville algérienne, à moins que ce ne soit Tlemcen la marocaine. A l'échelle des tribus, les affinités sont encore bien plus fortes. Enfin les soucis des « peuples frères » sont devenus intensément partagés.

L'éditorialiste du journal tunisien *L'Action*, écrivait :

Ce n'est pas seulement une affaire de sentiment. Pour la Tunisie comme pour le Maroc, il ne saurait y avoir de vie indépendante tant que l'Algérie sera asservie. Il ne peut y avoir de paix pour nous, ni de sécurité, tant qu'il y a la guerre en Algérie.

Ce n'est pas une profession de foi, mais une réalité de fait. Il est donc vital que nous, Marocains et Tunisiens, coordonnions notre action et unissions nos efforts pour obtenir, et au besoin imposer, la paix en Algérie.

La France, de son côté, devra comprendre cette réalité profonde, et aller, au delà du formalisme et des demi-mesures, dans le sens du progrès. Il y va pour elle de l'amitié de vingt millions de Nord-Africains qu'elle ne saurait sacrifier à l'extrémisme raciste de quelques *prépondérants*. Ce serait pra-

tiquer une politique à courte vue que de nier l'interdépendance et *l'intersensibilité* des trois pays nord-africains.

S'il n'y a pas d'indépendance tunisienne ou marocaine « tant qu'il y a la guerre en Algérie », il est également sûr que la définition des liens d'interdépendance en sera rendue plus difficile. Or, ce problème n'a été jusqu'ici qu'à peine effleuré. Mais c'est lorsque l'on discutait de savoir si la Tunisie exercerait « des » ou « ses » responsabilités en matière de défense et de sécurité, que la signature d'un protocole a failli avorter. Et il est vrai que, « tant qu'il y a la guerre en Algérie », le gouvernement français ne peut faire confiance à ses interlocuteurs, ne pouvant ignorer leur solidarité forcée avec les Algériens. Il est vrai d'autre part que, « tant qu'il y a la guerre en Algérie », Tunisiens et Marocains répugneront à ce que leur pays serve de base d'intervention aux forces armées françaises contre leurs « frères algériens ».

Et cependant, c'est dans la mesure où un cadre d'interdépendance se dessinera, c'est dans la mesure où l'interdépendance se fera autour de tables où ne s'assoiront plus seulement deux à deux, Français et Tunisiens, Français et Marocains, mais, ensemble, Français, Tunisiens et Marocains, que l'on apercevra peut-être enfin qu'il manque un participant — algérien. C'est peut-être alors que les exemples de solutions déjà trouvés influeront sur la France et l'Algérie pour leur « imposer » une formule d'entente et de relations.

PIERRE-ALBIN MARTEL.

ACTIVITÉ SUR TOUS LES FRONTS SOCIAUX

PARLANT des accords Renault, M. Pierre Dreyfus, directeur de la Régie, disait récemment : « Certes, les industries fortunées créent des soucis à celles qui le sont moins ; c'est la loi du capitalisme ». Il semble que ces soucis doivent se traduire dans les mois qui viennent par une recrudescence des revendications syndicales. Tout se passe comme si, ces derniers temps, syndicats, patronat, et gouvernement avaient voulu se gagner les uns les autres de vitesse. M. P. Dreyfus, dans l'allocution citée soulignait son désir de voir les chefs d'entreprise prendre les devants en matière de hausse des salaires plutôt que d'arriver au même résultat sous la pression des syndicats ou par l'intervention des pouvoirs publics (*Le monde*, 11 février 1938).

La période qui s'est écoulée entre juillet et décembre 1955 a donné lieu à un véritable bombardement social où la grosse artillerie syndicale des « événements » de Nantes ressemblait à la préparation d'une attaque. Les tirs de la contre-attaque ne se sont pas fait attendre, « affectant » dans la métallurgie, par exemple, plus de sept cent mille salariés, sous forme de conventions collectives régionales ou d'accords, quantitativement moins importants, mais qui en qualité, avaient pour but de renverser complètement le climat social. Notons à cet égard l'impression de véritable précipitation que donne le calendrier des signatures dans les mois de novembre et décembre 1955. En décembre surtout, et seulement pour la métallurgie, dix accords ou conventions sont signées, dont cinq les 30 et 31 décembre! Voilà ce qui s'appelle « ne pas chômer »! Doit-on y voir les effets sur le patronat, et même sur les syndicats, d'une certaine incitation électorale ?

A cette intense activité sur le front des négociations, fait suite un déclenchement des « hostilités » sur le front législatif. Prenant de l'avance sur toutes les revendications actuelles, le gouvernement lance les trois semaines de congés payés, la réduction des abattements de zone et le fonds national de vieillesse. Pour la première fois depuis vingt ans, la France a un gouvernement de tendance « socialiste ». Il importait, dès l'ouverture, de le manifester. Par là, était réalisé ou projeté, un programme économique et social qui « rejoint sur bien des points » le propre programme minimum de la confédération C.G.T.-F.O. (*Force Ouvrière*, 9 février 1956).

La lutte sociale ne met pas seulement en présence les syndicats, le patronat et le gouvernement, mais elle est dominée par un conflit « interne » : la concurrence entre les trois centrales ouvrières. Qu'il s'agisse de l'initiative des revendications, de la conclusion des accords, ou de l'obtention de satisfactions, l'objectif est toujours de se renforcer et d'affaiblir le rival. Aussi ne faut-il pas s'étonner de la poursuite actuelle des conflits en maints endroits, de la mise au point de nouvelles revendications, de la préoccupation de renforcement syndical qui apparaît partout.

Les conflits, depuis le début de l'année, ont été nombreux. Le plus spectaculaire, celui des usines Spiertz, à Meinau, dans la banlieue de Strasbourg, ont opposé violemment des militants C.G.T. et F.O.

Parmi les revendications nouvelles, la plus intéressante est fournie par le syndicat C.F.T.C. du bâtiment, qui propose pour sa branche, le salaire annuel garanti et la révision de tous les accords signés. Notons aussi la proposition chez F.O. d'une double échelle mobile (productivité et coût de la vie) dans les nouvelles conventions.

Enfin, chacun des trois syndicats veut renforcer ses positions, par la création de « caisses de résistance » à

utiliser en cas de grèves, par des campagnes d'adhésion, par l'organisation de syndicats de « mensuels », où seront réunis par catégories, les employés, les agents de maîtrise, et aussi les ouvriers qualifiés ou spécialisés rémunérés au mois. Une autre tendance significative consiste à encourager le regroupement en Unions syndicales des divers syndicats d'une même branche d'industrie. Verra-t-on bientôt un syndicat de l'automobile, de l'aéronautique, de la construction électrique, etc.? Ce regroupement a évidemment pour but de renforcer l'homogénéité par la mise en commun d'intérêts précis susceptibles de renforcer l'action et l'adhésion. Il en a été question au dernier congrès des Métaux C.G.T. de la Seine. Il est significatif de noter une préoccupation semblable à la Métallurgie C.F.T.C. qui donne en exemple à ses militants la création en Hollande de fédérations d'industries groupant ouvriers et employés. On cherche à la fois à élargir l'influence syndicale et à la renforcer par la création de syndicats très spécialisés.

Quels sont donc les positions et les rapports de forces après les offensives dont nous avons parlé plus haut? Le C.N.P.F.[1] a, dans un communiqué du 20 janvier, mis en garde « solennellement », contre toute mesure qui marquerait un retour à des interventions autoritaires de l'État en matière de salaires, fût-ce seulement sur les abattements de zones. Satisfaction partielle lui a été donnée par la décision gouvernementale d'une réduction d'un tiers seulement des abattements. L'effet de cette mesure portera essentiellement sur le relèvement des salaires les plus bas des zones défavorisées.

La C. G. T. ne semble en aucune façon avoir souffert dans son influence des accords les plus avantageux signés dans les derniers mois. Chez Peugeot, aux dernières élections sociales, le pourcentage de ses voix passe de 61 à 67 %. De ce point de vue, Citroën, où

1. Conseil National du Patronat Français.

l'on ne signe rien, peut se féliciter d'être parvenu au même résultat puisque la C.G.T. y passe de 70 à 77 %. Pour C.F.T.C. comme pour F.O., la consigne est : la généralisation des conventions collectives.

C'est de cette généralisation, à notre avis que dépend le climat social de l'année. En effet, au moment où l'on parle de réduire les zones de salaires, ne voit-on pas que la différence de situation entre les salariés s'accentue! Dans la métallurgie, par exemple, sept cent cinquante mille ouvriers ont été touchés, diversement d'ailleurs, par les nouveaux contrats, dont quatre cent cinquante mille dans la seule région parisienne. Cela ne représente que le tiers des métallurgistes! Dans les autres industries, l'écart est encore plus grand. On en arrive à une situation où deux statuts coexistent : d'un côté celui du travailleur soumis à des conventions qui offrent avantages et sécurité, de l'autre, celui de l'ouvrier sans statut, dont le seul espoir d'amélioration est la hausse, plus ou moins hiérarchisée, du salaire minimum. Le patronat ne peut, à la fois, demander la renonciation à la politique des rendez-vous et refuser une généralisation des conventions collectives. Dans l'état actuel, il ne faut donc pas s'étonner de ce que les centrales misent sur les deux tableaux ; en même temps qu'elle réclame des rendez-vous périodiques, F.O. déclare : « la multiplication des accords ou conventions est notre objectif essentiel ». C'est aussi le souhait exprimé par le ministre des Affaires Sociales, M. Gazier (*Le Monde*, 3 mars 1956), qui aussitôt après alertait les inspecteurs divisionnaires du travail contre les licenciements excessifs. Ce rapprochement n'est pas sans importance ; le patronat pourra-t-il compter sur l'insécurité de l'emploi pour éviter la conclusion, avec l'ensemble de la classe ouvrière, d'un contrat qui intéresse tout le pays ?

Aix, le 14 mars 1956.

François Sellier.

QUE DE SOUCIS POUR SIR ANTONY EDEN!

Les difficultés économiques, le renvoi de Glubb Pacha, le non-conformisme de M. Pineau, la déportation de l'archevêque Makarios et enfin l'abolition probable de la peine de mort, sont autant de soucis pour Sir Antony Eden qui est à nouveau l'objet de critiques extrêmement vives venues d'horizons politiques différents. Un journal libéral titrait en grosses lettres il y a quelques jours : « Eden va-t-il s'accrocher encore longtemps? » La veille, un journal de droite avait publié un article de Randolph Churchill (fils de Sir Winston) invitant MM. Butler et Macmillan à écarter l'actuel premier ministre, dont l'indécision est en passe de devenir légendaire. Ce serait une erreur grave de supposer un instant que l'article en question aurait été soufflé par Sir Winston Churchill, d'autant plus que le fils de l'illustre ancien premier ministre ne semble pas jouir d'une excellente réputation au sein du parti conservateur. Son attaque violente contre Sir Anthony Eden est cependant un signe des temps difficiles que traversent en ce moment le gouvernement britannique et son chef. Rappelons aussi les critiques acerbes qui, il y a plus d'un mois, furent faites à Sir Anthony Eden par l'ensemble des journaux les plus conservateurs, y compris le *Daily Telegraph* et le *Daily Mail*. Depuis lors l'orage s'est calmé, une certaine indignation bien pensante a cloué au pilori les « délinquants » (pourquoi pas les « déviationnistes? ») de Fleet Street, qui avaient osé attaquer le premier ministre d'un gouver-

nement qu'ils soutiennent, et enfin les foudres vengeresses du *Sunday Times* ont pu s'apaiser. L'accalmie fut de courte durée, car le limogeage par la Jordanie du général Glubb — ancien chef de la légion arabe — a rallumé les inquiétudes de l'aile réactionnaire du parti conservateur, et ce n'est pas l'étonnement officiel du Foreign Office devant un tel revers diplomatique qui pouvait être de nature à calmer les mécontents, qu'ils soient conservateurs ou travaillistes. Des réponses évasives du premier ministre à la Chambre des Communes, une attitude hésitante, chancelante devant une opposition déchaînée et des conservateurs résignés, placent à nouveau Sir Anthony Eden dans une position difficile dont il ne faut pourtant pas exagérer la portée. Les mœurs parlementaires de la Grande-Bretagne ne demandent pas comme en France, que le gouvernement « sauve sa tête » chaque fois qu'un ministre répond à la question d'un député ; par contre, le parlement et l'opinion (ou du moins les représentants de la presse) exigent que les ministres, et surtout le chef du gouvernement, fassent preuve d'assurance, d'humour et ne trahissent aucun signe de fatigue. Quelques mouvements de mains nerveux, et le lendemain la presse s'indigne. Fort heureusement, les revirements favorables sont aussi soudains que les déclins les plus inattendus.

Les « irréductibles de Suez[1] » ont eu par contre des motifs de satisfaction en apprenant la déportation de l'Archevêque de Chypre, Mgr Makarios. Sir Anthony aurait enfin su faire preuve de fermeté en disant non au terrorisme et en exilant le chef du nationalisme chypriote. Cependant, la satisfaction n'est pas sans mélange devant les réactions en chaîne qui ont déjà été provoquées de divers côté à la suite de l'exil de l'archevêque Makarios.

1. Ce sont les députés d'extrême-droite qui ont refusé de soutenir le gouvernement conservateur au moment où fut décidée l'évacuation de Suez.

En outre, les attaques des travaillistes sont de plus en plus sévères et donnent à Mr Gaitskell l'occasion de se révéler comme nouveau leader de l'opposition. Enfin, les libéraux ont condamné sans appel la politique britannique à Chypre et le *Manchester Guardian* a commenté le rappel de l'ambassadeur de Grèce à Londres, en soulignant que les relations entre la Grande-Bretagne et la Grèce sont gravement compromises pour le plus grand dommage du monde occidental.

Les récentes démarches du gouvernement américain auprès du gouvernement d'Athènes, qui condamnent implicitement la politique britannique à Chypre, ne sont pas faites pour calmer les esprits autour de Whitehall où l'on aime à chanter les louanges de l'alliance et de l'amitié anglo-américaine. Le *Daily Mail* qui brille toujours par le purisme de son vocabulaire et son attachement sans défaillance aux dogmes du monde occidental a vu rouge sous le coup inattendu de Washington. Au lendemain de la prise de position américaine, il publiait en première page une photo de Mr Dulles prenant un bain de soleil sur une plage de Ceylan, et le commentaire attenant était intitulé : « Le coup de poing dans la figure. » C'était un véritable défoulement (mais qui aime bien châtie bien) d'anti-américanisme allant de la guerre civile américaine et la ségrégation jusqu'aux trente mille soldats britanniques tombés en Grèce en 1941. Le *Daily Mail* qui s'alimente aux sources les plus pures de l'anti-communisme a même reproché aux États-Unis de n'avoir pas pu sauver la Corée du Nord, l'Indochine et l'Indonésie de l'invasion communiste ; on s'attendait en lisant cet éditorial à voir M. Dulles accusé de neutralisme, bévanisme, et de sympathie à l'égard du monde communiste. Fort heureusement, cette « cruelle » surprise nous fut épargnée et la conclusion rappelait opportunément que la Grande-Bretagne étant l'allié le plus fidèle des États-Unis, le gouvernement de Washington serait bien inspiré de ménager un peu plus les intérêts britan-

niques. Si les journalistes soviétiques ont le sens de l'humour ils pourront écrire en réponse un article intitulé : « L'Alliance atlantique en danger. » Comme on a pu le faire remarquer de divers côtés, ceux qui peuvent sourire et se frotter les mains face à ce maelstrom de la diplomatie occidentale, sont évidemment les Soviets. Il faut cependant souligner que cet accès d'anti-américanisme auquel une grande partie de l'opinion refuse de céder pourra consolider la position du gouvernement et surtout celle de Sir Anthony Eden. Ce sont en effet tous ceux qui soutiennent la politique de force à Chypre qui trouveront inacceptable cette intervention américaine dans les « affaires intérieures » de la Grande-Bretagne. La France a connu dans un passé récent ce genre de tentation. Mais alors que les conservateurs se rallieront sans défaillance autour de leur chef et oublieront leurs querelles, l'opposition verra dans les frictions de l'alliance atlantique l'une des séquelles de la déportation de l'Archevêque Makarios.

On doit bien constater en la circonstance qu'il n'existe pas de « leçon » en politique : le retour triomphal du sultan du Maroc et de M. Bourguiba auraient dû inciter nos amis britanniques à la réflexion, d'autant plus qu'ils ont eu, eux aussi, à plusieurs reprises, le même genre d'expérience dont l'épilogue ne manque jamais de ramener le héros exilé avec plus de pouvoir et d'autorité que jamais. En outre, l'échec cuisant de la politique du pacte de Bagdad tel qu'il se manifeste par l'attitude récente de la Jordanie dans l'affaire « Glubb Pacha », n'a pas encore convaincu le gouvernement britannique qu'il faisait fausse route. Il est vrai qu'il est bien difficile pour Sir Anthony Eden, qui a très largement conquis sa réputation de diplomate dans les affaires du Moyen-Orient, de reconnaître qu'il a échoué là où il est expert. Autant demander à M. Bidault d'avouer « humblement » ses lamentables erreurs de la première conférence de Genève.

Ce sont donc les problèmes du Moyen-Orient qui retiennent aujourd'hui l'attention du gouvernement et de l'opinion en Grande-Bretagne, à tel point qu'on en oublie les difficultés économiques et les ratés d'une politique monétaire qui se cherche. Entre la politique de Mr. Butler et celle de Mr. Macmillan, il n'y a qu'une différence de degré. C'est toujours une méthode globale et aussi « libérale » que possible qui est utilisée pour réduire la pression inflationniste. Cependant, si l'inflation subsiste dans les secteurs de base tels que ceux du charbon, de l'acier, de la construction navale, et des industries fabriquant des biens de production, il n'en est pas de même dans les secteurs des biens de consommation durables, au premier rang desquels l'industrie automobile subit depuis plusieurs mois un début de récession qui s'accompagne d'un chômage partiel important. De nombreuses entreprises ont dû ramener la semaine de travail de tous leurs ouvriers de cinq à quatre jours et supprimer tout travail accompli en heures supplémentaires. Les stocks d'automobiles qui ne trouvent pas d'acquéreur s'élèvent à 60.000 véhicules environ. Ce ne sont pas les restrictions de crédit qui aideront l'industrie automobile à écouler le total de sa production sur le marché intérieur ou à l'étranger. De nombreux parlementaires et certains milieux d'affaires ont demandé à Mr. Macmillam d'organiser une commission d'enquête qui aurait pour mission de préparer un rapport sur les mécanismes financiers de la Cité de Londres et leur incidence sur l'industrie et le commerce. Il s'agirait de refaire et 1956 le travail extrêmement intéressant qui fut accompli par le « Comité Macmillan » en 1929-1930. L'actuel Chancelier de l'Echiquier a un nom prédestiné pour inspirer cette nouvelle enquête dont l'homologue des années trente portait déjà son nom.

Le calendrier politique de Londres est donc extrêmement chargé tant sur le plan intérieur qu'à l'échelle internationale, et Sir Anthony Eden aura plus d'une

occasion dans les jours à venir de sortir de l'immobilisme qui a pu lui être reproché. Encore lui faudra-t-il choisir la bonne porte de sortie.

Londres, le 14 mars 1956.

MAURICE NIVEAU.

L'ÉVOLUTION POLITIQUE ALLEMANDE

Au cours des dernières semaines, différents événements ont préparé en Allemagne un nouveau climat politique dont toutes les conséquences ne sont pas encore prévisibles. Deux scissions successivement intervenues dans deux partis de la coalition gouvernementale ont changé l'équilibre parlementaire. Le première, relativement ancienne, toucha le parti des réfugiés, dont le ministre et quelques députés se sont intégrés dans la démocratie chrétienne du chancelier Adenauer tandis que le gros de ce groupement d'assez faible importance oscille entre l'opposition et une neutralité plus ou moins bienveillante. La deuxième scission provoquée dans le parti libéral par le départ de seize députés, dont quatre ministres, eut des suites plus spectaculaires. Le chancelier garda ses ministres, mais exclut le parti libéral de la coalition gouvernementale. Ce fut la fin inévitable d'une longue querelle entre le chef du gouvernement et le président du parti libéral, Thomas Dehler, une des personnalités les plus extravagantes et contradictoires de l'Allemagne nouvelle. Antinazi notoire et victime des camps de concentration, il trouva bon, il y a quelques

années, de défendre les anciens S. S. dans un discours qui fit scandale et de s'entourer ultérieurement dans son parti d'amis politiques représentant l'extrême-droite et ayant un passé politique plus que discutable. Reprochant au chancelier son attitude autoritaire et lui contestant presque toute volonté démocratique, il n'hésite pas à proclamer des thèses ultranationalistes, tout en préconisant un rapprochement dangereux avec les Soviets sous prétexte de vouloir réaliser ainsi l'unité allemande. Le parti libéral est d'ailleurs aussi contradictoire que son chef. On y trouve à la fois de vrais libéraux démocrates de cette vieille école allemande qui prépara idéologiquement les révolutions de 1848 et de 1918, porte-parole d'une petite et moyenne bourgeoisie modeste, raisonnable et éminemment pacifique, les délégués de la grande industrie et de l'extrême-droite, les derniers défenseurs du nationalisme prussien, etc. Empressons-nous de noter que la scission ne clarifia point la situation. Les différentes tendances restent fidèlement représentées, dans la majorité comme dans la minorité. Les lignes de partage semblent être d'une part des considérations de politique intérieure — la minorité ne voulant plus suivre Dehler dans ses continuelles volte-face démagogiques — et, d'autre part, la politique internationale, c'est-à-dire le neutralisme modèle 1956, dont le président du parti libéral risque de devenir le chef de file.

Le renforcement des courants neutralistes en Allemagne est en tout cas incontestable. Dans un retentissant et récent discours prononcé à Hambourg, Dehler reprocha au chancelier une politique étrangère ne reflétant que les idées des alliés occidentaux. Le traité de Paris pour le réarmement allemand, tel qu'il est exécuté, aggraverait la division de l'Allemagne. Dans un article publié quelques jours plus tard par le service de presse de son parti, il fit un pas de plus en suggérant indirectement le retrait de l'Allemagne du Pacte Atlantique et l'acceptation du système soviétique de sécurité euro-

péenne. Ce neutralisme est plus ou moins directement appuyé par une importante fraction des églises protestantes, qui se sentent mal à l'aise dans une Allemagne occidentale où le catholicisme a réussi à s'assurer politiquement une position prépondérante. Il trouve, en outre, un certain écho dans l'opinion publique, qui reste hostile au réarmement et qui est très habilement travaillée par une multitude d'agents communistes dont on ne saurait surestimer l'activité. Ces tendances, souvent difficilement saisissables, se manifestent même au sein du parti socialiste dont les cadres ont pourtant toujours été foncièrement anticommunistes. Un curieux journal publié à Hambourg sous le titre *Das andere Deutschland* (« L'autre Allemagne ») est le porte-parole du neutralisme de gauche et exerce dès à présent une influence négative à l'intérieur du parti socialiste, dont les dirigeants ont récemment senti le besoin de passer à la contre-attaque afin d'arrêter à temps toute tentative de désintégration du parti. Tout en restant méfiants envers le Pacte Atlantique, tout en critiquant le réarmement allemand, les socialistes allemands se rapprochent visiblement de la politique occidentale du chancelier Adenauer et s'opposent aux thèses neutralistes. La participation active au Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe de M. Jean Monnet, l'appui qu'ils donnent au projet d'une communauté atomique européenne et du marché commun, sont des indices très nets dans ce sens. Il n'est pas moins important qu'ils viennent de permettre au chancelier Adenauer de faire voter les lois militaires après une indispensable modification de la constitution réclamant une majorité des deux-tiers. Il est vrai que les lois militaires proprement dites n'ont pas été approuvées par les socialistes, mais cette manœuvre tactique ne change en rien le fait fondamental que leur collaboration a grandement facilité au chef du gouvernement la réalisation de sa politique de réarmement dans un moment plutôt critique.

Il n'y a pas de doute que les éléments les plus raisonnables et les plus clairvoyants des socialistes et des chrétiens-démocrates pensent dès à présent à l'avenir. Ils savent que dans le prochain Bundestag, qui sera élu à la fin de l'été 1957, les deux partis devront gouverner ensemble pour assurer à l'Allemagne une stabilité démocratique. Sauf imprévu, le parti du chancelier ne retrouvera pas la légère majorité absolue qu'il possède dans le Bundestag actuel. Les socialistes seront de leur côté trop faibles pour gouverner contre la démocratie chrétienne. En attendant, le prestige du chancelier est loin d'être ébranlé par les attaques violentes de ses adversaires. Les élections qui ont eu lieu au début du mois de mars pour le renouvellement de la diète de Wurtemberg-Bade ont nettement mis en évidence la stabilité de son parti et l'estime extraordinaire dont il jouit personnellement.

Un dernier événement mérite d'être signalé dans ce kaléidoscope de l'évolution allemande. Il s'agit du démarrage effectif du réarmement, dont le rythme sera cependant beaucoup plus lent qu'on ne l'avait supposé, non point en dernier lieu en raison d'une extraordinaire désorganisation des services responsables du nouveau ministère de la Défense. On a tort en France de croire à la perpétuité des traditionnelles vertus allemandes et de négliger la grave rupture provoquée par la catastrophe hitlérienne. Avec un sens plus parfait de l'organisation et de la logique élémentaire, on aurait pu accélérer outre-Rhin d'au moins deux ans la mise sur pied des douze divisions prévues. Toute une année a été perdue par des discussions et des tiraillements subalternes. Les prévisions du ministre sont aussi optimistes et aussi inexactes que celles de son collègue français dans le domaine de la construction immobilière. Pour la fin de 1956, il vient d'annoncer la mise sur pied d'une force de cinq divisions comptant quatre-vingt seize mille hommes. Or, pour fournir douze divisions, il faut, selon les cal-

culs allemands, compte tenu des services accessoires, de l'aviation et de la marine, cinq cent mille hommes, de sorte que le contingent envisagé pour la fin de l'année ne correspondra qu'à un maximum de trois divisions.

Les législateurs et le gouvernement ont tout fait pour assurer à la nouvelle armée allemande un caractère démocratique. Leur succès ne saurait évidemment pas être garanti d'avance. Beaucoup dépendra de la vigilance du pouvoir politique et de la capacité du ministère de la Défense de faire respecter intégralement par les militaires les décisions parlementaires et gouvernementales. Dans beaucoup de milieux d'outre-Rhin, on estime à cet égard que la nomination d'un nouveau ministre serait souhaitable, l'actuel titulaire de la Défense, le docteur Blanck, ancien syndicaliste et peu suspect de militarisme, ayant déçu par ses indécisions et ses incohérences.

Alfred Frisch.

LES MULTIPLES VARIATIONS DU SARROIS MOYEN

Vivre entre deux pays et changer parfois de souverain, à plusieurs reprises par siècle, n'est pas commode et crée facilement dans les populations frontalières soumises à ce régime une mentalité spéciale, où le patriotisme n'est fréquemment qu'une forme à peine déguisée de l'opportunisme, pour ne pas dire d'un égoïsme matériel extrêmement prononcé. Tel fut longtemps le destin des Sarrois qu'un malheureux concours de circonstances risqua récemment d'ériger en arbitres suprêmes de l'avenir de l'unité européenne, au moment

même où la préoccupation de leur bien-être bien chiffré domina à la fois leur cœur et leur raison. Il est symbolique que l'actuel chef du gouvernement sarrois, qui sera peut-être appelé dans un avenir relativement rapproché à consacrer le rattachement du territoire sarrois à l'Allemagne, porte le même nom de Ney qu'un maréchal de France, né d'ailleurs dans la ville sarroise de Sarrelouis !

Le Sarrois moyen, qu'il soit homme politique, industriel, ouvrier ou paysan — dans un petit pays, tout s'approche rapidement de la moyenne, l'extraordinaire étant fort rare —, voit l'art de vivre dans son adaptation rapide et consciencieuse à la conjoncture du moment. Ne nous laissons pas tenter de lui reprocher, pour la brève période d'avant-guerre, une trop grande versatilité, car il n'est point responsable de l'accélération de l'évolution, conforme au rythme de plus en plus atomique de notre existence. Autrefois, son appartenance politique changeait tous les cinquante ou cent ans, à présent, les situations se transforment en peu d'années et même en quelques mois. Quoi qu'il en soit, entre 1945 et 1956, notre Sarrois moyen a varié avec une fréquence record, que tous ceux qui ont la puissante vocation de l'opportunisme ne peuvent que lui envier. Pour esquisser son portrait, il faut le suivre dans les différentes étapes de son existence d'après-guerre, mouvementée sans doute, mais en fin de compte aussi heureuse que possible sur notre planète malmenée.

1946. — Revivre à tout prix fut la première exigence des cruelles années 1945 et 1946. L'amour pour la mère-patrie avait été englouti par le cataclysme hitlérien. L'espoir de redressement se trouva nettement du côté de la France, qui, pas trop riche certes, était touchée par le rayonnement de la victoire alliée. Exception faite d'une petite minorité peu scrupuleuse, le rattachement pur et simple de la Sarre à la France sembla exagéré, bien qu'un futur député au Bundestag, et futur

défenseur plutôt nationaliste des libertés perdues de la Sarre, déclarât à ce moment-là, dans un cercle d'amis moins nationalistes et moins soumis à la politique française du moment, que son ambition serait de représenter la Sarre au Parlement français. A défaut de rattachement, on se contenta d'une étroite union économique et monétaire, qui promit un échange pas trop ruineux des marks sans valeur contre des francs disposant d'un pouvoir d'achat honorable bien qu'amoindri, et surtout dans l'immédiat, un approvisionnement alimentaire à peu près suffisant. N'oublions pas qu'entre 1945 et à la fin de l'hiver 1947, l'Allemagne occidentale souffrit d'une véritable famine, à laquelle les Sarrois échappèrent grâce à leur profond sens du réalisme.

Les états-majors des nouveaux partis démocratiques se défendirent énergiquement de vouloir échanger le caractère allemand de la Sarre contre le plat de lentilles français, mais ils constatèrent en même temps aussi nettement que le désir de la masse sarroise d'une union économique avec la France était si passionné qu'on les balaierait tous s'ils osaient y opposer la moindre résistance. Et ce désir trouva son expression la plus éclatante dans une manifestation de fidélité en faveur du maréchal franco-sarrois Ney, organisée à Sarrelouis par le responsable de la politique française en Sarre, M. Grandval. Pour ne laisser subsister aucun doute sur le sentiment francophile de la population sarroise qu'on voulut mobiliser en masse à cette occasion, il fut distribué généreusement à chaque participant du spectacle, dans l'année de misère 1946, un alléchant sandwich et un paquet de « Gauloises ». Ne manquons pas d'affirmer en marge de l'histoire que les tentateurs méritent encore moins notre compréhension ou, pour être indulgents, notre excuse, que ceux qui succombèrent à la faiblesse de leur estomac.

Quant aux industriels, qu'il ne faut pas oublier dans cet ensemble du Sarrois moyen, ils transférèrent à cette

époque, avec autant de discrétion que d'efficacité, un maximum de fonds d'Allemagne vers la Sarre, dans l'attente d'un prestigieux échange de billets qui les transforma d'un jour à l'autre de pauvres victimes de guerre en solides millionnaires.

1951. — Quelques années plus tard, nous retrouvons notre Sarrois moyen bien installé dans la bonne et réconfortante conjoncture. La catastrophe hitlérienne est presque effacée de sa mémoire, il trouve normal et dû que sa petite capitale, Sarrebruck, ait été bien plus rapidement reconstruite que toutes les villes allemandes et que le chômage, qui sévit dans l'ancienne mère-patrie, principalement en raison de l'arrivée de plusieurs millions de réfugiés, lui soit épargné. Aucune obligation de solidarité envers ses frères allemands de l'Est, expulsés ou persécutés politiques, ne pèse sur sa conscience. L'ouvrier encaisse avec satisfaction de substantielles allocations familiales que son collègue allemand attend toujours, l'industriel a découvert les avantages du marché français et surtout de ses pratiques de cartel, lui permettant fréquemment de vendre en bloc toute sa production à un groupement français qui se charge de son écoulement et qui lui verse un prix de cartel extrêmement rémunérateur. Les surplus de charbon sarrois, depuis toujours difficilement vendables, sont à la charge de la France, qui subventionne leur exportation vers l'Allemagne avec l'argent du contribuable français. La Chambre de Commerce de Sarrebruck, réunissant toutes les personnalités de valeur de l'économie privée du territoire, se sent obligée de défendre à tout prix l'inespérée prospérité sarroise et, en premier lieu, contre la méchante concurrence allemande. Dans cette période dorée, les interventions protectionnistes de la Chambre de Commerce de Sarrebruck étaient particulièrement redoutées par les délégations allemandes négociant des accords de commerce avec la France.

Bien entendu, il n'y a pas de lumière sans ombre, il n'y a pas de bonheur sans mécontentement. Le Sarrois moyen se considéra alors comme suffisamment allemand pour afficher publiquement son manque d'habileté dans la difficile, mais vitale pratique de fraude fiscale. Quelle malchance d'être imposé d'après les lois fiscales françaises et de faire ses déclarations de revenus avec la plus parfaite honnêteté! Par conséquent, notre Sarrois se sentit particulièrement écrasé par l'impôt. Avec plus de raison, il se plaignit des dépenses d'un haut-commissariat de France à sa charge. Le nombre des militaires, gendarmes et douaniers français, l'abondance des fonctionnaires et leur bureaucratie coiffée de pompes haut-commissariales largement disproportionnées ont probablement été les premières graines du nationalisme semées dans le cœur, dans la raison ou peut-être aussi dans l'opportunisme sarrois. La découverte d'une fermeture plus étanche du robinet du crédit en Sarre qu'en France, la répartition pas entièrement juste des crédits Marshall entre la France et son partenaire dans l'union économique ainsi que l'insuffisance des investissements dans son industrie, de plus en plus visiblement en perte de vitesse par rapport à la Lorraine et à la Ruhr, ont également fait réfléchir le Sarrois moyen, qui, comme tous les hommes sur la terre, a droit à un jugement équilibré et à une décharge au moins partielle de sa responsabilité historique.

1955. — Le « miracle allemand » ayant fait le tour du monde, — ainsi que la faiblesse française, — le chômage ayant disparu en Allemagne occidentale, dont le bien-être commençait à promettre plus d'avantages que la conjoncture française, le Sarrois moyen retrouva assez subitement, avec une spontanéité qui lui fait honneur, son patriotisme allemand et donna d'autant plus facilement raison aux diatribes nationalistes du docteur Schneider que son subconscient se souvint sans doute

qu'il sacrifia avec la même spontanéité ses sentiments patriotiques en 1946 et durant les années suivantes sur l'autel de son sacro-saint opportunisme matérialiste. Rien n'est plus heureux et plus rassurant que de pouvoir harmonieusement combiner dans un même élan de sentiment et de raison le bien-être économique avec l'amour de la patrie. En 1947, les Sarrois ont pu échanger des marks sans valeur contre des francs plus substantiels. Ils s'en souviennent maintenant, pensent au danger de dévaluation existant en France et sont extrêment pressés de rééchanger un franc plus faible mais internationalement encore surévalué contre un mark plus apprécié. Ils tireront de cette deuxième opération la double et exceptionnelle satisfaction d'avoir accru leur fortune personnelle en retrouvant le chemin de la patrie.

1956. — Le Sarrois est-il suffisamment moyen pour ne pas commettre, malgré tout, des erreurs de calcul ? Lorsque son meilleur porte-parole, le docteur Schneider, a réclamé à Bonn, pour la prétendue remise en marche de l'économie sarroise subitement sous-alimentée, la coquette somme de deux cents milliards de francs à titre de consolation pour la douloureuse souffrance de la Sarre durant sa pénible période de soumission à la France, il est tombé sur de si dures oreilles que ses exagérations n'ont même pas provoqué un hochement de tête, car dans le ministère des Finances d'outre-Rhin, dirigé par le rigoureux et incorruptible Schaeffer, on n'a pas le moindre goût pour des histoires drôles. Pour une fois, le Sarrois moyen pourrait faire des spéculations mal fondées. Les responsables allemands sont suffisamment avisés pour ne pas croire à la misère sarroise, ils connaissent suffisamment bien le calvaire des réfugiés allemands pour ne pas gaspiller les fonds publics en faveur de revendications injustifiées. La réforme sociale actuellement en discussion outre-Rhin apparaît à tous les partis comme plus urgente

qu'un enrichissement supplémentaire du brave Sarrois moyen qui ignorait totalement tout sentiment de solidarité patriotique dans les années de famine de ses frères allemands.

Ne sous-estimons cependant pas l'astuce de notre Sarrois moyen. Même les hauts-parleurs de son patriotisme profond et trop souvent caché deviennent conscients de l'importance du marché français pour sa prospérité, que l'on voudrait ingénieusement appuyer sur deux piliers : France et Allemagne, tout en essayant, pour le moment encore timidement, de protéger l'industrie sarroise contre la concurrence de ses voisins. Une fois de plus, on recherche une heureuse communion entre l'intérêt bien compris et le patriotisme hautement proclamé. Admirons, pour terminer, la clairvoyance de cet industriel sarrois qui vient de constituer en France une nouvelle société au modeste capital de six cents millions de francs entièrement versé par son entreprise sarroise, dans l'intention d'ériger avec la rapidité et le dynamisme qu'il se doit une usine sur treize hectares de terrain en Seine-et-Marne. Elle lui garantira pour longtemps les bénéfices tirés du marché français et maintiendra pour lui les bienfaits de l'union douanière franco-sarroise au delà du rattachement de la Sarre à l'Allemagne. En lui, nous retrouvons à la perfection le portrait du Sarrois moyen.

A. F.

L'ESPRIT DE KARACHI

La conférence de Karachi apparaît comme une tentative médiocrement heureuse de ramer à contre-courant.

L'O.T.A.S.E. — en anglais S.E.A.T.O. — ou, en toutes

tres : l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est — étend offrir un parallèle à l'Organisation nord-atlantique. le englobe des nations intéressées à tenir un agresseur en spect : des Asiatiques, le Pakistan, le Siam, les Philippines; s Occidentaux aussi, États-Unis, Grande-Bretagne, France, deux Dominions anglo-saxons du Pacifique, l'Australie, la ouvelle-Zélande. Il ne s'agit donc pas d'une ligue régionale, encore moins raciale. Ceux qu'inquiète le continentalisme peuvent que s'en féliciter. Mais, du coup, la participation s anciens colonisateurs éveille les soupçons des peuples ancipés, et l'Asie est peu représentée dans ce groupement stiné à la défendre.

Depuis qu'il s'est constitué, il y a dix-huit mois, la situan n'a cessé de se détériorer. Sans doute l'armistice indochis n'a pas été rompu, et ne semble pas devoir l'être, même le vote prévu est remis aux calendes grecques. Mais la férence de Bandoung a donné forme à un bloc neutraliste; nde, la Birmanie ont reçu MM. Boulganine et Khrouchtchev, c quel éclat et quels éclats, on le sait; l'Indonésie, coumière des ruptures de contrat, vient d'annuler unilatéralent ses accords avec les Pays-Bas comme elle avait déchiré Constitution fédérale, et s'oriente vers un gouvernement coalition à soutien communiste. Qu'importe une stabilion militaire si Moscou et Pékin, grâce à leurs promesses rdre économique et politique, attirent dans leur orbite, s coup férir, les gouvernements et les masses? Les préocpations des état-majors ont beaucoup trop dominé les plans résistance. On s'en aperçoit, un peu tard; on esquisse une e qui, effective, contrebalancerait les avances souvent verres du Kremlin, mais qui reste vague.

De surcroît, les dissentiments des partenaires se sont sout étalés au grand jour. La Grande-Bretagne a fait cavalier l avec le pacte de Bagdad, qui tourne à sa déconfiture. Au tnam, M. Ngo Dinh-Diem était peut-être francophobe, et manigances avec les sectes étaient peu faites pour se le cilier, mais les Américains de leur côté ont mis un empresment cynique à se substituer à l'influence française; cependt que le Cambodge, moins éloigné spirituellement de nous, e avec le neutralisme, et que le seul Laos donne l'exemple n protégé docile, — mais où les Rouges gardent le cone des deux provinces que les accords de Genève leur assi-

gnaient comme lieu de rassemblement aux seules fins d'y poser les armes. Or les États indochinois, sans participer à l'O.T.A.S.E., ont sa garantie. Et si le Vietminh jugeait opportun de prétexter, pour marcher de l'avant, l'inexécution des clauses relatives à des élections générales, la France se trouverait paradoxalement obligée d'intervenir pour couvrir un manquement aux termes d'un armistice qu'elle a pourtant souscrit, mais que M. Ngo Dinh-Diem et les États-Unis se sont gardés eux-mêmes de ratifier...

La garantie ne vaut que contre les communistes, précise Washington, qui n'entend pas se laisser entraîner dans une guerre locale. Mais précisément l'incendie peut sortir d'une étincelle entre voisins, et Moscou excelle dans l'art d'agir par personnes interposées. En épousant la thèse de l'Inde sur le Cachemire et celle de l'Afghanistan sur les régions pathanes, les Russes appliquaient un tour de vis au Pakistan. Hébergée par ce dernier, la conférence de Karachi lui réserve sa déclaration la plus nette. Elle se prononce en faveur du plébiscite qu'il réclame au Cachemire, et mentionne expressément que sa garantie s'étend jusqu'à la « ligne Durand » où passe la frontière actuelle. Le problème est, en fait, le même que celui des montagnards insurgés contre la Birmanie : diverses populations contestent aux jeunes États l'autorité sur des territoires annexés à leur domaine au temps des Britanniques; ceux-ci tenaient à contrôler le col de Khaïber, d'où ont déferlé toutes les invasions de l'Inde; le Pakistan en hérite; mais les tribus insoumises continuent leurs guérillas, avec cette fois les encouragements de Caboul qui espère se les rattacher.

En théorie, le coup de frein paraît incontestablement fondé. L'Inde, en particulier, a poursuivi une politique de faits accomplis sans aucun rapport avec la démocratie. L'O.T.A.S.E. court cependant le risque de la rejeter, elle et l'Afghanistan, un peu plus vers un neutralisme hostile; et que vaut l'appui du fragile Pakistan ? Peut-être les entretiens ultérieurs de M. Pineau ou de M. Dulles, à la Nouvelle-Delhi, au Caire, auront-ils plus d'effet que la conférence elle-même, — s'ils ne font ressortir au contraire les divergences que le langage officiel n'a guère dissimulées.

Auguste Viatte.

LES ÉLECTIONS DE SAIGON OU LE DICTATEUR MALGRÉ LUI

La réglementation électorale au Sud-Vietnam, fixée par deux ordonnances, ne semble pas présenter, à première vue, d'anomalies frappantes. L'assemblée constituante sud-vietnamienne comptera cent vingt-trois sièges à raison d'un député par soixante mille électeurs. Sont électeurs les citoyens des deux sexes, âgés de dix-huit ans au moins au 31 décembre 1955. Les conditions d'éligibilité sont les suivantes : 1° être citoyen vietnamien ; 2° être âgé de vingt-cinq ans au moins ; 3° avoir résidé sur le territoire du Vietnam depuis plus de six mois ; 4° avoir satisfait aux obligations militaires ou être dans une situation régulière à ce point de vue ; enfin, 5° n'être pas classé dans la catégorie des inaptes (condamnés pour crimes, délits, faillites, fonctionnaires relevés, suspendus, révoqués, etc.).

Les députés jouissent de l'immunité et de l'inviolabilité, sauf en cas de flagrant délit et lorsque les opinions émises *ont pour but de soutenir la politique ou les activités communistes ou rebelles*. Cette petite phrase, que j'ai soulignée, est susceptible d'interprétations si étendues et si diverses qu'elle permet au gouvernement sud-vietnamien de sévir contre tous ceux qui manifesteraient un désaccord quelconque avec lui, des adversaires ou même simplement des rivaux, les partisans des accords de Genève comme les neutralistes. C'est évidemment ouvrir la porte à l'arbitraire.

La Constituante n'établit pas le projet de constitution ; en quarante-cinq jours, elle doit étudier le projet présenté par le gouvernement et proposer des amendements

s'il y a lieu. Si le projet remanié est accepté par le Président de la République, tout va bien. Sinon le projet primitif retourne à l'Assemblée pour une seconde lecture. Si le désaccord persiste entre le haut représentant de l'exécutif et l'Assemblée constituante, le projet est soumis à référendum. En somme, l'Exécutif accomplit le travail qui est réservé ailleurs aux commissions parlementaires. Cela est peut-être inévitable dans un pays où il n'y a pas de bourgeoisie véritable, où la plus grande partie de *l'intelligentzia* trouve ses ressources dans les services gouvernementaux, où la technique législative est mal connue. Par ce simple fait, on voit s'esquisser la forme d'un régime présidentiel, très probablement calqué sur le modèle américain ou philippin.

Enfin, une invention très curieuse est celle d'un comité de propagande électorale comprenant les représentants des partis et ceux des candidats indépendants, chargé d'organiser la propagande des candidats et de leur en fournir les moyens, sur la base d'une égalité qu'on imagine théorique. Je ne sache pas qu'il y ait une organisation semblable dans aucun autre pays. Il s'agit d'une adaptation à la situation locale qui n'a rien en soi de blâmable, des partis organisés, riches et puissants n'existant pas au Vietnam, et les candidats, pour la plupart, sortant peut-être d'une clandestinité de huit ans, étant des intellectuels désargentés. Laisser l'argent agir, ç'aurait été favoriser tous ceux qui, sous le régime de Bao-Dai, ont pu s'enrichir trop aisément.

Donc, mise à part cette petite phrase — mais elle est d'importance — que j'ai signalée plus haut, aussi vague que menaçante, et qui trahit la nature dictatoriale du régime, la réglementation électorale sud-vietnamienne est assez semblable à celle des autres pays et possède toutes les apparences d'une réglementation démocratique.

Il est vrai qu'en dehors de son pays d'origine, en Angleterre et dans la prospère Amérique des soixante

familles, la démocratie ne fonctionne plus parfaitement nulle part. Il est trop évident que la démocratie forme souvent un paravent à des féodalités économiques. Nous sommes loin des rêves de Montesquieu. Il est peut-être dans la nature du pouvoir de tendre à être totalitaire, à dominer la force, et il n'y a de démocratie que là où il y a équilibre des forces.

Dans un pays sans bourgeoisie, où le revenu moyen est extrêmement bas, le gouvernement n'est pas seulement une source de pouvoir, il est aussi une puissance économique ou tend à l'être. La dictature en est la conséquence naturelle.

Le gouvernement, dès qu'il est maître de l'armée et de la police, s'il a des partisans sûrs pour l'encadrer, dispose de moyens de pression considérables. Et il est juste de dire que, à la différence des gouvernements précédents qui ne disposaient que d'une clientèle peu sûre, M. Ngo Dinh Diem a des partisans qui se recrutent principalement dans les milieux catholiques.

L'estampille sur la carte électorale servira à distinguer ceux qui ont voté de ceux qui se sont abstenus. De même, lors du référendum du 23 octobre, il était facile, par la couleur rouge ou verte du bulletin de vote, de repérer les suspects.

Le peuple vietnamien, d'autre part, est moins ardent à la lutte aujourd'hui que naguère. Il estime que ses objectifs nationaux sont en gros atteints. Le problème est devenu pour lui un problème strictement intérieur. Et comme, dans l'ensemble, il n'est ni communiste ni anti-communiste et qu'il n'a pas un goût spécial pour la guerre civile, il jugera un gouvernement à ses réalisations concrètes. Il tend à « fermer le dossier ». Cela favorise une situation de *standstill*. Dans cette perspective on croit, du reste, reconnaître une division de l'Indochine en quatre zones d'influence : le Laos français, le Cambodge neutraliste, le Sud-Vietnam américain et le Nord sino-soviétique.

La dictature facilitée par les faits qui viennent d'être décrits, est, d'autre part, imposée par l'anarchie et le vide politique que le régime de Bao Daï a laissé derrière lui en s'écroulant : c'est même quelque chose de plus qu'un « vide politique » quand on voit la police de Saïgon entre les mains d'un homme du « milieu ».

Le principal atout de M. Diem réside dans le fait de disposer des masses catholiques. Dans la décadence du bouddhisme et du confucianisme, le catholicisme au Vietnam est seul capable d'opposer une pensée organique commune, un principe d'unité et d'action en face du marxisme. En dehors du marxisme et du catholicisme, il n'y a que des ambitions individuelles. Le nationalisme, ayant atteint ses buts, donne l'impression de déboucher sur le néant. Le jour où M. Edgar Faure déclarait la mission de M. Diem terminée et paraissait soutenir Bao-Daï, il a gratuitement fourni à M. Diem un bouc émissaire dont il avait besoin pour rétablir sa situation. M. Mendès-France paraissait mieux comprendre la situation lorsqu'il cherchait à désolidariser la France d'une politique et d'un régime dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils étaient rejetés par les événements.

La politique n'est pas le lieu où l'on exprime des désirs, mais celui où l'on constate de dures réalités, en vue de mesurer exactement les possibilités d'action. Il semble qu'il faille aujourd'hui constater la stabilisation du régime sud-vietnamien, stabilisation obtenue contre Bao-Daï et les sectes, mais non encore contre le Vietminh. Le danger qui guette M. Diem est plutôt la désagrégation intérieure, due à une lutte sourde, qu'on discerne à certains indices, entre les grands du régime et même entre les membres des clans Ngo et Tran.

L'anti-communisme militant, à la manière de McCarthy, pratiqué par M. Diem crée cependant en Indochine une zone de tension dangereuse, au moment même où l'on craint que l'U. R. S. S. ne veuille engager la Chine dans le Sud-Est asiatique pour la détourner de la Mon-

golie extérieure et de la province maritime de Sibérie. D'autre part, la non-exécution d'un traité signé par neuf puissances a quelque chose de déprimant dans la vie internationale.

Cependant les périls ne sont pas imminents. Le gouvernement de la République démocratique du Nord-Vietnam, lié au bloc sino-soviétique, ne semble pas vouloir compromettre la politique du sourire de ses alliés. Le maintien du *statu quo* au Vietnam, zone bien moins importante que la Corée, permet à l'Est de maintenir le *statu quo* allemand, ce qui est plus important, ou de rechercher dans la détente une solution pour le pays, qui ne serait pas concevable dans un climat de guerre froide.

La conférence de Karachi qui s'est terminée le 10 mars n'a pas apporté d'éléments nouveaux, si elle a permis aux membres de l'O.T.A.S.E. de confronter avec « franchise » leurs points de vue. Après avoir assisté à une manœuvre aéro-navale le 14, au large de Bangkok, avec la participation, un peu réticente, de la Grande-Bretagne, du Pakistan, de la Thaïlande, etc., M. Dulles s'est arrêté à Saïgon le même jour pour renouveler à M. Diem l'assurance du soutien américain. La France, responsable de l'exécution des accords d'armistice au-dessous du 17e parallèle (par exemple d'assurer la vie et la liberté des anciens combattants du Vietminh) se trouve dans l'incapacité matérielle de remplir ses obligations. Gênée au surplus par l'affaire d'Algérie, elle dispose de peu de moyens d'action. Elle a refusé, néanmoins, significativement de faire participer sa flotte aux manœuvres de Bangkok. Enfin, M. Sainteny, délégué du gouvernement français auprès du gouvernement de Nord-Vietnam, vient d'être reçu par le Président de la République. La France paraît décidée à jouer le rôle de conciliateur entre les régimes opposés au Vietnam. Il est possible qu'elle parvienne un jour à démocratiser l'un et l'autre. Mais, pour le moment, nous en sommes loin.

Le rôle d'une nation idéaliste est bien celui qui con-

vient à la France. Mais elle ne le jouera que le jour où elle parviendra à réduire les féodalités diverses qui dévorent l'État et à lever certaines hypothèques du passé.

Tout ce qui vient d'être dit laisse prévoir un confortable succès électoral pour les trois partis gouvernementaux, dirigés par des ministres en exercice : le Mouvement de la révolution nationale, le Rassemblement des citoyens, le Mouvement pour la conquête et la défense des libertés.

L'opposition officielle est formée par le Bloc du congrès, qui rassemble le Parti de la restauration nationale, le Parti socialiste, le Front national de la résistance, le Comité révolutionnaire et le Parti républicain. Protestant contre la réglementation électorale, elle a refusé de participer aux élections. Il est difficile de savoir ce que représentent ces partis, ni quels sont leurs effectifs. Le meneur de jeu est le Parti républicain, animé par M. Phan Quang Dan, qui, sous le nom de Phan Huy Dan, avait été ministre du gouvernement du général Yuân. Il semble que M. Phan Quang Dan veuille faire oublier cette compromission passagère avec un gouvernement pré-baodaïste. L'homme n'est pas sans un tempérament révolutionnaire et serait assez indifférent aux questions d'argent. Il est connu pour avoir opposé courageusement dans un secteur de Hanoï en 1944 ou 1945 une résistance réussie contre le Vietminh.

Mais entre l'opposition et les partis gouvernementaux la différence est d'hommes, de tempéraments, de méthodes, plutôt que de politique. Ils veulent correspondre à l'un ou l'autre des deux partis américains et se rejoignent dans le même américanisme.

Quant à l'opposition représentée par l'ancien président du Conseil M. Tran Van Huu, elle semble limiter son rayon d'action à Paris, ce qui est peu pour le moment.

17 mars 1956. PIERRE DO DINH.

SOUS LE MASQUE DE LÉNINE

La Russie a connu deux sortes de révolutions dans son histoire : des révolutions d'en haut comme celles d'Ivan IV, Pierre le Grand, Lénine et Staline, et d'autres, venues d'en bas, dont les plus connues sont les révoltes de Stenka Razine, Pougatchov, et la révolte paysanne de 1905. En octobre 1917, Lénine a su greffer une révolution d'en haut sur une vaste révolte paysanne. Mais déjà la révolte des Cosaques du Don, admirablement évoquée par Cholokhov dans *Le Don paisible,* annonçait un mouvement nouveau dont le mot d'ordre était : « Les Soviets sans les Bolcheviks », et qui est devenu actuel avec les grandes grèves des camps sibériens de 1948 à 1955.

Il faut tenir compte de ce contexte quand on essaye de comprendre les perspectives nouvelles ouvertes par le vingtième congrès et notamment la destruction du culte de Staline opérée d'ailleurs d'une manière toute stalinienne, et rappelant la méthode suivie par Joseph Vissarionovitch contre Trotsky.

Trois forces s'opposent aujourd'hui au régime :

1° Les ouvriers qui ont pu acquérir une conscience claire de la situation que le régime leur fait, situation qu'ils subissent sans l'accepter.

2° Les paysans kolkhoziens qui livrent une bataille désespérée sur leurs parcelles individuelles et résistent selon leurs moyens à l'exploitation par le patron État.

3° La classe des techniciens forte de trois à quatre millions d'hommes et comprenant aussi bien les directeurs techniques des grandes usines que les ingénieurs en chef et jusqu'aux contremaîtres de l'industrie soviétique.

Aux yeux de cette couche nouvelle, le parti représente une organisation parasitaire et le plan qui leur arrive assez régulièrement tous les ans avec deux ou trois mois de retard est un obstacle à l'épanouissement normal des forces industrielles de leur pays. C'est chez les techniciens et la jeunesse des Universités que mûrissent les idées d'un changement futur. Mais le contact avec les ouvriers et les paysans n'est pas

encore établi. D'ailleurs, la revendication essentielle des techniciens reste la sécurité personnelle et une liberté d'action dans leur domaine propre. (Peu de temps avant le vingtième congrès, trois mille représentants de cette classe de techniciens, réunis au Kremlin, ont pu s'exprimer pour la première fois dans l'histoire de l'U.R.S.S. en toute liberté et faire valoir leurs revendications. Au vingtième congrès même, Pervoukhine a été leur porte-parole.)

Ni les techniciens, ni les ouvriers n'ont attendu des révélations de Khrouchtchev pour savoir que Staline était le « plus grand des gangsters de tous les temps ». Est-ce que le fait de dire tout haut ce que les Russes savaient depuis trente ans peut réhabiliter le régime à leurs yeux ? Suffit-il de constater, comme l'a fait Mikoyan, que depuis vingt ans les sciences économiques aussi bien que l'histoire, que la philosophie, n'étaient constituées en U.R.S.S. que par des « formules scolastiques ». Certainement pas, car ce n'est pas Staline qui peut être rendu responsable des insuffisances de l'appareil conceptuel marxiste-léniniste. Et Yarochenko, l'économiste que Staline avait réfuté au dix-neuvième congrès, est un vivant exemple de l'opposition qui cherche des voies nouvelles. Or, Yarochenko est resté absent au vingtième congrès.

Ce n'est point par hasard que les premiers troubles ont éclaté en Géorgie, que c'est à Tiflis que les étudiants ont déchiré les portraits des membres de la direction collective. Il serait assez paradoxal que ce soit pour défendre Staline que la foule soit descendue dans la rue pour la première fois depuis octobre 1917. Il est infiniment plus probable que les Géorgiens, qui ont eu plus à souffrir que n'importe quelle autre nationalité non russe, aient voulu de la sorte manifester tout simplement contre le régime et préluder à la revendication de cette indépendance que Staline et Béria leur ont fait perdre.

Plus importantes encore que les manifestations géorgiennes seront celles des paysans kolkhoziens qui devront rendre leurs *oussadby,* leurs parcelles individuelles, dont les prive un récent décret. L'épreuve de force se livrera à la campagne. Khrouchtchev a pris la précaution de promettre aux kolkhoziens des à-valoir sur leur salaire payé annuellement et après coup, il laisse également aux présidents des kolkhozes une liberté relative dans l'application de la mesure d'expropriation. Et cependant, c'est quand même là, dans les campagnes

russes, que le régime aura à faire la preuve décisive de sa raison d'être.

En attendant le fameux Code pénal promis depuis la mort de Staline, il faut bien constater que les méthodes de la direction monolithiquement collective restent très staliniennes. Ainsi a-t-on appris au vingtième congrès qu'un certain nombre de membres du Comité central ont été « libérés » pour incapacité. On a également constaté que si tous les directeurs sont égaux, certains sont plus égaux que d'autres, car les citations de Khrouchtchev étaient nettement plus nombreuses que celles empruntées à ses co-directeurs. Khrouchtchev avance sous le masque de Lénine. Ce nom évoque pour les Soviétiques le bon temps de la Nep. Mais est-ce une nouvelle politique économique que Nikita Serguéievitch inaugurera ? On peut en douter même si la *pomme de terre,* insuffisamment produite et mal distribuée, a été une des questions-vedettes de ce vingtième congrès. Sur son front intérieur, le régime livre une bataille défensive. L'Occident va-t-il une fois de plus venir à son secours en réhabilitant Boulganine et Khrouchtchev, qui furent pendant trente ans les aide-bourreaux de Staline ?

JEAN ROUNAULT.

PETITE SUITE MOYEN-ORIENTALE

LE PACTE DE BAGDAD CONTRE LES KURDES

Les détracteurs du Pacte de Bagdad sont enfin confondus. Cet instrument diplomatique vient de prouver son utilité, si généralement contestée : il a permis à l'Iran de réduire la petite tribu des Kurdes Djavanroudis, sans que ceux-ci aient pu, comme à l'ordinaire, chercher refuge en Iraq.

D'aucuns trouveront peut-être paradoxal qu'une alliance destinée à assurer la défense de l'Orient joue d'abord, et jusqu'ici exclusivement, contre les petits-neveux de Saladin. Mais pareille conséquence avait pu être prévue de longue

date. Dès avant la signature du traité, *Le Monde* rappelait l'existence en Turquie et en Iraq « d'une importante population kurde, toujours prête à secouer le joug du gouvernement central. Le Pacte envisagé définirait donc l'action commune à prendre dans une telle éventualité ou dans l'hypothèse de tout mouvement subversif, aussitôt affublé, d'ailleurs, de l'étiquette communiste ».

On ne pouvait mieux prédire. Selon les agences, un des motifs de la détermination avec laquelle l'Iran a opéré contre les Djavanroudis réside dans le souvenir de la « République populaire kurde, proclamée en 1946 à la faveur de l'insurrection de l'Azerbaïdjan ». L'étiquette communiste est donc, ici, appliquée avec effet rétroactif.

Rien ne fut moins soviétique cependant que le petit État kurde éphémère, constitué en décembre 1945 par quelques notables de Mahabad, détruit un an plus tard par le gouvernement de Téhéran dont il avait cependant reçu pacifiquement les troupes. Un observateur américain, le colonel Archie Roosevelt Junior, en a témoigné à l'époque, dans un article de *Middle East Journal* de Washington : « La République kurde était une affaire qui marchait. Les exigences (de son président, Qazi Mohammed) étaient modérées : autonomie kurde au sein de l'État iranien... Tandis que le terrorisme régnait sans contrôle dans l'Azerbaïdjan, il y avait au Kurdistan très peu de prisonniers politiques, si même il y en avait. Dans les rues de Mahabad on pouvait entendre les émissions d'Ankara et de Londres, tandis qu'à Tabriz les écouter était puni de mort. Que cette liberté fût due à la modération et au libéralisme de Qazi Mohammed et de son cabinet, ou à la présence de tribus qui n'eussent pas supporté de violences contre des proches, le fait est que le régime fut populaire au moins chez les citoyens de Mahabad, qui se réjouissaient de ce répit après les exactions et l'oppression qu'ils considéraient comme la caractéristique du gouvernement persan. »

Une des conséquences de la chute de Mahabad fut la fermeture des écoles kurdes, par lesquelles se seraient éduquées les tribus montagnardes comme celle des Djavanroudis dont il est question aujourd'hui. Une autre conséquence fut, il est vrai, le passage du général kurde Moustapha Barza et de ses hommes en U.R.S.S., seul refuge qui leur restait

ouvert. La politique sans nuances des États orientaux (Syrie et Liban exceptés), la négligence de l'Occident ont rejeté vers Moscou beaucoup de nationalistes kurdes. Est-ce à ceux-ci qu'il faut en faire grief ?

PIERRE RONDOT.

Mgr MAKARIOS PAIE POUR GLUBB PACHA

Dans la livraison de janvier de *La Vie Intellectuelle,* évoquant le drame de Chypre, nous suspendions son évolution au résultat des élections législatives grecques. Les Britanniques montraient, en effet, à la veille de ces élections, une certaine propension à la négociation : la raideur ne risquait-elle pas de pousser la Grèce vers le Front Populaire ? Mais, le danger passé, le saint est oublié. Sir Anthony Eden, jusque-là souple, se réveille brutal : Mgr Makarios, chef du mouvement pour le rattachement de Chypre à la Grèce, est déporté, avec trois autres prélats, dans l'Océan Indien. Voilà un événement formidable, qui soulève l'émotion du monde entier. Le Saint-Synode de Grèce se réunit en conseil extraordinaire, tandis que les émeutes redoublent dans l'île où règne la terreur. En une journée, onze bombes éclatent en divers points de l'île.

Que s'est-il passé ? Non seulement le Front Populaire a été évité en Grèce (de justesse, d'ailleurs, et le gouvernement de M. Karamanlis ne disposera que d'une majorité de dix voix sur un total de trois cents députés, par suite de la défaite écrasante des libéraux de la tendance Vénizélos), mais l'attitude gouvernementale s'est profondément modifiée. Le président du Conseil et son ministre, M. Papakonstantinou, étonnent par leur modération. Peut-être pensent-ils que cette affaire les entraîne au delà de leur objet, que Chypre alimente trop la poussée à gauche, qu'il vaut mieux mettre de l'eau dans son vin, pendant qu'il en est encore temps, et s'entendre avec les Britanniques pour raccommoder les affaires occidentales dans cette partie de la Méditerranée. Les Anglais, depuis les élections, se sont durcis; la majorité gouvernementale grecque se montre plus souple, ce qui encourage d'autant les Anglais, tandis que le centre de la révolte est de plus en plus Nicosie, où les Chypriotes ne cèdent pas.

D'autre part, un autre événement important s'est produit dans la région, événement qui exaspère les Anglais et les porte à l'extrême : la destitution de Glubb Pacha, par le roi Hussein de Jordanie. Ce nouvel ébranlement dans le système moyen-oriental de la Grande-Bretagne rend plus précieux le maintien d'une base militaire solide à proximité. Il rend plus précieuse, aussi, l'amitié anglo-turque, et l'on n'hésite plus à sacrifier les cinq cent mille Grecs de l'île à la minorité des cent mille Turcs. Il s'agit, là encore, de sauver le pacte de Bagdad, si menacé par ailleurs, et dont la Turquie constitue un des meilleurs éléments. Aussi voit-on, pendant cette période troublée, les négociations buter sur le fait que dans une assemblée locale chypriote les Turcs ne joueraient qu'un rôle minime, et M. Selwyn Lloyd (ministre des Affaires étrangères britannique) va en conférer à Ankara. C'est d'Ankara, d'ailleurs, que venait l'information faisant de Mgr Makarios non seulement le chef de l'Enosis, mais aussi, en fait, celui de l'organisation terroriste clandestine E.O.K.A. [1] Dans cet entraînement, ce qui paraissait aux Anglais susceptible d'être négocié, comme l'amnistie aux condamnés politiques, est devenu inacceptable. Tous les prétextes sont bons et lors de la perquisition à l'archevêché on n'a rien trouvé qui compromette Mgr Makarios. Ainsi est-on arrivé à la rupture, car, quelle que soit la bonne volonté des gouvernementaux grecs, l'opinion publique est là, dont il faut tenir compte.

Que penser de cette rupture, qui va plus loin, probablement, que les Anglais n'avaient imaginé ? Pratiquement, elle aboutit à enterrer l'alliance balkanique, à démanteler l'alliance atlantique, tandis que plus rien ne subsiste de l'amitié gréco-turque. Athènes rappelle son ambassadeur de Londres et porte plainte auprès du Conseil de Sécurité, dénonçant, devant l'opinion publique, « l'acte irréfléchi » que constitue la déportation de l'archevêque. A ce point, les Américains et M. Knowland lui-même (ceci est une référence) s'inquiètent. Ils comprennent toutes les conséquences de la regrettable lettre de M. Foster Dulles et font volte-face. Au grand mécontentement de sir Anthony, ils assurent les Chypriotes de

1. *Ethinki Organozis Kyprion Agonistos* (Organisation Nationale des Combattants Chypriotes).

leur solidarité, et Bevan triomphe de voir, pour une fois, les conservateurs compromettre l'accord anglo-américain, alors qu'il s'en révèle le plus noble défenseur.

Sous ces outrages, sir Anthony Eden, dit-on, perd courage. Lui qui était le moins rigide des conservateurs, n'a-t-il pas trop cédé aux « révoltés du canal de Suez », aux plus classiques Tories ? La peur (et les Américains) seront peut-être bons conseilleurs.

JACQUES NANTET.

CONSTITUTION PATERNALISTE POUR L'ÉGYPTE

En apportant, le 16 janvier dernier, une Constitution à l'Égypte, le colonel Gamal Abdel Nasser tenait, sans doute, l'engagement que la Junte militaire avait pris trois ans plus tôt. Mais il ne le faisait pas dans le sens libéral qu'avaient laissé entrevoir ses premières déclarations et selon lequel avait travaillé le comité Ali Maher. Depuis plusieurs mois, en effet, le président Abdel Nasser avait déclaré que l'octroi des libertés démocratiques serait prématuré, capitalistes et féodaux restant encore capables d'influencer les votes.

Du moins, les plus récentes communications officieuses laissaient-elles attendre un texte original, puissant et réaliste. Selon une haute personnalité égyptienne, la Constitution « ne serait pas un répertoire de grandes et belles paroles, de phrases ronflantes et grandiloquentes », mais « le reflet fidèle de la vie du peuple... elle énumérera les objectifs de la société et les moyens de son évolution, de manière qu'elle soit le reflet des forces populaires « (*L'Orient,* 5 janvier 1955).

Cependant la charte proclamée au Caire devant une vaste assistance, rangée selon l'ordre corporatif, frappe surtout par sa banalité solennelle. Les clauses de style y abondent, heureuses ou non : l'Égypte « fait partie intégrante de la grande nation arabe s'étendant de l'océan Atlantique au golfe Persique... L'Islam est la religion de l'État. La famille est à la base de la Société; elle s'appuie sur la religion, la morale et le patriotisme », etc... D'autres prescriptions, plus intéressantes parce qu'elles formulent l'évolution sociale déjà entamée en fait par le nouveau régime, ne sont cependant que les éléments d'une « Déclaration des droits » dépourvue de sanc-

tion concrète : « L'État assure à la femme la compatibilité entre son rôle dans la société et ses devoirs au sein de la famille... La justice sociale est la base des impôts et des charges publiques... Les Égyptiens ont droit à l'assistance... ont droit au travail... La création des syndicats est un droit garanti... », etc.

Parfois, l'annonce d'une intervention de la loi semble ajouter une précision pratique : « La loi... assure la compatibilité entre l'activité économique générale et l'activité économique privée... La propriété privée est inviolable, la loi en organise la fonction sociale... La loi détermine les moyens de protection de la petite propriété agricole... La loi organise les rapports entre ouvriers et patrons, sur une base économique, tout en tenant compte des principes de la justice sociale », etc... L'expérience du Proche-Orient moderne enseigne, cependant, que ces garanties légales restent parfois toutes théoriques; il arrive que la loi renvoie au décret, ce qui ramène la matière dans le domaine de l'exécutif; ou encore, tout simplement, la pratique administrative prévaut sur les principes.

L'organisation des pouvoirs fait, il est vrai, l'objet de dispositions plus vigoureusement charpentées. Il existera en Égypte une Assemblée nationale exerçant le pouvoir législatif, approuvant le budget, habilitée à refuser sa confiance à tel ministre pris isolément, susceptible d'ailleurs d'être dissoute par le président de la République. Celui-ci est élu par référendum, sur présentation de l'Assemblée; il cumule les pouvoirs de chef de l'État et de chef du gouvernement, détient l'exécutif, nomme et révoque ministres et fonctionnaires, exerce l'initiative et le veto législatif. Les pouvoirs du président, fixés à six ans, excèdent d'une année ceux de l'Assemblée.

Enfin, pivot de cet adroit agencement, l'article 192 institue le parti unique : « Les citoyens forment une Union Nationale en vue de réaliser les buts de la Révolution, et afin de conjuguer leurs efforts pour édifier une nation saine des points de vue politique, social et économique. L'Union Nationale présentera les candidats à l'Assemblée Nationale. Les modalités de sa formation feront l'objet d'une décision du président de la République. »

Peu importeront, dès lors, les dispositions électorales. Quelques-unes sont déjà connues : vote obligatoire pour les

hommes, facultatif pour les femmes, qui ne seront pas éligibles. Il est possible, selon certaines indications, que le scrutin soit corporatif. Il ne comportera, en tout cas, aucune inconnue : le plébiscite de juin confirmera au pouvoir le colonel Abdel Nasser.

« Mélange de vues théoriques et de dispositions restrictives, écrit *Le Jour* de Beyrouth, la Constitution égyptienne est appelée à consolider les assises de la présente dictature. » Plus encore qu'à la Constitution turque de Moustapha Kemal, qui instituait un régime d'Assemblée et n'excluait pas la possibilité d'une évolution démocratique, elle évoque le précédent syrien de Chichakli. Sous des apparences présidentielles, elle consacre en réalité le pouvoir personnel, dont elle proclame qu'il sera exercé pour le bien du peuple. La forme est socialiste et parlementaire, le fond autoritaire et paternaliste.

Que ce régime soit le mieux adapté à l'Égypte actuelle, chacun sans doute en conviendra, en remarquant d'ailleurs qu'il ne vaudra que par son application. Mais était-il nécessaire, pour ce résultat somme toute modeste, d'accumuler tant de promesses, de proclamations, d'anticipations éloquentes ? Toute cette mise en scène, prolongée pendant des semaines et des mois, ne pouvait ménager que déception à l'opinion extérieure. Il faut donc croire que le peuple égyptien avait, dans l'esprit de ses dirigeants, grand besoin d'une puissante diversion.

PIERRE RONDOT.

LA JORDANIE SANS GLUBB

Voici exactement un an, un quotidien libanais chiite, habituel zélateur du nationalisme arabe et avocat des Hachémites, commentait l'adhésion de la Grande-Bretagne au Pacte de Bagdad et l'abrogation corrélative du traité anglo-iraquien « inégal » de 1930. Il écrivait : « Certes les Anglais ont manifesté beaucoup de souplesse et de diplomatie pour le règlement de la question iraquienne. Nous espérons qu'ils traiteront le problème jordanien dans le même esprit » (*Al Hayat*, 31 mars 1955).

Les événements ont répondu. Les Britanniques ont essayé

de traiter la Jordanie, non pas comme l'Iraq en 1955, mais comme l'Iran en 1951. Ils ont tenté de maintenir Glubb, et leurs obligeants subsides, à Amman, de même qu'ils avaient voulu conserver l'Anglo-Iranian à Abadan. Mais il semble bien que le temps soit révolu, en Orient, de dominations indirectes aussi évidemment fondées sur l'économie, la finance et la stratégie. Un style plus subtil est aujourd'hui de mise, mais c'est moins l'Occident anglo-saxon que l'U.R.S.S. qui s'y essaie : l'apport des avantages matériels ne prétendra plus réaliser un impossible contrepoids aux tendances naturelles des peuples, il viendra alimenter leurs passions, préalablement flattées et exaltées.

De longue date (on pourrait presque dire : dès l'origine) la politique anglaise à Amman retardait. Les Britanniques avaient fomenté à Bagdad, avec le brillant Faysal Ier, choisi par Lawrence, le nationalisme iraquien et l'unité arabe; en même temps, avec l'astucieux et falot Abdallah, flanqué de Kirkbride, le financier, et de Glubb, le soldat, ils avaient fait de l'émirat bédouin de Transjordanie un élément ambigu, cordon sanitaire ou glacis, place d'armes, amorce, ou État-tampon. Lorsqu'en 1948, par suite de la naissance d'Israël et du partage de la Palestine, l'émirat, accru de la vieille ville de Jérusalem et de la Samarie, bourré de réfugiés arabes, fut devenu le royaume de Jordanie, pareille politique avait perdu le meilleur de ses bases et de ses ressources; l'assassinat d'Abdallah, en 1951, et le départ de Kirkbride pour la Libye, accrurent ses difficultés. Pour la faire, malgré tout, durer jusqu'à ce jour, il a fallu beaucoup de savoir-faire; le mérite en revient, pour un grande part, à Glubb. Sur un terrain si longtemps et si profondément travaillé, les Britanniques ne pourraient-ils pas trouver encore, dans les débris même du système, le moyen d'un redressement ?

Pour en décider avec certitude, il faudrait savoir quelle fut, dans les motifs de l'éloignement de Glubb, la part des facteurs personnels. Ils sont toujours, en Orient, considérables; de quel poids ne devaient-ils pas jouer dans le cas d'un homme qui aura mené, depuis un quart de siècle, l'immuable jeu d'une puissance occidentable dans la bourgade-capitale d'un État arabe ? Glubb était trop averti, certes, pour méconnaître à la fois ses limites propres et les servitudes que lui imposait sa mission. Au printemps 1948,

il s'est gardé de mener lui-même l'Arab Legion au combat contre Israël. A l'automne 1955, il a laissé à Sir Gerard Templer le soin compromettant de prôner l'adhésion au Pacte de Bagdad. On assure cependant qu'il aurait déplu au roi de Jordanie en l'avisant que ses troupes, en cas de guerre contre Israël, ne pourraient efficacement défendre Jérusalem et la Samarie. Cette vue pessimiste, mais objective, aura sans doute renforcé les rumeurs qui, depuis des mois, dénonçaient en Glubb un complice clandestin d'Israël, et dont l'origine serait peut-être à rechercher dans de minces incidents de la vie courante.

Le départ de Glubb est un symbole éclatant; à cet égard, il aura dans tout l'Orient des répercussions profondes, et peut-être assez durables. Mais, après Glubb, la politique britannique d'alliance, de conseils et de subsides, semble devoir être poursuivie en Jordanie. A cet égard, la comparaison que nous esquissions ci-dessus, avec l'Iran de 1951, ne doit pas être poursuivie trop loin : en dépit des apparences, suscitées par les remous de l'opinion autour d'une figure pittoresque, les positions britanniques sont peut-être aujourd'hui, à Amman, moins profondément ébranlées qu'on n'aurait pu d'abord le croire.

Les prochains mois décideront d'une compétition encore largement ouverte. Une tentative britannique pour aligner la Jordanie sur l'Iraq a échoué, mais Londres peut encore, dans une certaine mesure, mener en Jordanie un jeu particulier, réplique et continuation, sans cesse moins facile, de celui qui justifia jadis l'existence même de la Transjordanie. L'avenir dira combien de temps cette paradoxale survie demeurera efficace, et quelles combinaisons de rechange, avant qu'elle ne cesse, le gouvernement britannique saura lui substituer.

PIERRE RONDOT.

EISENHOWER CANDIDAT

En acceptant de laisser représenter sa candidature, le président Eisenhower obéit au sentiment d'un devoir patriotique; en fait, il rend surtout service à son parti.

S'il s'était désisté, les républicains auraient eu grand-pei
à s'entendre sur un autre nom; c'était la foire à l'empoign
les rivalités de tendances se réveillaient. Il fait l'unité. I
désintéressement de son geste ajoute encore à son prestig
Et cela paraît compenser amplement les doutes auxquels pe
donner lieu son état de santé.

On en discutera cependant. Si guéri qu'il soit, un cardi
que reste sujet à des récidives imprévisibles. Il devra
ménager, et, demandent les démocrates, les États-Unis pe
vent-ils se payer le luxe d'un président « à demi-temps »? S
redevenait invalide, on s'est aperçu que la Constitution
prévoyait rien pour sa suppléance, et que le secrétaire d'Éta
ou le vice-président, ou même le secrétaire général de
présidence, exercerait plus ou moins anonymement le po
voir. Et l'éventualité d'une interruption de son mandat
qu'il n'écarte pas lui-même — rend aiguë la question génér
lement anodine de la vice-présidence.

D'ordinaire le choix du vice-président résulte, comme da
le cas de Truman, d'un compromis entre divers groupes;
bien, comme dans celui de Théodore Roosevelt, on cherche
neutraliser un gêneur; ou bien, comme dans celui de Nixo
on donne satisfaction à la minorité battue. Peut-on raiso
ner de même s'il risque d'accéder effectivement à la magistr
ture suprême? Nixon, en 1952, s'est fait haïr des démocrat
en les accusant de crypto-communisme; ils jugent que sa dé
gnation aliénerait aux républicains beaucoup d'indépendan
Mais, depuis lors, il s'est distancé de l'extrême-droite. Kno
land combat ouvertement sa candidature; et comme le can
dat éventuel de la « gauche », le juge Warren, autre Califo
nien, a été plus ou moins mis hors de cause par le préside
qui déclare ses fonctions incompatibles avec la politique,
ne voit pas très bien quel nom opposer au sortant. Un sig
d'Eisenhower, au congrès du parti, lui assurerait la victoi
A moins qu'il ne se retire spontanément et n'échange la vi
présidence contre un portefeuille ministériel, en vue de mie
préparer pour 1960 une candidature présidentielle qui courc
nerait son ambition... Certains bons apôtres le lui suggère

S'effacer serait, en effet, le seul moyen d'ôter son arg
ment aux démocrates. Qu'il persiste, ils l'attaqueraient; q
son parti le rejette, ils triompheraient. Mais ils ne gagn
raient pas la partie pour autant. La question raciale, une f

le plus, les divise profondément. Elle confirmera sans doute, comme porte-drapeau, M. Stevenson, qui contrairement à l'aile « libérale » des Kefauver et des Harriman, a tenu des propos très prudents et déconseillé d'imposer par la force les décisions de la Cour suprême; sous sa conduite, le Sud restera ou redeviendra « solide »; le désaccord n'en subsiste pas moins, et la position beaucoup plus nette des républicains leur vaudra de nombreux suffrages chez les hommes de couleur ou leurs sympathisants. Les maladresses de M. Dulles, en revanche, prêtent à la critique; mais lorsque les démocrates, encore ulcérés par l'accusation de défaitisme, tentent de la retourner et de reprocher à l'administration actuelle ses « lâchages », on peut douter que leurs clameurs inopinément pelliqueuses séduisent mieux que le slogan républicain de « paix et prospérité ». La guerre de Corée a éclaté sous M. Truman; l' « esprit de Genève », si précaire soit-il, et les retournements de la tactique soviétique, ont apparu sous M. Eisenhower; ni l'un ni l'autre n'y sont pour rien, mais les polémiques, injustes comme toujours, ne manqueront pas d'exploiter ces coïncidences.

Constatons simplement que ces faits récents révèlent à nouveau combien il est fallacieux de coller aux partis américains nos étiquettes européennes de « droite » et de « gauche ». Lorsqu'il s'agissait des libertés syndicales et de la loi Taft, ou du New Deal en général, les démocrates se classaient « à gauche », et ils y restent; en matière de « chasse aux sorcières », les choses paraissent beaucoup moins claires, M. McCarthy ayant des associés démocrates aussi virulents que lui, et en politique internationale les rôles se sont intervertis (dans la mesure où les esprits réfléchis des deux camps ne suivent pas une ligne commune); quant aux Noirs enfin, les démocrates, malgré l'impulsion donnée par Roosevelt, demeurent singulièrement alourdis par une intransigeance sudiste avec laquelle leurs rivaux n'ont jamais dû compter.

AUGUSTE VIATTE.

Science et poésie

Regards sur la nouvelle littérature allemande

Cet article n'a d'autre ambition que de tenter une esquisse de la vie culturelle allemande d'aujourd'hui, et plus particulièrement de sa littérature née de la catastrophe, des ruines et de l'abîme. Précisons-le immédiatement : cette esquisse se limitera aux conditions faites à la création littéraire sur le territoire de la République fédérale.

« Il y a une fissure entre la littérature allemande actuelle et la littérature de la génération post-wilhelminienne et weimarienne », a écrit Alfred Döblin. Cette fissure représente en fait ce qu'a duré le régime national-socialiste avec, dès 1933, ses bûchers de livres, ses chasses à l'homme, ses camps de concentration, ses fonctionnaires de littérature et d'art, ses méthodes de provocation et de dénonciation. La littérature allemande prend alors des chemins divers qui conduisent à l'asservissement, au régime, à l'exil ou au silence.

« Pauvre littérature allemande! », pourrait-on s'écrier avec Friedrich Sieburg, mais en appliquant cette exclamation non pas, comme lui, à notre époque, plutôt à

celle qui s'est effondrée en 1945. Romantisme désuet, mélodrame décadent et pervers de la *Blut und Boden Dichtung* (littérature du sang et du sol) qui connut son apogée sous le régime nazi. Que reste-t-il de la gloire de ces quatre-vingt-huit écrivains qui signèrent la célèbre « Adresse de fidélité au Führer », si l'on veut bien faire exception de deux noms, Hans Carossa et Gerhart Hauptmann, et de quelques cas limites comme ceux d'Ernst Jünger ou de Gottfried Benn. Certes, il arrive que l'on réédite Bruno Brehm, Erich Dwinger ou Hans Grimm, qui ont retrouvé aujourd'hui une partie de leur public d'hier et développent dans des œuvres nouvelles leurs thèmes favoris : colonialisme, racisme, antibolchevisme. Mais à cette littérature s'en ajoute une autre dont l'influence dans l'opinion publique pourrait être plus nocive, parce que largement exploitée dans un certain nombre d'illustrés à grand tirage : mémoires, souvenirs des hommes politiques, carnets des généraux d'état-major, des héros de la dernière guerre, feuillets bleus ou roses de l'ex-secrétaire, de l'ex-interprète, de l'ex-valet de chambre, de l'ex-cuisinier. « J'étais la brosse-à-dents-de-Hitler », que n'ai-je donc pas à vous raconter ?

Tandis que ce régime met à l'honneur cette littérature que l'on aurait souhaitée sans lendemain, l'un des phénomènes les plus intéressants de cette vie de l'esprit enchaînée est celui que l'on a nommé « émigration intérieure ». Des écrivains se sont tus dès les premières années de la tyrannie. Ils entrèrent dans « l'Innerlichkeit » ou le silence, en signe de protestation, y cherchèrent refuge.

« Bienheureux aujourd'hui est celui qui sait se taire », écrivait Gertrude von Le Fort,

Et connaît la douceur, loin de la honte des jours sombres,
Car il faut que la lumière se réfugie dans l'ombre
Et soyons heureux d'être solitaires

Rendons grâces au ciel de demeurer oubliés.
Seul l'homme qui pleure sera encore consolé,
Car dans les larmes naîtra l'amour,
Mais aimer c'est périr, et la mort guette chaque jour.

La résistance active au régime menée par quelques intellectuels fut soutenue par des écrivains comme von Ossietzky, Ernst Wiechert, Günther Weisenborn et Haushofer qui connurent les camps de concentration, les prisons et même le poteau d'exécution. Une littérature anti-nazie réussit quelque temps à tromper la censure[1]. Leurs auteurs, Werner Hegemann, Fritz Reck-Malleczewen, finirent tragiquement en exil ou dans les camps. Des œuvres des écrivains catholiques Reinhold Schneider, Werner Bergengruen circulèrent sous le manteau et jetèrent le trouble dans plus d'une bonne conscience, préparant ce sentiment, non de la culpabilité collective allemande, selon une expression du président Heuss, mais d'un sens collectif de la honte allemande. « Ce pays », écrivait en 1943, Werner Bergengruen,

Je l'avais enchâssé à mon cœur.
Je lui ai adressé message sur message.
Je suis venu à vous sous de nombreux visages.
Mais sous aucun d'eux vous ne m'avez reconnu.
De nuit, blême Hébreu, j'ai frappé à vos portes,
Fugitif pourchassé, aux souliers en lambeaux,
Vous appeliez le sbire, ameutiez le piégeur
Et ce faisant pensiez servir encore Dieu.
Je suis venu à vous, vieille femme tremblante,
A l'esprit affaibli, au muet cri d'angoisse.
Mais vous m'avez parlé des races d'avenir
Et n'avez accordé liberté qu'à ma cendre.
Dans les plaines de l'Est, garçonnet orphelin;
Je tombai à vos pieds pour demander du pain.
Mais vous appréhendiez que plus tard on se venge.

1. Cf. E. von Kuehnelt-Leddihn, *Où va l'esprit allemand?* dans *La Vie Intellectuelle,* novembre 1955.

Un haussement d'épaule, et vous m'avez tué.
Je suis venu, en prisonnier, en ouvrier,
Déporté et vendu, lacéré par le fouet.
Vous détourniez les yeux de cet esclave hirsute.
Je viens en juge ! Alors me reconnaissez-vous ?

Mais l'Allemagne culturelle, dans son ensemble, choisit l'exil. Choix difficile pourtant au nom de ce que l'on abandonne, de ceux qu'on laisse derrière soi, au nom de l'inconnu qui vous attend. Ce mouvement d'émigration est le plus important de ceux que l'histoire allemande a connus. C'est par centaines que savants, philosophes, critiques, romanciers, poètes, dramaturges, journalistes, cinéastes, artistes, bref, comme le souligne Hermann Kesten, avec peut-être une légère pointe d'exagération, « tout ce qui fait un peuple, tous ceux pour qui la liberté était plus chère que le bien-être », c'est par centaines que presque tous trouvèrent droit d'asile dans les pays d'Europe d'abord, puis aux États-Unis. Des grandes maisons d'éditions s'installèrent à Paris, à Stockholm, à Amsterdam, à Londres, à Zurich, à New York, à Buenos-Aires, à Moscou. Pour les émigrés, la deuxième guerre mondiale fut comme une guerre dans la guerre. A chaque avance de l'ennemi il fallait fuir à nouveau, fuir toujours plus loin, reprendre l'œuvre interrompue. Dès 1939, l'émigration prit un tour tragique. La vie pour beaucoup devint insupportable. L'émigré plus heureux que ses frères a dressé, en leur mémoire, dès son retour au pays, ce palmarès des souffrances et des morts :

Combien mirent fin à leurs jours : Tucholsky, Walter Benjamin, Hasenclever, Ernst Weiss, Stefan Zweig, Klaus Mann, Ernst Toller, Egon Friedell, Carl Einstein. Combien furent assassinés dans ces pays étrangers : Theodor Lessing, Theodor Wolff, Rudolf Hilferding, Georg Hermann, Berthold Jacob, Johann Rabener, Johannes Wusten, Reinhardt Joachim. Le frère de Klaus Dorn mourut sous les bombes à Londres. Rudolf Osten mourut en mer sur un bateau coulé

par un sous-marin. Presque tous les écrivains émigrés passèrent au début de la guerre par les camps d'internement de France, d'Angleterre, du Canada, d'Australie et de Suisse. Quelques-uns moururent dans les rangs des armées alliées. Quelques-uns dans les camps... quelques-uns littéralement de faim : Otto Grautoff à Paris, Franz Blei et Albert Ehrenstein à New York.

Remarque dans *Liebe deinen Nächsten* et Feuchtwanger dans *Exil* ont dépeint les tourments de l'émigré. Ils ont su dire le drame vécu par ceux qui « moururent de leur passé perdu », qui ne surent pas supporter victorieusement toutes ces épreuves, car « la souffrance affermit les forts, mais elle affaiblit davantage encore les faibles ».

Les écrivains qui survécurent à l'exode eurent le mérite d'enrichir le patrimoine littéraire allemand et de rechercher pour le temps de paix des énergies nouvelles, afin de rebâtir un monde viable. Ils explorèrent toutes les possibilités d'un humanisme moderne, universel, dominant les communautés humaines les plus variées, promettant l'union des bannis, des proscrits, des victimes, des innocents, des naïfs, des inconscients. C'est ce souci majeur, dicté par l'amour et le respect de l'homme, qui ont permis à Thomas Mann, à Bruno Frank, à Franz Werfel, à tant d'autres, de poursuivre en exil une œuvre dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle est un mémoire spirituel de la tragédie de notre temps. C'est Thomas Mann qui, en 1941 déjà, donnait cette définition de l'exil qui fut valable pour les meilleurs : « L'exil n'est pas ce qu'il était autrefois, ce n'est pas un état transitoire, temporaire, ce n'est plus une période d'attente, en espérant le retour dans la patrie; c'est déjà les prémices d'une alliance humaine où les nations se fondront, c'est le commencement de l'unification du monde. »

Ainsi, par l'un de ces miracles dont l'homme ne devine

qu'après coup la portée, « le nazisme qui avait été », pour reprendre une formule, « le terme insensé du divorce de la Kultur et de l'humanisme » à l'intérieur de l'Allemagne, suscitait par l'intermédiaire de ceux qui loin de leur pays veillaient à la pérennité de ses traditions les plus nobles, un vaste mouvement du cœur et de l'esprit pour la réconciliation du genre humain et la sauvegarde de ses valeurs.

C'est une autre Allemagne qui attend, dix ans plus tard : un peuple hébété, amoindri, étonné d'avoir survécu à la pluie de fer et de feu qui s'est abattu sur lui impitoyablement, et qui rôde maintenant en guenilles, affamé, au milieu des ruines fumantes de ses cités qu'on lui avait assuré bâties pour mille ans. Soldats de l'ancienne croisade qui s'entassent dans les camps, subissent les leçons de la « rééducation », fonctionnaires et membres du Parti « dénazifiés » à tour de bras, tout un peuple misérable qui apprend à se soumettre à la dure loi du vainqueur. Que reste-t-il du mirage, des promesses de victoire, d'un monde que l'on voulait conquérir pour un idéal qui dès la sortie de l'école communale avait été celui de tout bon Allemand ? Misère, famine, désarroi. Une nation dont on a violé la conscience. Un immense troupeau d'êtres aveugles qui se voit condamné, châtié, frappé d'anathème. Le choc psychologique est trop fort. En moins de quarante ans ne s'est-il pas renouvelé deux fois ? La tyrannie, l'erreur dans l'engagement, la défaite, la discrimination, le châtiment, l'isolement, le *mea culpa* collectif de bon ton à l'époque, le souci du pain quotidien, alors que l'on a vécu dans l'abondance, que l'on s'est cru le héros d'une ère nouvelle. Ah! on ne nous y reprendra plus! Nous ne croyons plus à rien. Nous nous méfierons toujours des idéologies, des constructions de l'esprit. « Nous sommes la génération sans lien ni profondeur. Notre profondeur est abîme. Nous sommes la génération sans bonheur, sans patrie et sans adieu. Notre soleil est

pâle, notre amour cruel et notre jeunesse sans jeunesse. Nous sommes la génération sans limite, sans frein et sans protection. » Ce cri de Wolfgang Borchert, au lendemain de la guerre, est repris par des millions de voix désespérées. Tout engagement ne sera plus que formel et ne visera plus que la négation, la répulsion, le dégoût, l'amertume. On ne vivra plus qu'au jour le jour. Réalisme et pragmatisme seront les nouveaux dieux d'une société que même le miracle allemand n'a pas entièrement convaincue de sa réussite, s'il faut en croire l'un des plus éminents professeurs de sociologie empirique, Helmut Schelsky : « Avec le déclin de la foi dans le progrès, la pensée allemande est devenue en général étrangement aveugle à l'avenir, à l'utopie politique, sociale, philosophique ou morale. On ne sait guère que peindre des images terrifiantes qui ne sont qu'une contrefaçon du présent. Même là où le développement de notre civilisation matérielle nous donnerait l'occasion d'imaginer secrètement les grandes lignes des conditions sociales et humaines de l'avenir et des tâches qui en résultent, nous abandonnons cela à des genres littéraires et à des disciplines scientifiques excentriques. »

Le miracle économique allemand depuis la réforme monétaire n'a presque rien changé à cette situation. Ne s'étonne-t-on pas en Allemagne, peut-être plus qu'à l'étranger, qu'à ce redressement extraordinaire ne corresponde aucun contrepoids culturel ? Pourquoi n'est-il pas soutenu par la création de l'esprit ? Et de gémir sur la médiocrité de la presse, sur la crise de l'enseignement, sur le financement absurde de la recherche scientifique, sur l'appauvrissement de la littérature, sur l'indigence du théâtre et du cinéma[2]. N'avons-nous pas pourtant des savants, des penseurs, des musiciens, des écrivains, des poètes ? On oublie peut-être un peu trop

2. Cf. Alain Clément, *Un bilan culturel allemand,* dans *Critique,* septembre-octobre 1955.

rapidement que douze années d'autarcie matérialiste font un long retard à rattraper, créent un vide qu'il n'est pas si commode de combler, aussi satisfaisantes que fussent devenues les conditions d'existence. L'habitude de la critique, de la comparaison, de la confrontation s'est perdue. « Sous plus d'un rapport, affirmait l'écrivain autrichien Herbert Eisenreich dans un dialogue qui l'opposait récemment à l'Allemand Karl August Horst, les douze ans de malheur ont été pour l'Allemagne pires qu'une simple perte de temps. Ils ont eu pour conséquence, entre autres, le dépérissement de l'esprit critique. Comme il n'y avait que deux extrêmes — l'autodafé pour l'art étranger, dégénéré, ennemi de l'État, et la contemplation de l'art pour ce qui était agréable, souhaité et prescrit, — comme toute critique était contrainte au silence pendant toutes ces années, les Allemands ont fini par perdre non seulement tout instinct critique actif, mais aussi la capacité de supporter et de digérer la critique : celui qui est loué se fait aussitôt l'impression d'être un Titan, et celui qui est blâmé pousse des hurlements comme si on l'avait mis lui-même sur le bûcher. » Les premières années de l'occupation alliée ne devaient guère faciliter cette reconquête, indispensable pourtant, d'une des principales démarches de l'esprit. Selon la formule d'un observateur lucide de cette époque, « la littérature, le théâtre, le cinéma parlent allemand en quatre langues[3] ».

Le redressement économique de l'Allemagne a-t-il servi à la renaissance de la vie culturelle du pays ? Certes, la réforme monétaire fut accompagnée d'une chute verticale de la production littéraire. Des maisons d'éditions, des revues, des journaux, nés de la guerre, disparurent. L'Allemand qui, quarante-huit heures plus tôt achetait encore tout ce qui était imprimé, devint

3. Cf. *Allemagne,* de Joseph Rovan, coll. Petite Planète, Éd. du Seuil, Paris.

avare d'une monnaie en échange de laquelle il obtenait maintenant tout ce dont il avait manqué jadis : nourriture, habillement, ameublement. Mais une normalisation des structures culturelles de la nation s'ensuivit. Au bout de deux ans, l'Allemagne avait reconstruit un certain nombre de ses théâtres, de ses cinémas. Une presse solide, soutenue par des partis politiques, par l'industrie, par des maisons d'éditions, ou simplement par un public fidèle, reparut. L'édition et la librairie allemande reconquit peu à peu le marché intérieur. Cette normalisation, cependant, subit assez vite un éclatement désastreux. Dès 1951, on assista en Allemagne à une inflation en marche se manifestant dans tous les domaines de la vie publique. Bientôt la culture, elle-même, fut le fait de tout le monde. Il n'est pas aujourd'hui de fonctionnaire, d'employé qui n'ait plus ou moins conscience d'être un rouage de ce *Kulturbetrieb*, de cette immense entreprise culturelle, calquée dans son ensemble sur son modèle américain. Organisme parfaitement mécanisé, dont les manifestations sont subventionnées par l'État, qui procède à d'importants déplacements d'une localité à l'autre, son but vise dans une large mesure à la *Vermassung*, à la « massification ». On assiste à de véritables « Jamboree » de la culture tout au long de l'année, du lac de Constance à Flensbourg, animés par les représentants d'Académies les plus diverses. L'énorme développement de l'industrie cinématographique (l'Allemagne produit bon an mal an près de cent films), de la production radiophonique et télévisée, est un des facteurs principaux de cette course permanente et bruyante au succès culturel.

Dans cette nouvelle société allemande, les traditions ne se perdent pas toutes pour autant. Il faut toujours en Allemagne pour être pris au sérieux avoir un rang ou un titre. Ainsi, le professeur d'université est encore de nos jours au sommet de la pyramide sociale. Il est le serviteur de l'État, il reconnaît l'autorité, ne fait pas

de politique. L'université a conservé dans une large mesure le monopole de la vie intellectuelle. Le rôle assez peu brillant dans l'ensemble qu'il a joué sous le Troisième Reich n'a guère entaché son prestige. En France, en Angleterre, l'université a des rivaux en la personne des romanciers, des essayistes. En Allemagne, l'écrivain occupe dans l'opinion publique un rang bien inférieur à celui de l'instituteur qui vient lui-même dans la hiérarchie sociale bien après le parlementaire, le syndicaliste, l'industriel et le professeur d'université. Il semble bien que l'écrivain n'ait pas sa place dans cette société. Mais il n'a guère le temps de s'en plaindre. Ne fait-on pas l'impossible pour l'occuper par tant de congrès, de discussions publiques, de cours de vacances, de rencontres, de postes d'attachés culturels et surtout par la radio, « ce marché inépuisable des mots », comme on l'a si bien défini. L'écrivain allemand d'aujourd'hui se marie jeune, a un appartement, souvent une auto. Il écrit des romans sans prétention, publiés dans des illustrés à gros tirages. Il écrit pour la presse et, s'il a de la chance, pour le cinéma. Ses travaux sont un « job » comme un autre. Il sait fort bien, mieux que personne, que la littérature c'est autre chose[4]. Et il lui arrive aussi d'être capable de littérature. « On porte toujours un faux jugement sur la situation de la littérature allemande, assure le critique Horst, quand au lieu de la responsabilité personnelle de l'écrivain, on met au premier plan l'engagement politique, le problème de la censure ou le facteur économique... Au lieu de coiffer le jeune écrivain d'après-guerre d'une certaine situation, ne devrions-nous pas plutôt nous demander comment elle l'a rencontré, comment il a pris position par rapport à elle ? » Mais pour le théologien protestant Gollwitzer la « société actuelle est plus dangereuse que notre faim

4. Cf. Golo Mann, *Die deutschen Intellektuellen*, dans *Texte und Zeichen*, n° 4, 1955.

d'il y a dix ans ». Une nouvelle littérature allemande nous rappelle depuis peu le rapport existant entre l'événement et l'œuvre, la responsabilité de l'individu et de la collectivité, le drame d'une humanité que la course au bonheur détourne peut-être de son salut.

Le public et ses mythes

La détresse spirituelle du grand public allemand, voilà ce que le plus souvent ses lectures nous révèlent. Le lecteur satisfait ses nostalgies, ses souhaits, son besoin d'évasion hors du monde et de la société dans lesquels il vit par une littérature qualifiée de *bestsellers* à cause de ses énormes tirages. Elle doit son succès à l'actualité des sujets qu'elle traite. On l'achète parce qu'il faut être au courant, à la mode, de son temps. Qu'il s'agisse de *08/15* de Kirst, dont les trois volumes ont dépassé aujourd'hui les six cent mille, ou du *Questionnaire* de von Salomon, ne sommes-nous pas en présence d'une exploitation habile d'articles qui défrayent manifestement la chronique ? La caserne et l'occupation furent assez longtemps en Allemagne la source d'un genre de fabulation teinté de vérisme. Selon la formule, quelque peu exagérée sans doute, d'un critique allemand: « La caserne dont parle Kirst, le lecteur voudrait bien après tout y retourner. » Y retourner vraisemblablement pas, mais du moins n'en a-t-il souvent conservé que les meilleurs moments.

Littérature plus recherchée, qui correspond à une longue tradition, à une vogue loin d'avoir disparue, où le meilleur se mêle au pire, les romans familiaux qui retracent le destin de plusieurs générations et se terminent presque toujours par une nouvelle histoire d'amour, connaissent le même succès. Il y a cinq ans, presque jour pour jour, mourait la plus célèbre de toutes les romancières allemandes, Hedwig Courths-Mahler, dont les deux cents livres eurent un tirage

global de trente millions d'exemplaires. Le succès de cette œuvre repose sur la description idéale que son auteur fait de la vie, non pas telle qu'elle est dans la réalité, mais comme chacun voudrait qu'elle fût. Les « romans de générations », d'une valeur littéraire plus réelle, se rattachent à ce groupe. *L'incorruptible héritage* d'Ina Seidel a dépassé en un an les quatre-vingt mille.

Le livre ne connaît de succès que dans la mesure où il répond à l'attente du lecteur qui par son intermédiaire veut fuir la vie quotidienne. Il se réfugie dans la fiction qui ne pose pas de problèmes, dans l'histoire idyllique, dans le récit humoristique, dans tout ce qui lui garantit l'indifférence à l'événement contemporain, lui assure quiétude et bonne conscience.

Le mythe de la dame de la haute société a été décrit et analysé avec humour dans un grand quotidien il y a quelques mois. Voici, selon ce journal, l'image que le lecteur se fait de cette dame : « Elle est pâle, non pas parce qu'elle est malade ou qu'elle n'aille pas assez souvent au grand air, mais parce qu'elle fait un usage intelligent des produits de beauté, des fonds de teint et des cosmétiques. Depuis le succès d'Audrey Hepburn, elle accentue l'irrégularité de ses traits. Son regard doit être mi-naïvement étonné, mi-amoureusement rêveur. Ses goûts artistiques sont difficiles à contenter. Le jazz est trop bruyant. Si c'est une dame « bien », elle n'ira voir ni *Moulin Rouge* ni *Limelight*. Les héros de Hemingway boivent trop de whisky et sont des brutes. Simone de Beauvoir dissèque sans pudeur tous les sentiments élevés. Ce qu'elle attend, ce qu'elle espère, c'est un Christian Dior qui serait poète et lui donnerait de nouvelles raisons de vivre [5]. »

5. Cf. Walter Höllerer, *Analyse des différents publics de romans*, dans *Documents*, revue mensuelle des questions allemandes, n° 2, 1955.

Quelle place peut prendre alors auprès de ce public une autre littérature, une littérature qui refuse de suivre les chemins battus, qui s'écrit sous la passion de la découverte, de la recherche, de l'inquiétude ? N'est-elle pas du même coup hors de cette société dont elle n'encourage pas le mécanisme ? Elle souhaite s'adresser à l'homme placé au cœur de cette société et réussir à l'émouvoir. Sa critique n'est pas la critique permise, car elle fait œuvre de provocation. Peut-on s'étonner dans ce cas qu'un livre d'un Alfred Andersch, d'un Paul Schallück, d'un Hans Bender, d'un Wolfgang Koeppen, d'un Heinrich Böll incommode le lecteur et qu'il n'ait le plus souvent qu'un succès limité. Pour parler chiffres, un tirage « risqué » de cet ouvrage est de l'ordre de trois à quatre mille exemplaires. Heureux l'éditeur qui en écoule la moitié.

Littérature immédiate

Il est temps de définir cette nouvelle littérature, d'en reconnaître la démarche spirituelle, d'évoquer ses thèmes, d'aborder son langage, de marquer d'une croix blanche les meilleurs de ses représentants. C'est de la guerre donc qu'est née cette littérature. « Dès que la guerre est éclatée, dit l'Hécube de Giraudoux dans *La guerre de Troie,* impossible de tenir les poètes... La rime, c'est encore le meilleur tambour. » Et Diderot pose la question, puis y répond : « Quand verra-t-on naître des poètes ? Ce sera après les temps de désastre et de grands malheurs, lorsque les peuples harassés commenceront à respirer. Alors les inspirations ébranlées par des spectacles terribles peindront des choses inconnues. » Mais les premiers écrivains allemands peindront des choses connues d'abord. Ils seront essentiellement des témoins, des rapporteurs de ce qu'ils ont vu. Il ne s'agit pas encore de faire de la littérature, mais de

faire part de ce qui fut. Témoins passionnés qui se libèrent de leur récente expérience. On ne leur demande pas d'être lucides. C'est de leur *chair et de leur sang* que, comme Walter Kolbenhoff, ils ont payé le droit de dire leurs souffrances et leur révolte. Les poèmes, les récits de Wolfgang Borchert, son drame dont le titre *Dehors devant la porte* symbolise par avance l'échec de son œuvre dans une Allemagne qui oublie, déterminent le courant de nihilisme sur lequel se fonde maladroitement une génération d'hommes aigris. Le grand thème de ce qu'on appelle alors roman, pour tromper un public de fantômes et de revenants, ce sera la guerre et ses conséquences. Après la première guerre mondiale, la littérature s'enrichit d'un nombre considérable d'œuvres violentes, pacifiques. Aux livres de Giono, Barbusse, Dorgolès, Remarque, Carossa, Dos Passos, Hemingway, la littérature allemande dès 1945 propose un nouvel écho où se mêlent les voix de Heinrich Böll, Hans Werner Richter, Remarque encore, Eugen Kogon, Luise Rinser, Anna Seghers, Günter Eich, Milo Dor, de tant d'autres encore, et surtout du plus grand d'entre eux dans le genre, Theodor Plievier. Son *Stalingrad,* réquisitoire féroce contre la guerre et l'obéissance absurde au militarisme, et les deux volumes qui suivirent, à de moindres titres toutefois, constituent une fresque immense du drame vécu par l'Allemagne où passe un souffle épique rarement atteint dans cette littérature contemporaine. Mais ce qui la différencie de son aînée, c'est que sans doute l'homme, héros tragique de cette épopée, n'est plus seul en cause comme autrefois. Le cri poussé par nos pères : « Au fou, on assassine des hommes », se prolonge et fait état d'une communauté. L'homme seul cède la place à l'escouade, à l'escadrille, à la batterie, à la caserne, au corps constitué par une équipe. L'unité devient pluralité. Le drame s'élève au niveau d'une société animée par la même foi ou le même désespoir.

Au pessimisme des premières années succède un réalisme calculé, voulu, appelé à frapper l'imagination et la sensibilité. Le fait doit porter. Son horreur se suffit à elle-même. Le commentaire est superflu. La guerre prend les couleurs de tel épisode sanglant décrit avec brutalité, pratiquement comme retransmis par le reporter d'une émission du genre « la radio était là ». Le *Barras* d'Opitz, *Les orgues de Staline* de Ledig, *La patience de la chair* de Willi Heinrich, parmi d'autres œuvres, redisent la mêlée, la boucherie, l'holocauste, résultat de cette guerre abominable.

Mais au delà de l'abomination, une place est faite à l'espérance. Le sacrifice n'aura pas été vain. Sur le front, à l'arrière, le soldat ou le civil, entreprend son pèlerinage aux sources qui lui permettra d'accomplir l'acte libérateur. Qu'il s'agisse de désertion, de révolte, de conscience torturée, d'adaptation au monde qui se prépare, l'homme entrevoit la délivrance au nom du Dieu qu'il retrouve dans l'amertume, au nom de la fraternité qui lui dicte ses premiers pas, ses premiers gestes dans une communauté dont il partage l'amoindrissement, mais aussi la volonté de renaissance. Cette *Ville au delà du fleuve,* ce *Rentrez chez vous Bogner,* ces *Cerises de la liberté,* ce *Jan Lobel de Varsovie,* cet *Aveugle,* cette *Dorothéa* même, ces *Enfants des morts* qui vont vivre enfin, cette *Arrivée zéro heure douze,* mais il n'est pourtant jamais trop tard, et ce *Train qui était* quand même *à l'heure,* et cette *Aube* nouvelle qui se lève après le sacrifice de l'homme, cette littérature, née de la guerre et des ruines, cette littérature qui a cent dangers à vaincre et mille mensonges à détruire, ne mérite-t-elle pas notre reconnaissance, ne nous introduit-elle pas dans un univers où se mesurent le courage, l'abnégation et la richesse de l'âme? Des chrétiens, des hommes de droite, des hommes de gauche ont su peser équitablement le poids de la catastrophe et celui non moins lourd sur le plateau de la balance

de la renaissance miraculeuse. Ils disent la misère spirituelle des hommes de leur temps, secrétée par un monde dont ils dénoncent les méfaits. A ce germe d'inhumanité en croissance, ils opposent l'espérance des êtres qui savent bien que l'on ne vit pas seulement de pain.

L'ouverture de la jeune littérature allemande ne sera pas marquée par des chefs-d'œuvre, mais par des essais. On procède à un règlement de compte, afin que l'évolution puisse un jour avoir lieu. La langue est rude, rapide, précise, conforme au reportage, à l'action sur laquelle le récit est construit. L'unité se retrouve dans le souci d'être agressif, passionné dans l'accusation, la proclamation de la liberté de l'esprit. Aussi pour Wolfgang Weyrauch,

> Celui qui est esthète n'est rien. Celui qui n'existe pas pour ceux que les difficultés oppressent, celui-là n'a pas d'existence. Tout écrivain, tout poète de nos décades, tout comme son voisin, respire dans les ruines, et c'est à travers lui que constamment les ruines s'émiettent et s'effondrent. Ceux qui écrivent ne sont plus seuls. La réalité les embrasse et ils doivent embrasser la réalité. Un réalisme... qui interprète la vie quotidienne, la transforme et, de ce chef, l'élève... Dans l'ensemble, aujourd'hui comme toujours, c'est se préoccuper de la vie et de la mort.

Mais rien de plus tragique cependant que ce manque d'expérience, de maturité, de sûreté, de mesure qui caractérise cette littérature. Sans doute a-t-elle fait depuis peu la paix avec les ruines, mais elle ne les a pas pour autant perdues de vue, elle n'en a pas méconnu le sens profond. Ainsi s'est-elle créé une nouvelle tradition et l'expérimentation, dans laquelle certains de ses représentants se sont plongés, ne lui suffit plus. Il lui reste à vaincre son penchant au document et au témoignage. Alors seulement réussira-t-elle à nous donner des œuvres qui seront l'expression d'une évolution naturelle et par là même originale.

A cette littérature immédiate, dont l'étranger s'est parfois méfié avec bonne raison, une autre est en voie de s'affirmer. De Paul Celan à Hans Erich Nossack, en passant par Cramer, Kyra Stromberg, Rolf Becker, la certitude nous est maintenant acquise de cette libération du témoignage et d'une œuvre promise à la « grande littérature ». S'il est faux de crier au triomphe, il est aussi faux de parler de l'inexistence de la littérature allemande. Nous sommes loin du cri jeté par Plievier, il y a maintenant cinq ans : « Il n'y a rien, rien, rien. » Et l'ironie de Sieburg : « Vite une littérature, sinon il va arriver malheur », n'a plus cours.

Nul ne se fait cependant d'illusions. Une littérature digne de ce nom ne se crée ni dans l'abondance ni dans la médiocrité. La société allemande contemporaine n'est guère favorable à son développement. Le maquis spirituel, selon le mot de Max Frisch, où elle se trouve enfin après dix années de lutte, lui permet seulement encore de survivre. Ni le « miracle économique », ni la scission entre les deux Allemagnes, ni l'absence d'une capitale ne l'ont acculé à l'échec et au silence cependant. Ne puise-t-elle pas d'ailleurs une bonne partie de son énergie dans l'attention que lui porte l'étranger ? Nous n'aurons peut-être pas la littérature allemande de nos mérites, mais nous hériterons un jour de celle que nous aurons su encourager et défendre à l'occasion dans notre propre pays. Notre solidarité lui donne des armes nouvelles en même temps qu'elle prolonge son existence.

Que cette vigilance qui doit être la nôtre ne s'accompagne pas d'exigences immesurées. Ne demandons pas trop aujourd'hui à la nouvelle littérature allemande et surtout pas ce qu'elle ne peut pas encore nous donner. N'a-t-elle pas déjà gagné notre confiance ? Il serait malhonnête de la lui refuser à l'avenir, faute de patience, et de provoquer ainsi indirectement son suicide.

RENÉ WINTZEN.

EVELYN WAUGH EN UNIFORME

Il arrive un moment dans la soirée où les vieux colonels anglais, assis au club, cigares et cognac à portée de la main, tiennent ces propos aux jeunes officiers, tout en jetant un coup d'œil aux nouvelles du jour : « Le monde est surpeuplé, vous le savez. Il a besoin de temps en temps d'un bain de sang. Terribles choses que les guerres. Mais elles doivent exister. Nous avons eu notre tour. Le vôtre viendra bientôt. » Si ce secret ainsi transmis de génération en génération est un secret professionnel, il n'en est pas moins vrai qu'il est connu de tous. Et, bien qu'il soit facile d'en rire, il n'en renferme pas moins beaucoup de bon sens — évident d'ailleurs, et qualifié par certains de primitif. Mais dans ce secret se trouve toute l'image d'un monde tel qu'il aurait pu être si la venue du Christ n'avait pas encore eu lieu. Ce thème, considéré sous différents angles, a intéressé E. Waugh pendant ces deux dernières décades.

Dans *Vile Bodies* (1930) on trouve une première prise de position.

Quelle guerre ? dit sèchement le premier ministre. Personne ne m'a dit quoi que ce soit au sujet d'une guerre. Je pense vraiment qu'on aurait dû m'en parler. Ce serait ma perte, dit-il avec un air de défi, s'ils faisaient la guerre sans me consulter. A quoi sert un cabinet s'il n'y règne pas une confiance mutuelle plus grande que cela ? De toute manière, pourquoi veulent-ils une guerre ?

Voilà tout le problème. Personne n'en parle, et personne ne la veut. Personne n'en parle *parce que* personne ne la veut. Ils ont tous peur de murmurer un mot à ce sujet. Mais sapristi, si personne ne la veut, qui va la leur faire faire ? De nos jours, les guerres ne sont pas déclarées parce que les peuples les veulent. Il nous tarde d'avoir la paix et nous remplissons nos journaux d'articles sur le désarmement et l'arbitrage, mais il y a une instabilité radicale dans l'ordre de la nature entière, et bientôt nous marcherons vers la

destruction à nouveau, tout en proclamant nos intentions pacifiques.

Mais au club les vieux colonels n'ont pas peur de parler de la guerre en présence des jeunes officiers car cela fait partie de leur métier — un métier qui, si le chasseur et le guerrier peuvent être considérés comme ses origines lointaines, est aussi vieux que l'homme lui-même. Car, si le colonel Blimp est devenu une sorte de personnage comique de music-hall, la plupart des propos qu'il tenait vers 1930 sont devenus d'une troublante réalité ces quinze dernières années. Il y a toujours eu quelque chose du colonel Blimp dans Evelyn Waugh, mais le bon côté — par exemple une foi inébranlable et une nécessité de mettre en valeur l'importance de l'ordre hiérarchique d'une société.

Men at Arms et *Officers and Gentlemen* sont des nouvelles ayant pour thème la vie militaire, et cela ne nous surprend guère. Ces ouvrages sont en quelque sorte une répétition des thèmes déjà traités.

La première nouvelle d'Evelyn Waugh, *Decline and Fall* (1928), portait la préface suivante : « Rappelez-vous tout au long de ce livre qu'il se veut humoristique. » Il l'était effectivement, et quoique dans ces derniers romans il y ait des scènes aussi drôles que dans ses premiers ouvrages, cette fois elles sont plus espacées et les longs traits de prose narrative manquent de liaison. Les traits satiriques, quand il s'en trouve, sont plus incisifs que jamais, et en page 4 il y en a un que l'on pourrait supposer extrait de *Scoop* (1933).

La ville changea un peu, mais ni le chemin de fer, ni la grand-route ne faisaient partie du paysage de cette heureuse péninsule (Santa Dulcina, Italie). Quelques étrangers bâtissaient encore leur villa en ce lieu. L'auberge s'agrandit, fit améliorer ses conditions sanitaires, installer un café-restaurant, et prit le nom de « Hotel Eden », nom qui brusquement fut modifié lors de la crise abyssinienne et devint « Albergo del Sol ».

Bien que le prologue de quarante-quatre pages forme un tout, il est fatigant et ennuyeux — aussi ennuyeux que certains passages d'*Helena* (1950). Les quelques bons passages passent trop rapidement, comme un vol d'oiseaux — c'est une comparaison peut-être facile, car ici (comme dans *Helena*) on trouve des passages que Waugh écrivit avec la souple précision d'un oiseau en vol. Un tel passage commence le roman.

Quand les grands-parents de Guy Grouchback, Gervase et Hermione, vinrent en Italie en voyage de noces, les troupes françaises organisaient la défense de Rome, le Souverain Pontife partait faire une promenade en voiture découverte et les cardinaux faisaient leur exercice à cheval, montés en amazone, sur une colline avoisinante.

Des phrases un peu plus ponctuées, et l'influence de Henry James (le James des premières années) sur Evelyn Waugh serait encore plus apparente. Le style de James a tant de répercussions...

Les influences, quant au thème (sauf pour les thèmes militaires), proviennent principalement, de *A Handful of Dust* (1934) et *Brideshead Revisited* (1945). Guy Grouchback trouve en la seconde guerre mondiale une croisade analogue à celle que ses ancêtres entreprirent contre les infidèles. Quand il rejoint son corps d'armée, il emporte avec lui une médaille de Notre-Dame de Lourdes. Guy lui-même n'apparaît pas comme un caractère sympathique et l'explosion de Virginia : « C'est un ours, pédant, fou asexué, peureux, obscène et orgueilleux », est assez vraie. Il n'a pas la grandeur d'âme de son père — une magnifique description de caractère — car dans l'attitude de Guy vis-à-vis de la vie, on sent la répercussion de son abord glacial. Il est ce que les Italiens qualifient de *non simpatico*. A Santa Dulcina, on le respecte mais on ne l'aime pas, et le même sort l'attendra lorsqu'il sera officier.

Guy connaissait tous les noms. La difficulté était de leur

donner un visage. Chacun en avait trois : un masque inhumain et plutôt hostile quand il se mettait au garde à vous; une vigoureuse et changeante expression, presque clownesque, quelquefois furieuse, quelquefois douloureuse, quand les hommes étaient entre eux, au repos, ou effectuaient des travaux faciles ou lorsqu'ils se rendaient au N.A.A.F.I. (Navy Army and Air Forces Institute) ou discutaient; et troisièmement une attitude réservée, mais aimable quand ils parlaient entre eux de questions personnelles.

Guy ne souffre pas à cause de ses illusions : il ne croit pas que, en période de crise, ce sont les classes qui travaillent qui ont à supporter sa propre classe, mais plutôt qu'il est lié d'une manière distincte à chacun des trente hommes de son peloton. Cependant, bien qu'il fût prêt à mourir au combat, pour n'importe lequel d'entre eux, et qu'il connût « tous les noms », il était incapable de distinguer parmi eux l'individu. Cela aussi est vrai en ce qui concerne son attitude envers Virginia après leur divorce, et peut en avoir été la cause principale. Car, si son comportement envers elle est très humain, ou du moins compréhensible, il n'en est pas moins vrai qu'il ne lui reconnaît aucun des droits que sa qualité d'être humain lui confère. Ceci vient du fait que la religion qu'il pratique envisage un Dernier Jugement dans lequel les hommes seront plutôt jugés d'après les règles qu'ils auront observées que par l'état d'esprit dans lequel ils auront agi. Dans cette conception de Dieu, il est davantage question de justice et de récompense que de grâce et de pardon.

Apthorpe est une des meilleures créations comiques de Waugh. Des recrues du détachement d'officiers de Guy, lui seul ressemble au soldat de l'époque à laquelle ils se rencontrèrent pour la première fois. Grand et gros, bruni au soleil d'Afrique, de retour au front, il connaît la langue militaire franche et abrégée. Il a une passion pour sa *thunder-box* (un nécessaire de toilette contenant également un désinfectant pour les blessures et pour ses effets militaires) et la plupart de ses aven-

tures sont relatives à la préservation de ces objets. Mais la partie la plus émouvante de son histoire survient quand il est étendu, mourant, à demi délirant, dans un hôpital militaire. « Il ne réalise pas combien je suis malade. Il n'arrête pas de m'apporter des scies anglaises et des romans de Ian Hay. Une stupide femme, l'épouse d'un garçon d'ici, veut m'enseigner à faire du crochet. C'est bien le moment, je vous le demande, mon petit père, je vous le demande. » Puis, quand son exaspération se dissipe, il demande à Guy une faveur : « Je prendrais bien quelque poison, mais le désir de vivre est toujours vainqueur. » Il doit tout mettre en ordre à moins que cela ne le fatigue, et il fait promettre à Guy que, s'il meurt, il veillera à ce que sa *thunder-box* et les effets militaires qu'il a laissés en partie à Commodore, Southsand et en Cornouailles où ils campèrent, ne soient pas envoyés à sa tante, mais à un ami, Chatty Corner. Après, le reste pourra aller à sa tante. C'est une disposition prudente bien que peut-être pas tout à fait légale. Et pour la dernière fois, on se trouve en présence d'un Apthorpe satisfait et heureux, frissonnant de plaisir devant sa propre intelligence, « comme M. Toad dans *The Wind and the Willows* ».

Dans ces livres, chapitres et phrases étranges sont utilisés pour examiner à la fois le temps et le lieu, ainsi la description passe du particulier au général et retourne au particulier. Voici un exemple :

> Enfin (dans le mess des officiers) quand la nappe fut apprêtée pour le dessert, les cuivres s'en allèrent et les violons descendirent de la galerie des ménestrels et s'installèrent dans l'embrasure de la fenêtre. Maintenant, le silence régnait sur tous les dîneurs, tandis que les musiciens saluaient. Tout cela semblait très loin des excursions de Tony dans le *noman's land,* et encore plus loin, beaucoup plus loin, des frontières du Royaume de la chrétienté, où la grande bataille a été engagée, et perdue; loin aussi de ces forêts secrètes où les trains roulaient, même quand les hallebardiers et leurs hôtes s'enivraient de musique et de vin, de l'Est à l'Ouest, avec leurs chargements voués à un sort funeste.

La fusion du passé et du présent, du civil et du militaire, de la musique et de la guerre est soigneusement réalisée, et dans la dernière phrase de ce paragraphe, la paix relative de ce régiment de soldats (même sous le feu éventuel de l'ennemi) fait contraste avec ce qui se préparait en Europe, mais qui n'a été connu hors d'Europe que plus tard. En écrivant, dix ans plus tard, il a été possible au romancier d'avoir une perspective historique, ainsi il a pu montrer le mouvement de balance par lequel, à différents degrés, les actes du méchant sont contrebalancés par ceux du juste, et donner un aperçu du plan de Dieu dans lequel, théoriquement et pratiquement, ce qui est corrompu peut être purifié. Les guerres sont l'image de la nature de l'homme dans lequel le bien et le mal sont en lutte perpétuelle — conséquence du péché originel. C'est pourquoi, bien que les hommes proclament leurs intentions pacifiques et remplissent leurs journaux d'articles sur le désarmement et l'arbitrage, les vieux colonels assis au club savent que cette paix éternelle est un vain espoir ; et le fait de rejeter un tel espoir est plutôt le résultat d'une acceptation indirecte des faiblesses de l'homme, qu'un bon sens évident ou l'oubli de la venue du Christ. Bien que les guerres soient terribles et bien qu'ils sachent que les peuples ne les veulent pas, ils savent aussi, d'instinct, qu'en dépit de leur désir de paix, les peuples se refusent à prendre les chemins qui les conduiront à cette paix. Il est certain qu'ils ne s'exprimeront pas d'une manière aussi souple que Thomas A. Kempis, leur propos sont plus crus et plus touffus, mais cependant ils appartiennent à la même tradition, car, dès qu'il s'agit de réalité, l'entendement du soldat ne diffère pas souvent de celui du moine.

Neville Braybrooke.

ESSAIS, ROMANS ET POÉSIE

L'ESPRIT DES CIVILISATIONS. CIVILISATION EN SURSIS

On ne parle que trop souvent de l'essor ou de la décadence de la civilisation, des périls qui la menacent ou de sa défense, sans bien savoir de quoi il s'agit. On ne peut donc que féliciter M. Lucien Duplessy [1] d'avoir écrit une sorte d'introduction à l'étude de tous les problèmes relatifs aux civilisations.

On a tort de considérer, comme on le fait couramment, la civilisation « comme chose unique, entité partout et toujours la même, qui suivrait une marche invariable, jalonnée à l'avance ». Prenant notre propre civilisation pour le modèle en soi de la civilisation en tant que telle, notre orgueil évidemment y trouve son compte. Il n'est alors, en effet, que trop facile de nous considérer comme étant plus « civilisés » que les autres, voire de nous attribuer la mission de « civiliser » les autres.

On ne doit parler au singulier que de ce que M. Duplessy appelle la « civilisation-force », cette « énergie mystérieuse qui pousse les groupes humains à se polir, à se cultiver, à s'organiser ». Mais il y a les « civilisations-résultats », qui peuvent être et sont effectivement multiples. Peut-on même dire, en toute objectivité scientifique, que la civilisation crétoise est supérieure ou inférieure à la civilisation égyptienne ? La civilisation contemporaine occidentale à l'orientale ?

Une civilisation se compose d'innombrables éléments, tant spirituels que matériels, et notre auteur en donne une énumération à peu près complète. La culture sous toutes ses formes, la religion, l'organisation sociale, mais aussi le droit, l'économie, les mœurs, voire l'art culinaire et les règles de

1. Lucien Duplessy, *L'Esprit des civilisations. Les lois de leur naissance, de leur vie et de leur mort*, 364 pp., La Colombe, édit.

bienséance, en sont parties intégrantes. De tous ces éléments chaque civilisation authentique forme un tout à peu près harmonieux. Quand cette harmonie se brise, commence la désintégration de la civilisation.

Dans notre monde, plus que jamais, les civilisations communiquent, s'interpénètrent. Peut-être sommes-nous au seuil d'une « civilisation-résultat » universelle ?

M. Alexandre Marc[2] craint fort que notre civilisation à nous, avec toutes les valeurs qui lui sont propres et auxquelles nous sommes très légitimement attachés, coure actuellement un péril mortel, ne bénéficie plus que d'un sursis. Ce péril est constitué, d'après l'auteur, par la prolétarisation sans cesse croissante de l'existence. Ce qu'il écrit sur le prolétariat et sur sa « philosophie immanente » (le marxisme), ne nous apprend rien que tant d'autres auteurs n'aient déjà écrit, et généralement mieux écrit. Par contre, la partie positive de l'ouvrage de Marc présente un grand intérêt.

Il ne voit, pour notre civilisation occidentale, qu'une seule chance d'échapper à la mort : dépasser les États nationaux par le fédéralisme. Ce n'est pas ici un mot creux. Depuis longtemps à l'avant-garde du mouvement fédéraliste, Marc sait de quoi il parle, et c'est ce qui fait le prix de son livre. Bien sûr, il pense avant tout à la fédération européenne, du moins comme à une première étape. Mais cette fédération, pour être efficace, ne saurait être un simple amalgame des États tels qu'ils existent actuellement. L'État fédéral doit être « libre et juste dont soit écarté le spectre de la prolétarisation ». En effet, toute communauté de peuples qui ne comporterait pas l'exigence d'une fondamentale modification des structures même de la société, ne pourrait que décevoir ceux qui mettent en elle leurs espoirs.

Le livre d'A. Marc témoigne que les fédéralistes ont une doctrine cohérente. La construction de la cité fédérale doit commencer dès le stade de l'entreprise et de la communauté libre, pour atteindre de palier en palier jusqu'à la communauté des nations. Toutes les thèses économiques ou politiques défendues par Marc et ses amis ne sont peut-être pas

2. Alexandre Marc, *Civilisation en sursis*, 316 pp., La Colombe édit.

également valables. En tout cas, les hommes politiques qui se passionnent sincèrement pour l'unité européenne, feraient bien en sollicitant la collaboration des militants désintéressés du fédéralisme. Sinon, ils risquent de discréditer définitivement, par leurs maladresses et leur ignorance, un des grands espoirs de notre temps.

IGNACE LEPP.

UN CERTAIN SOURIRE, par FRANÇOISE SAGAN (Julliard).

Voici le deuxième roman de Françoise Sagan. Un titre en demi-teinte, comme celui du premier livre. Un tirage plus que confortable (120.000 exemplaires, dit-on). Un nombre de pages modique (moins de deux cents). On attendait Françoise Sagan à ce tournant. Avec appréhension ou cruauté. Nous y voici. *Un certain sourire* est excellent. Rarement s'est affirmé, à un âge si peu avancé, une telle perfection de la forme.

De quoi s'agit-il ? D'une histoire d'amour. D'amour malheureux — mais malheureux d'avoir été d'abord heureux et peut-être d'être devenu amour trop vite. Dominique (au féminin) aime le visage de Luc, son air d'intellectuel triste. Le visage seulement. Et le corps. Il y a réciprocité. Luc est marié, riche, généreux. Dominique suit un vague cours en Sorbonne et loge en pension. Elle a même un jeune amant, Bernard, dont Luc se trouve être l'oncle. De Bernard, bon compagnon, passer entre les bras de Luc, c'est possible sans gros remords. Plus complexe est le problème de Françoise, femme de Luc et chaleureuse amie de Dominique...

Cela se fait pourtant. Avec l'égoïsme d'un accord physique absolu. A Cannes. Dans un cadre de lune de miel pour milliardaires, avec mimosas, palmiers, flots de cartes postales et vieilles Anglaises. Le moindre lyrisme s'y mêlerait-il, ce serait à mourir de platitude. Mais le danger est loin. Chacun des deux amants recrée l'univers à partir de ses besoins. Dans cette situation, le cadre est inutile. Il est donné de surcroît non pas comme une chose conventionnelle, d'ailleurs, mais comme la toile à broder, dont la couleur est après tout secondaire. Dans les placards publicitaires, Cannes

demeure l'immuable ville du plaisir, sous un ciel inchangea ble, avec une immortelle renommée. Pour Dominique, Car nes du mois de septembre où elle aimait Luc ne sera plu jamais la même ville, l'air ne sera plus jamais le même, r l'eau, ni les fleurs, ni le partenaire... Car ce qui ne reviendr jamais, c'est la coïncidence de tout ce qui fait à ses yeu un bonheur. « Il est très rare qu'un bonheur vienne se pose précisément sur le désir qui l'avait appelé. » Ceci est d Proust. Françoise Sagan le cite pour justifier la fugacité d certains contentements.

Devant la vie, l'héroïne de Françoise Sagan préfère serre les dents que gémir. Mais serrer les dents ne l'empêche pa de sourire. Quelques semaines après la fin de l'aventure Dominique écoute un andante de Mozart. Il lui rappell « l'aube, la mort, un certain sourire ». Sourire semblable une fleur des marais : au fond, il reste beaucoup d'ombres de la tristesse (le premier roman de Françoise Sagan s'a chevait sur ce vocatif qui lui servait aussi de titre : « Bon jour, tristesse »). Comment se fait-il que cette tristesse n soit pas le fruit d'une inquiétude? Sartre, de qui notr romancière se rapproche par certains côtés, a analysé l'an goisse existentielle. Françoise Sagan ne semble connaître que la mélancolie — comme née d'un repliement sur soi d'un refus de se donner, d'une étrange ignorance des autres On a reproché — souvent à tort — aux *Mandarins* de Simon de Beauvoir leur détachement vis-à-vis de toute contingenc financière. Cela est absolument vrai des héros d'*Un certai sourire* : l'argent leur vient comme les feuilles aux arbres Étant donné que par surcroît ils sont timides sur le plan phi losophique, on ne peut même leur prêter le souci de repense le monde. Leur monde à eux est d'ailleurs coupé de l société, proprement asocial. Et par là Françoise Sagan s détache de l'existentialisme sartrien.

Quant au style, nous l'avons signalé, il est étonnant d nervosité, de vigueur, de sobriété. Cette maîtrise-là ne s'ob tient généralement qu'après des années d'exercice. Qu'on juge de cette qualité formelle par quelques exemples « ... Dans la chambre, la nuit, l'odeur suppliante et fade de mimosas d'été. » Voilà pour l'épithète lapidaire. Pour l bonheur de la formule, voici : « Il cherchait quelque chos qui nous liât, il s'accrochait aux branches et, pour une fois

la choisissait un peu basse. » Sans oublier l'humour : « Le jeune homme tourna vers moi un visage interrogateur et, le film étant suédois, donc la pellicule claire, je vis qu'il était effectivement assez beau [3]. »

LYRIQUE, poèmes par PIERRE-JEAN JOUVE (Mercure de France).

Ce recueil de poèmes doit être le dixième de Pierre-Jean Jouve. De *Sueur de sang* à *Lyrisme,* une même veine poétique est exploitée, à chaque fois plus creusée, affouillée, rongée et dénudée jusqu'au filon, jusqu'à la poésie de la poésie. Poésie somatique, pourrait-on dire, parce que gorgée de mots évocateurs du corps humain, orientée vers une plastique du geste, parfumée de mythologie, loyale et crue comme la nudité des premiers jours. Poésie somatique, mais non point matérialiste. L'art de Pierre-Jean Jouve n'est-il pas précisément d'*animer* le corps ? Il donne l'âme, en effet, comme un souffle venu de loin, de profond, mais rendu par le lyrisme tangible, perceptible et beau. C'est le mouvement qui bombe la poitrine, c'est la vivacité d'un bras — c'est l'élan de l'être pris à fond dans la complexité de sa vie.

Que le silence de tes cheveux se répande sur tes épaules pour faire dans une boucle se dérouler l'éternel.

Lazare devient pour le poète un symbole de permanence. La vie rompue est renouée au point de rupture, le corps ressuscité achève le mouvement que la mort avait figé. L'âme vainc.

O lève-toi, Lazare ! Il se dresse debout dans les bandes tombées sous la parole vraie, parole exécutable.

Mais ce retour de terrestre vie est promis à une fin. La hantise d'éternité fait soupirer le poète et l'exalte d'espoir.

Pour ce temps est l'éternité
La lumineuse éternité dont les lèvres sont ouvertes

3. Pour des raisons diverses, les deux romans qui viennent d'être présentés, — le compte rendu le montre — demandent des lecteurs très avertis.

Pour des monts rares de jeunesse et enchâssés dans un ciel
Comme une idée fixe claire serait saisie par un saphir.

Victime du mystère « plus effrayant que les ombres — Orphée a recherché Eurydice dans l'ombre ». Si la poésie est une quête, celle-ci sans trêve poursuit l'impossible amour... Somatique, disions-nous — et charnellement insatiable — spirituelle en même temps. Pierre-Jean Jouve est à l'heure actuelle l'un de nos poètes les plus complets.

MAURICE CHAVARDÈS.

ARTS

Étrange et admirable moyen âge

Pendant longtemps le moyen âge demeura inconnu, considéré comme une époque de barbarie, d'inculture. Aveugles devant les faits, les historiens et l'opinion publique s'en détournaient avec compassion ou horreur ! Cela certes a bien changé depuis quelques générations, mais il reste un travail considérable à accomplir pour mettre en lumière tous les aspects de cette époque qui se révèle chaque jour plus admirable, plus riche, plus humainement et intellectuellement passionnante.

Le point de départ le plus tangible d'une reconnaissance de ces siècles est constitué par les œuvres d'art qu'ils nous ont laissées. Nul n'ignore les cathédrales ou les basiliques, les vestiges architecturaux évidents, et à un degré moindre la sculpture et la peinture. Cependant, au même titre, les peintures contenues dans les manuscrits forment un immense trésor dont on commence à peine à concevoir l'importance. La vaste enquête entreprise par les bibliothèques de France est en train de remédier à cette lacune. En 1954 une première exposition, à la Bibliothèque Nationale, avait montré trois cent quarante manuscrits à peinture du VII[e] au XII[e] siècle, tous conservés dans divers établissements de

France. Aujourd'hui ce sont trois cent soixante manuscrits du XIII[e] au XVI[e] siècle que nous sommes conviés à visiter.

Ces ouvrages peuvent être considérés sous deux aspects : le texte, l'illustration. Laissons de côté le premier, bien qu'il soit également essentiel pour la connaissance de ce temps. Le second, qui ressortit mieux à notre domaine, donne et donnera plus encore de très précieux renseignements sur la vie et la pensée de cette vaste époque. La valeur artistique des illustrations est loin d'être seule en cause; elles donnent de précieuses indications sur l'évolution de la pensée, du goût, des mœurs; la stylistique reflète les grandes mouvements artistiques, les apports étrangers, la permanence d'une tradition et d'une structure mentale autochtone; l'iconographie montre l'apparition de thèmes nouveaux, le rajeunissement des anciens, les nouvelles préoccupations, l'adaptation des images à de nouveaux concepts; l'interpénétration du sacré et du profane par sacralisation de ce dernier fut de tous temps : mais un jour le profane l'emporte, les formes qui jusqu'ici étaient symboles vivent pour elles-mêmes, la fin du moyen âge (dont on ne peut dire qu'elle introduit la Renaissance en sa totalité) n'a presque plus rien de commun avec son début.

Ces deux stades essentiels du moyen âge sont bien précisés par deux ouvrages de haute qualité : l'*Essai sur la symbolique romane* de M. M. Davy, qui se concentre sur le XII[e] siècle, et *Le Moyen-Age fantastique* de J. Baltrusaitis.

Le livre de M. M. Davy (Flammarion, éd.) traite du symbole dans la pensée et l'art romans. Il fait appel à tous ordres de connaissance : théologie, philosophie, histoire de l'art, stylistique, iconographie, psychologie et histoire des religions aussi. Il s'appuie sur les textes des grands maîtres religieux comme sur les romans de chevalerie. Il tend à donner, pour les non-spécialistes, une vue générale du siècle. C'est pourquoi il présente avec clarté diverses caractéristiques du grand siècle roman; et d'abord son autonomie : il n'a pas seulement repensé ce qui était avant lui, il a, selon l'expression de Focillon, créé l'humanité dont il avait besoin. Pour cela, dans son universalisme, il a tout intégré dans une perspective chrétienne. Il a tout sacralisé, même son extraordinaire soif de connaissance, véritablement universelle. Le cadre roman est essentiellement un cadre d'en-

seignement. Et celui-ci, s'adressant à des sujets illettrés, s
fait naturellement par le symbole. Ceci est aidé par l
grandes idées du siècle : unité de l'univers (et sa beauté
donc correspondance étroite entre le monde, macrocosme,
l'homme, microcosme; la connaissance de soi est donc
corollaire ou le moyen de la connaissance du monde, dan
lequel s'affirme de façon absolue la présence de Dieu. Tou
cela réclame et suppose un mode de connaissance non techn
que, non limité aussi, là intervient le Symbole.

Le symbole a une vocation universelle; il suppose u
effort spirituel, et son efficace est fonction de la valeur d
celui qui cherche à en pénétrer la signification. Il se fait pa
l'image, image plastique ou image des mots; d'où
méfiance que lui montrèrent certains esprits du siècle, et no
des moins éminents, craignant la substitution du fait matéri
à la pensée, de l'idolâtrie à la spiritualité. Il assimile toute
les sources, bibliques, patristiques, profanes. Il est la vérita
ble richesse intellectuelle et spirituelle du moyen âge roman

Si nous progressons dans le temps, nous voyons le
emprunts extérieurs perdre peu à peu cette qualité féco
dante et de renouveau d'actualité. Dans son livre (Armand
Colin, éd.), J. Baltrusaitis présente le moyen âge gothiqu
fin de l'imagerie romane : l'Occident, dit-il, triomphe e
Occident et s'affranchit de toute emprise. Mais s'il y a u
monde entre le fantastique roman et le gothique, il res
une permanence : celle des éléments originels. Ceux-ci on
traversé le roman — symboles ou non — sans être affecté
Ils viennent de l'antiquité, comme les « Grylles », monstre
formés d'une tête pourvue de membres, et ici semble capit
l'exemple des sceaux et monnaies antiques; du monde isla
mique, entrelacs abstraits et végétation fantastique; d
monde chinois, dragons, par exemple; des civilisation
extrême-orientales : végétaux ou animaux antropomorphe
nature animée, objets vivants; de l'Inde, avec les danse
macabres, les tentations (voir celles de saint Antoine), le
mandalas ou images hiérarchisées du ciel.

C'est ainsi qu'à nos yeux le moyen âge prend peu à peu s
forme vivante, sa complexité organique, sa personnalité mu
tiple. Et l'on mesure ce qui reste encore à étudier pour s
rapprocher de sa vérité.

ROBERT VRINAT.

THÉATRE

L'Impromptu de l'Alma, Les chaises, de Georges Ionesco. *Une voix sans personne, Les Temps du verbe,* de Jean Tardieu. *Il pleut, bergère,* de René Wheeler. *La gueule du loup,* de Marc-Gilbert Sauvajon. *Le Baladin du monde occidental,* de John M. Synge. *Les bas-fonds,* de Maxime Gorki.

L'Impromptu de l'Alma vise beaucoup moins la critique dramatique que la philosophie du théâtre, plus précisément une certaine philosophie du théâtre qui se veut scientifique. Bien sûr, quelques traits visent le plus célèbre critique de la presse du matin; les autres atteignent une jeune équipe de « théâtrologues » qui spéculent sur l'essence du théâtre en adaptant les schèmes de la sociologie marxiste ou ceux de la phénoménologie sartrienne, spéculations qui se prolongent en une sorte de critique de la raison pratique à l'usage des auteurs, metteurs en scène, acteurs. M. Georges Ionesco joue alors un bon tour à ceux qui dénoncent habituellement son extravagance : il se fait le bonhomme Chrysale du théâtre. Il se réclame de Molière; il oppose la liberté de l'inspiration à la théâtrologie positive, il met les rieurs de son côté en faisant appel au bon sens... Mais l'humour de M. Ionesco ressemble fort à ce que Pascal appelle « une pensée de derrière ». Robert Kemp va un peu vite en lui reprochant d'être devenu trop académique. Peut-être l'auteur de *La Cantatrice chauve* se moque-t-il de ceux qu'il fait rire comme de ceux dont il fait rire. Quelle est sa profession de foi ? L'artiste doit dire ce qu'il a sur le cœur et comme il lui plaît de le dire : Ionesco réclame la liberté d'être Ionesco, non d'être Molière.

C'est bien pourquoi l'affiche du Studio des Champs-Élysées porte *Les Chaises* en même temps que *L'Impromptu de l'Alma.* Nous avions vu *Les Chaises* au théâtre Lancry en 1952 : l'hallucinante présentation de M. Jacques Mauclair permet aujourd'hui de les mieux comprendre. Deux vieillards organisent une réception imaginaire; le Vieux a quelque chose d'important à dire aux hommes, le monde le reconnaît enfin... c'est l'apothéose à laquelle on ne peut survivre : le Vieux et la Vieille se jettent par la fenêtre quand arrive l'Orateur, celui qui doit délivrer le message. Le rideau tombe lentement tandis que, sur la scène, un sourd-muet profère quelques sons rauques, devant des chaises

vides. Tragédie du dérisoire, de l'existence « néantisée » de l'intérieur.

Le soir où le théâtre Lancry donnait *Les Chaises*, le spectacle commençait par un acte de M. Jean Tardieu. Au moment où M. Maurice Jacquemont accueille M. Georges Ionesco au Studio des Champs-Élysées, M. Jacques Polieri monte deux courtes pièces de M. Jean Tardieu au théâtre de la Huchette. Mais tandis que *Les Chaises* semble se rapprocher du public — à moins que ce ne soit le public qui se rapproche de l'étrange pièce —, l'œuvre de M. Jean Tardieu reste réservée aux amateurs d'expériences, d'essais... *Une voix sans personne* et *Les Temps du verbe* disent le drame de l'absence. L'absent essaie vainement de revenir, mais les choses se taisent, la scène reste vide, la scène avec trois fauteuils, deux lampes, une commode, la voix dans le désert, « une voix sans personne ». Des « temps du verbe », un homme n'a conservé que ceux des temps passés depuis la mort de sa femme et de ses enfants; présent et futur sont, à chaque instant, dépassés. M. Jean Tardieu suit, comme le dit un personnage, « les nuages du temps »; il cherche le dramatique dans le sentiment poétique de l'impossible présent et de l'impossible présence; il surprend, il inquiète; peut-être ses personnages irréels sont-ils, par leur irréalité même, plus impressionnants qu'émouvants.

Des chaises sans personne, une voix sans personne... ce sont là des raffinements qui n'embarrassent pas les auteurs d'*Il pleut bergère...* et de *La Gueule du loup*. Si un metteur en scène comme M. Darcante monte à la Renaissance *Il pleut bergère...* première pièce du scénariste René Wheeler, si M. Marc-Gilbert Sauvajon adapte et met en scène *La Gueule du Loup* à la Porte Saint-Martin, c'est peut-être pour répondre au goût d'un certain public qui voudrait bien s'amuser au théâtre sans avoir l'air trop béotien. Il y a dans la première pièce une idée d'action : une jeune comédienne trouve, chaque soir, dans sa loge ou voit tomber sur la scène une rose rouge, la prise de la Bastille, la chute du trône, les événements les plus graves se succèdent sans troubler le rite; la jeune fille devient amoureuse de l'inconnu, amoureuse d'un fantôme. Mais une idée d'action n'est pas une pièce : celle-ci impliquait au moins un personnage pourvu d'un « caractère », l'inconnu à découvrir; or la conduite du che-

alier à la rose est simplement incompréhensible; si c'est un mide, que signifie sa timidité ? Il ne faudrait tout de même as confondre mystérieux avec obscur... Ne pouvant déve- ›pper l'idée d'action en action, l'auteur s'est contenté d'en- ler des sketches, d'amusants dialogues. La pièce doit son tre à la présence du poète politicien et affairiste Fabre 'Églantine.

La Gueule du loup reprend, sur le mode gai, un duo que Georges Ohnet avait déjà chanté, d'une voix de basse, dans *Maître de forges*. Mais en 1956, les maîtres de forges font partie de l'aristocratie, et ce sont les chefs syndicaux qui tiennent leur rôle. Claire de Beaulieu... pardon! Marianne de Vaucourt est donc amoureuse du secrétaire fédéral de la C.M.T.P. (17 millions d'adhérents). Le jeune premier des masses prolétariennes est dur et pur; la duchesse est tendre et femme. C'est un jeu pour Méphisto, le président du pool de l'acier, de manigancer la scène de la pomme : Ève l'offre en toute innocence et Adam est prêt à se marier à l'église... Il y a beaucoup de bons mots dans cette pièce : mais qu'y a-t-il sous les mots ?

Ces pièces faciles et insignifiantes font ressortir le mérite et le courage des jeunes compagnies comme celles de M. René Dupuy qui monte *Le Baladin du monde occidental* au Théâtre Gramont ou de Sacha Pitoëff qui reprend *Les Bas-fonds* au Théâtre de l'Œuvre. L'œuvre de Synge est servie par une actrice remarquable, Mme Lila Kedrova et une troupe qui mériterait mieux qu'une salle à moitié remplie. M. René Dupuy est un comédien trop précis, au regard trop franc, d'une présence trop réelle pour ce baladin en qui mensonge et poésie créent le rêve. Christie arrive dans un village de la côte occidentale d'Irlande : il vient de tuer son méchant père : tous et toutes l'accueillent comme un héros; alors, ce garçon timide et comme abruti par l'autorité paternelle devient un hardi luron, il embellit son crime, multiplie les détails et ses mensonges le transfigurent... Mais le papa n'est pas mort : le village se retourne contre le faux héros qui se montre alors tel qu'en lui-même enfin le mensonge l'a changé : la vieille brute sera son esclave. *The Playboy of the Western world,* joué à Dublin en 1907, est une des belles pièces du théâtre de ce siècle : son nouveau metteur en scène en a senti l'humour; peut-être n'a-t-il pas

aussi profondément senti la sauvagerie de ce petit monde de pêcheurs que l'image du parricide fait délicieusement frémir et dont l'inconscient collectif nourrit une secrète tendresse pour Caïn.

« La bête humaine » est aussi présente et agissante dans *Le Baladin du monde occidental* que dans *Les Bas-fonds*. Mais, dans la pièce de Gorki, aucun humour n'ajoute les prestiges de l'imagination aux rêveries de l'instinct; la puissance bienfaisante de l'illusion corrige l'amertume de la vérité dans ce village d'Irlande où l'air de la mer et la vue d'un immense horizon favorisent une certaine forme de santé. Dans la baraque où Gorki nous conduit, l'air est vicié, les murs emprisonnent, des déchets d'humanité s'accumulent : s'il ne se passe rien dans la pièce, c'est qu'ici personne ne peut plus tomber plus bas ni se relever. Par le décor, les haillons, sublimes en leur genre, le rythme des scènes, le dessin des silhouettes mouvantes, les plaintes de l'accordéon, M. Sacha Pitoëff anime une sorte de poème théâtral; d'un drame réaliste, il a fait un mystère. Et ce n'est point là trahir l'œuvre, mais la comprendre : la baraque sinistre n'est pas un cimetière d'âmes mortes; chaque être est individualisé par sa misère; chacun subit un destin qui le distingue et le sépare; ce qui est bouleversant dans cette œuvre, c'est de voir comment la déchéance stérilise l'amitié, l'amour, et rend impossible la communication. Et cependant, avec l'individualité spirituelle, c'est encore une ombre d'esprit qui survit. Qu'un « pèlerin » passe, et M. Palau a senti qu'un tel rôle était impossible sans une profonde sincérité : c'est un vieillard dont l'existence fut aussi désespérante que celle de ses compagnons; mais il croit en la vertu de la croyance; il sait que la foi en l'homme suffit pour sauver l'homme de la déshumanisation, serait-ce celle de la déchéance la plus irrémédiable. Ses paroles simples font encore trembler une petite lueur dans les regards.

Ce spectacle est digne de celui qu'avaient jadis donné des *Bas-fonds* Georges et Ludmilla Pitoëff à la Comédie des Champs-Élysées.

HENRI GOUHIER.

Imprimerie AUBIN, LIGUGÉ (Vienne).
D. L., 2e trimestre 1956. — Imprimeur, n° 1.370.
Directeur gérant : R.-C. CHARTIER, N.M.P.P.